

NORVÈGE

Grève générale
victorieuse

TIERS-MONDE

Allègement
des dettes
en trompe l'oeil

BOLIVIE

La renaissance
de la multitude

FRANCE

Trois ans d'un
social-libéralisme
honteux

GRANDE-BRETAGNE

● Échec à la
« troisième voie »

● La santé
victime du
libéralisme

VENEZUELA

Critique de Chàvez

PAKISTAN

Le Labour Party
en congrès

DÉBAT

Impérialisme...?
Impérialismes...?

UNION EUROPÉENNE

Fischer, le démocrate-escroc

● correspondance de presse internationale
inprecor



Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter Inprecor sur le site de nos camarades québécois :

www.lagauche.com

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECEI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 42 38 61 10

Fax : 33/0 1 42 38 21 39

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski.

Rédaction : Jan Malewski

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire, 75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

En couverture de ce numéro nous avons employé le photomontage de Roman Cieslewicz, fragment de l'affiche pour l'exposition de ses œuvres au Musée national de Poznan (Pologne) en juin-août 1981.

Sommaire

juin 2000, n° 448

Norvège

Les travailleurs infligent une leçon à ceux d'en haut

Anders Ekeland 3

Jeunesse

XVII^{èmes} rencontres internationales de jeunes au Portugal

(réd.) 3

DOSSIER GRANDE-BRETAGNE

À Londres et ailleurs : un camoufflet électoral pour Blair

Dave Hudson 5

London Socialist Alliance, au delà de l'addition des ses composantes

Dave Hudson 7

Le Service national de santé (NHS) de Thatcher à Blair

John Lister 10

Philippines

Solidarité urgente !

(réd.) 16

France

Le social-libéralisme honteux

Christian Picquet 17

Femmes - OIT

La convention internationale sur les congés de maternité en danger

(réd.) 22

Dettes du Tiers monde

Allègement des dettes : Effets d'annonce et réalité

Denise Comanne et Eric Toussaint 23

Bolivia

Tempêtes sur les Andes

Ernesto Herrera 27

La renaissance de la multitude

Raquel Gutiérrez et Alvaro García Linera 27

Venezuela (document)

« Chávez s'est compromis avec des secteurs de la classe domianate »

Douglas Bravo 30

Colombie

Libardo Gonzalez (1942 - 2000)

Jesus R. Bolivar B. 32

Pakistan

Le premier congrès du Labour Party Pakistan (LPP)

Salah Jaber 33

Débat : Impérialisme ? Impérialismes...?

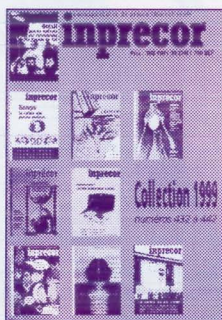
Trois questions à Gilbert Achcar

Revue Manifesto 34

Union européenne

Fischer, le démocrate-escroc !

François Vercammen 36



La collection reliée d'Inprecor 1999 est parue !

Vous y trouverez les Inprecors du n° 432 au n° 442 et l'index thématique de l'année. Vous pouvez la commander en nous faisant parvenir un chèque de 100 francs à l'ordre de la PECEI. Mais ne tardez pas trop : les exemplaires disponibles sont en nombre limité et il n'y aura pas de second tirage...

Enfin, pour les retardataires, il existe encore **quelques** exemplaires de la collection reliée 1998 (n° 420 à 431) au prix de 120 francs.

Abonnement

(11 numéros par an)

- **France - DOM-TOM -** 190 FF (6 mois) ☐ 360 FF (1 an) ☐
- **Europe - Afrique du Nord** 240 FF (6 mois) ☐ 460 FF (1 an) ☐
- **Autres destinations** 270 FF (6 mois) ☐ 520 FF (1 an) ☐
- **PLI FERMÉ (toutes destinations)** 120 FF, 6 mois ☐
- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois) ☐
- **Institutions** (lecteurs multiples, toutes destinations; 600 FF, 1 an) ☐
- **Abonnement de soutien** (à partir de 400 FF, 1 an) ☐
- **Découvrir Inprecor** (réservé aux nouveaux abonné(e)s; 75 FF, 3 mois) ☐
- **Lecteurs solidaires** (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; 150 FF) ☐

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

• Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

• Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

Les travailleurs infligent une leçon à ceux d'en haut

Par
Anders Ekeland*

Le 3 mai dernier, 82 000 travailleurs du secteur privé sont entrés en grève. C'était la plus grande grève en Norvège depuis le lock-out de 1986 — qui se termina également par une défaite patronale. Et c'était une des plus grandes grèves depuis la seconde guerre mondiale. Au moment où nous écrivons, les négociations ont également été rompues dans le secteur public et il n'est pas exclu qu'on s'oriente vers une grande grève du public, dont les secteurs les plus combatifs sont ceux de l'enseignement et des hôpitaux, mal payés et dominés par la main d'œuvre féminine.

Sur fond d'une inégalité illégitime

Bien que la Norvège soit une nation riche du fait de sa rente pétrolière, le patronat norvégien s'est appuyé sur l'attitude défensive de la classe ouvrière en Europe pour lancer des attaques contre les droits acquis, pour obtenir un consensus national

sur une faible croissance des salaires — ou, plus précisément, sur une croissance des salaires « alignée sur celle de nos principaux partenaires commerciaux », comme le veut l'adage officiel. Après un accord salarial satisfaisant du point de vue des travailleurs en 1998, l'État a mis en place une commission tripartite (État, syndicats, patrons) pour déterminer la politique des revenus. sans surprise, le résultat fut que la direction centrale des syndicats a accepté un plafond particulièrement bas en ce qui concerne la croissance des salaires, expliquant qu'une partie des augmentations obtenues en 1998 devaient être considérées comme une « avance » sur les augmentations de l'année 2000.

Les différences entre le salaires industriel moyen et les salaires des cadres dirigeants étaient traditionnellement plus faibles en Norvège qu'aux États-Unis ou dans le reste de l'Europe, mais au cours des années 1990 la bourgeoisie a tenté de modifier cela. Elle s'est octroyée des augmentations de salaires généreuses, des primes et toutes sorte de stock-options. Récemment on a ainsi assisté

à une série de scandales autour des « parachutes en or » — des primes exceptionnelles versées aux dirigeants d'entreprises. Le PDG de l'entreprise pétrolière de l'État fut notamment forcé d'abandonner son « parachute en or » pour calmer l'opinion publique. C'était d'autant plus significatif que le dirigeant de la Confédération syndicale LO (Landsorganisasjonen), Yngve Hagensen, membre du Conseil d'administration, avait voté en faveur du deal ! D'autres scandales du même genre furent révélés par la presse, le plus choquant étant le cas du PDG de Kvaerner qui s'était accordé 16 millions d'euros (1). Lorsque l'affaire fut révélée, Kvaerner tenta de corriger le tir en parlant de « seulement » 8 millions d'euros — comme si cela pouvait modifier le sens politique d'un tel fait ! Cette nouvelle culture de cupidité a aussi déteint sur les salaires des bureaucrates syndicaux. Le dirigeant de LO a obtenu en 1998 une augmentation de son salaire de près de 15 000 euros. Et le salaire moyen de la délégation syndicale qui négociait avec les patrons était plus que le double du salaire moyen de ceux qu'elle représentait.

Les bénéfices ont également augmenté de manière impressionnante depuis le début des années 1990, ce qui a multiplié par trois les dividendes distribués. Notons enfin que la modification de la fiscalité en 1992 a réduit l'imposition des revenus du capital.

En finir avec l'austérité imposée

Il n'est pas surprenant dans ce contexte qu'une large majorité des syndicalistes du privé ait voté contre l'accord salarial négocié début avril. Habituellement un tel accord est conclu pour deux ans, cette fois-ci il devait être conclu exceptionnellement pour trois ans. Ce projet accroissait la flexibilité du travail et les augmentations de salaires prévues étaient infimes : 0,75 couronne par heure

*Anders Ekeland, économiste, est membre de la Ligue internationaliste, un courant quatrième-internationaliste au sein de l'Alliance électorale rouge (RV), et conseiller municipal RV à Bærum. 1. Près de 105 millions de francs français (1 euro = 6,55957 francs).

LES JEUNES CONTRE LA MONDIALISATION CAPITALISTE XVII^{ÈMES} RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES AU PORTUGAL

Les XVII^{èmes} rencontres internationales de jeunes révolutionnaires se tiendront cette année au Portugal, du 23 au 29 juillet près de Coimbra, sous le soleil, dans un cadre magnifique (arbres, rivière...). Des conditions idéales pour profiter d'une semaine de discussions politiques et d'activités de loisirs. Ce sont plus de 500 jeunes venus d'une quinzaine de pays d'Europe qui sont attendus pour échanger autour du thème de la mondialisation capitaliste, de ses méfaits et des moyens de lutte à mettre en œuvre pour esquisser les contours d'une autre société.

Articulées autour de groupes de travail thématiques le matin, de rencontres entre les délégations et de formation l'après-midi, les journées se prolongeront par les forums du soir autour de 6 thèmes principaux : antiracisme et antifascisme, féminisme, effets de la mondialisation, luttes des gays et lesbiennes, écologie, internationalisme...

Avec des intervenants engagés dans les luttes et les mouvements sociaux partout en Europe et ailleurs, ce camp sera également placé sous le signe de la lutte contre le colonialisme et le néocolonialisme avec un meeting central autour de ces thèmes. Toutes ces activités et ces discussions se prolongeront derrière un verre au bar du camp ou bien à la discothèque.

Alliant activité politique et activités de détente, ce camp sera à n'en pas douter comme les précédents : un moment privilégié d'échanges et de formation, un moment de fête et de solidarité internationaliste.

Prix du séjour : 740 francs, départs collectifs possibles.

Pour tout contact :

— en France : JCR-Red, 2 Rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, tel.: 33/0 1 48 70 42 30 ; E-mail : <jcr-red@yahoo.fr>

— au Portugal : PSR / Acampamento Internacional, Rua da Palma 268, 1100 Lisboa, tel.: 351 1 8864643 / Fax 351 1 8882736, E-mail : <ip267518@ip.pt>



(soit autour de 0,1 euro ou 65 centimes). Il ne prévoyait pas de journée supplémentaire de vacances en l'an 2000, mais seulement une journée en 2001 et trois en 2003. Étant donné que cela fait 18 ans que les salariés norvégiens l'attendent, il ne furent pas impressionnés par la rapidité de l'octroi de la cinquième semaine de congés payés. Ils se souvenaient que leurs camarades danois avaient été en grève il y a deux ans pour leur... sixième semaine de congés payés !

Les dirigeants syndicaux avaient défendu ce projet d'accord, mais ils ne sont pas parvenus à convaincre leur base. Le résultat du référendum organisé parmi les membres du syndicat fut de 64 % des suffrages rejetant l'accord, avec une participation élevée, dépassant les 60 % des inscrits. Ce fut le rejet le plus fort à l'échelle nationale depuis la seconde guerre mondiale. Seize syndicats sur dix-sept ont majoritairement rejeté l'accord. Ce vote était une victoire politique de la gauche syndicale, dont les militants se reconnaissent dans les deux partis à gauche du Parti travailliste, le Parti socialiste de gauche (VS) et l'Alliance électorale rouge (RV). Ayant appelé à ratifier l'accord, les bureaucrates centraux furent incapables de formuler aucune revendication concrète, se limitant à dire après le vote que les patrons doivent revenir avec une nouvelle offre. Devant une telle passivité c'est la gauche syndicale qui a formulé les revendications et organisé la grève dont les dirigeants centraux ne voulaient pas.

Une grève victorieuse

Les bureaucrates syndicaux et le patronat voulaient éviter une longue grève dure, celle-ci se termina donc au bout de huit jours, les syndicalistes de base ayant à peine eu le temps de formuler leurs revendications essentielles qui, à une exception importante près, servirent de base pour le nouvel accord. Ce dernier est conclu pour deux ans (et non trois). L'augmentation du salaire horaire sera de 2,5 couronne (la gauche demandait 3 couronnes), soit plus de trois fois plus que précédemment négocié. Par ailleurs, une augmentation supérieure a été obtenue pour les salaires en dessous de la moyenne. Il s'agit là d'une brèche importante dans le dispositif imaginé par la commission tripartite. Enfin, la cinquième semaine de congé sera accordée entièrement un an plus tôt : deux jours supplémentaires en 2001 et deux autres en 2002. Sur la question de la flexibilité, par contre, les patrons l'ont emporté, le dispositif négocié en avril étant maintenu. Il s'agit cependant d'une formulation générale, sa mise en œuvre

devant faire état des négociations à l'échelle locale, beaucoup dépendra donc de la force des syndicats à la base.

Un avertissement à l'establishment

Que la direction confédérale ait été mise sur la touche par la base syndicale est apparu clairement aux yeux de tous. Les bureaucrates centraux n'ont pas été capables de convaincre leurs membres d'accepter le résultat négocié. Ils se sont conduits comme s'ils croyaient que cela allait de soi et n'avaient que mépris pour la campagne contre l'accord de la gauche syndicale — « *un gang de mécontents chroniques* ». Il se peut qu'ils aient accepté le résultat négocié sous la pression de notre gouvernement d'inspiration blairiste, sans croire eux-mêmes qu'un tel accord pouvait être accepté par la base. Lorsque le vote contre l'accord fut connu, ils tentèrent d'expliquer qu'il s'agissait en fait d'une réaction contre les « *parachutes en or* » et la « *culture de la cupidité* ». Mais leur indignation morale fut remise à sa juste place lorsque la presse eut révélé que les représentants syndicaux au sein des conseils d'administration ont dans presque tous les cas gardé le silence lorsque ces « *parachutes en or* » étaient accordés.

La réaction immédiate de l'union patronale, après l'annonce des résultats du vote, fut de proclamer que l'idée de soumettre un accord à un vote de ratification était « *vieux jeu* », soulignant que dans la majorité des pays européens, et en particulier en Suède, de telles pratiques n'existaient pas. L'effet de ces propos fut de renforcer le sentiment des salariés que les patrons avaient besoin d'une bonne leçon pour que leur perception de la réalité soit restaurée.

Du point de vue de la gauche le résultat du vote, la grève et sa conclusion sont une série d'événements positifs. Ils montrent clairement que :

- les propositions de la gauche politique et syndicale bénéficient d'un large soutien qui, pour peu que les forces de gauche soient mieux organisées, peut permettre d'obtenir plus encore ;
- il y a toujours de fortes aspirations égalitaires au sein de la population ;
- la lutte pour un syndicalisme actif et démocratique est d'une importance capitale ; sans le droit de vote, il n'y aurait pas de grève, pas de nouvel optimisme, pas d'expérience collective mais seulement une accumulation des frustrations qui pourraient aisément servir de terreau pour l'extrême droite.

Il est très important que les jeunes générations de salariés, qui n'ont pas connu le climat des années qui ont suivi 1968, aient pu

mesurer la force de l'action collective. Lorsque la grève est devenue un fait et que les étagères des supermarchés sont devenues vides il est devenu clair pour tous que le bla-bla sur la « *nouvelle économie* » ne peut changer le fait que les travailleurs « *vieux jeu* » doivent toujours cuire leur pain, brasser leur bière et se fournir dans les magasins.

Et maintenant, le secteur public ?

Nous ne connaissons pas encore le résultat des négociations dans le secteur public, mais il faut noter que depuis l'automne dernier le syndicat des enseignants et celui des infirmières ont adopté un profil haut et exigé des augmentations salariales substantielles, autour de 20 % pour la période des deux prochaines années. Ce fut même un thème important lors des élections de septembre dernier. Le Parti socialiste de gauche (VS) a vu alors son score électoral grimper largement en raison du vote des femmes salariées du secteur public. Ces femmes sont généralement plus à gauche que les mâles du même âge. Les élèves infirmières, qui ont récemment refusé de travailler dans les hôpitaux pour protester contre les bas salaires et les conditions de travail exécrables, indiquent l'esprit de combativité du secteur public. Leur action a durement frappé les hôpitaux, dans lesquels les élèves infirmières sont indispensables pour assurer la continuité des soins durant les week-ends et les jours fériés. Il s'agit d'une action d'un nouveau type, répondant au fait que toutes les grèves des hospitaliers ont été brisées par les interventions gouvernementales.

Du fait de la forte augmentation du prix du pétrole et partant, des ressources budgétaires, la question de l'augmentation des salaires des enseignants et des hospitaliers est pour la bourgeoisie norvégienne une question politique, un choix entre des concessions ou une ligne dure dans l'immédiat en fonction de sa stratégie à long terme. Un problème majeur pour elle tient au fait que les accroissements de salaires dans le secteur privé constituent traditionnellement une limite pour le secteur public. Les revendications du public étant plus élevées que ce que vient d'obtenir le secteur privé, il y a un risque de briser la « *règle d'or* » que la bourgeoisie a imposée. Mais en voulant à tout prix défendre sa « *règle d'or* » la bourgeoisie prend le risque d'accroître le radicalisme : le rejet de l'accord et la grève générale du privé témoignant clairement des limites au maintien d'une atmosphère de crise et d'austérité. ■

Oslo, le 18 mai 2000

A Londres et ailleurs : un camouflet électoral pour Blair

Par
Dave Hudson*

La décision de Ken Livingstone (1), populaire député de l'aile gauche du Parti travailliste, de rompre avec son parti et de se présenter en indépendant pour le poste de Maire de Londres, constitue la plus importante rupture de gauche dans ce parti depuis la seconde guerre mondiale. Son élection est un coup sérieux porté à Tony Blair et à son gouvernement du *New Labour* (2). Blair a perdu le contrôle de sa capitale et un point d'appui potentiel important pour une alternative sur sa gauche a été établi. Le défi de Livingstone, la crise actuelle dans l'industrie et la poursuite continue et inflexible par le *New Labour* de la politique conservatrice (multipliant par trois le nombre de centres de détention pour demandeurs d'asile et préparant une nouvelle et réactionnaire loi d'ordre public) à réduit l'électorat de Blair au niveau du minimum indiqué par les sondages depuis qu'il a conquis le gouvernement il y a trois ans.

Cependant il y a peu de signes qui indiqueraient que Livingstone envisage d'employer sa victoire pour lutter en faveur d'une alternative socialiste. Bien qu'il ait eu 55 % des suffrages exprimés (en tenant compte de la seconde préférence), ce qui le met en tête de la compétition, ce résultat a été obtenu malgré une campagne morne qui pourrait être caractérisée comme droitière et populiste, évitant soigneusement l'emploi du terme "socialiste". Il n'est pas parvenu à faire le plein des suffrages des travailleurs, comme en témoigne une participation électorale relativement faible — pour une campagne si importante et tellement médiatisée — entre 33 % et 38 % des quelques 5,1 millions d'inscrits.

Livingstone rassemble maintenant une administration inter-partis, incluant un poste d'adjoint au maire qui tournera entre les quatre partis représentés dans l'Assemblée. Et il semble vouloir éviter la confrontation avec le gouvernement au sujet des projets impopulaires de privatisation du Métro — qui furent au centre de la dispute électorale.

Mais, d'autre part, il reste imprévisible, comme en témoigne par exemple sa déclaration que « *le capitalisme fait chaque année plus de victimes que l'holocauste nazi* », très mal reçue à la City et à Downing Street (3). Le potentiel de confrontation entre Livingstone et le *New Labour* reste donc important.

Après le décompte des votes de seconde préférence pour le poste de maire de Londres, Livingstone obtint 776 427 voix, le conservateur modéré Stephen Norris arriva second avec 564 137 voix et le candidat officiel du Parti travailliste, Frank Dobson, troisième avec seulement 223 884 voix. Comme on pouvait s'attendre de la part d'un candidat populiste victorieux, le vote en faveur de Livingstone fut socialement et politiquement diversifié. Néanmoins, pour une large part, il s'agit d'un vote des travailleurs, sanctionnant l'incapacité du *New Labour* de réaliser une quelconque réforme significative en leur faveur. Au contraire, Blair a poursuivi l'offensive capitaliste néolibérale commencée par Margaret Thatcher : une politique sociale réactionnaire en matière de chômage, de protection des handicapés, de demandes d'asile, de sécurité, etc., avec le discours idéologique approprié.

En extrapolant les résultats des législatives de 1997, le parti travailliste aurait pu aisément remporter la mairie de Londres — son bastion traditionnel — ainsi que onze des quatorze circonscriptions dans l'élection parallèle de l'Assemblée du Grand Londres. Mais le *New Labour* ne l'emporta que dans six d'entre elles. Dans trois circonscriptions il a perdu plus de 15 %. Et ce n'est que grâce aux élus à la proportionnelle que les travaillistes disposeront de neuf sièges dans l'Assemblée, à égalité avec les conservateurs. Dans les circonscriptions de Londres le score du *New Labour* a oscillé entre 10. % et 25. %.

Les résultats des élections municipales qui ont eu lieu simultanément dans le pays confirment la sanction des candidats de

Blair. Avec une moyenne de 30 % le parti travailliste a perdu près de 600 sièges alors que les conservateurs en ont gagné 567 avec une moyenne de 38 % des suffrages exprimés. Néanmoins, contrairement à une impression superficielle, le vote en faveur des conservateurs n'a pas augmenté de manière significative. Ce sont les électeurs traditionnels du *Labour* qui ont voté avec leurs pieds par dégoût. Lorsqu'il s'agissait d'une élection plus importante — telle l'élection partielle pour le député à Romsey — on a assisté à une plus forte participation des électeurs travaillistes qui clairement ont fait le choix tactique d'appuyer le candidat

Libéral démocrate pour mettre les Tories (conservateurs) hors du Parlement. La volonté d'empêcher l'élection des Tories, même dans la région rurale de la Côte sud, va sans doute se manifester à nouveau lors des législatives, ce qui favoriserait les travaillistes.

Notons également que dans



* Dave Hudson est dirigeant de International Socialist Group (ISG, section britannique de la IV^e Internationale).

1. *Inprecor* n° 446 d'avril 2000 a publié un dossier sur cette campagne. Rappelons qu'il s'agissait pour la première fois d'élire directement le maire de Londres et, simultanément, d'élire des représentants à l'Assemblée du Grand Londres (*Greater London Assembly*, GLA), 14 dans un scrutin de circonscription à un tour et 11 à la proportionnelle intégrale.

2. Pour bien marquer sa volonté de rupture avec la tradition du travaillisme britannique, Tony Blair a employé la formule du « *Nouveau* [parti] travailliste ».

3. Respectivement le centre financier de Londres et la résidence du Premier ministre.

certaines circonscriptions où il était possible de voter en faveur d'une alternative de gauche, les candidats de gauche indépendants ou d'extrême gauche eurent des scores significatifs. Le *Socialist Party* (4) a gagné un autre conseiller dans la ville de Coventry — son troisième — alors que d'autres obtenaient 17 % à Newcastle ou 30 % à Merseyside. La liste indépendante contre la fermeture de l'hôpital à Kiddminster, une petite ville des Midlands, a obtenu onze des treize postes de conseillers en jeu et a failli renverser ainsi la majorité municipale.

A Londres, une gauche alternative

A Londres l'apparition d'une gauche alternative sous la forme de l'Alliance socialiste (5) a sérieusement modifié la donne électorale. Bien que la participation au vote des électeurs travaillistes traditionnels y ait été faible, l'abstention a touché tous les grands partis. Il est d'autant plus significatif de noter que si dans les circonscriptions le *Labour party* a perdu autour de 15 % des voix, en additionnant les votes en faveur du Parti Vert et ceux en faveur de la LSA on peut retrouver ce pourcentage. Le Parti Vert en Grande Bretagne, qui n'est pas dirigé par l'aile gauche, a adopté dans cette campagne électorale une attitude à gauche du Parti travailliste sur la plupart des questions en débat. Bien qu'il s'agisse d'une organisation qu'on pourrait qualifier de petite-bourgeoise, il est perçu au sein du mouvement ouvrier (y compris par son aile gauche) et par

la jeunesse comme un parti radical à gauche du *Labour party*. Il bénéficie souvent à ce titre des votes protestataires.

Sans prétendre entrer dans les détails, notons quelques résultats significatifs : dans la circonscription du nord-est, le parti travailliste a perdu près de 25 % en comparaison avec son score de 1997, alors que les Verts obtenaient 15,6 % et la LSA 7,0 % ; dans celle de Lambeth & Southwark, au sud de la Tamise, le candidat travailliste obtint 38 % de voix (une perte de 21 %), alors que les candidats des Verts, de la LSA et de la *Communist League* (6) obtenaient respectivement 13,1 %, 6,2 % et 0,53 % des voix. Dans l'ensemble des circonscriptions du Grand Londres les Verts et la gauche socialiste (7) totalisent 270 000 voix (17 %) alors que le candidat travailliste officiel au poste de maire, Frank Dobson, n'obtient que 223 000 voix (la majeure partie des électeurs travailliste votant pour Livingstone, soutenu également par la LSA). Autrement dit, à Londres un nombre significatif d'électeurs travaillistes traditionnels, au lieu de s'abstenir, ont pour la première fois voté pour des candidats à gauche du *Labour Party* et à gauche de Livingstone lui-même (qui n'avait pas constitué de liste pour l'Assemblée du Grand Londres).

Le message délivré à Blair et au *New Labour* par ces élections, particulièrement à Londres, est clair et universellement reconnu par les médias. Ceux qui ont voté en faveur des travaillistes lors des législatives, en particulier les travailleurs, voulaient mettre fin aux attaques anti-ouvrières des années Thatcher-Major et sont opposés à leur poursuite. Mais le projet capitaliste de Blair, son alliance stratégique avec les secteurs-clé du capital, son adoption à leur suite de l'offensive néolibérale mondiale menée par la Maison Blanche, la Réserve Fédérale, le FMI et la Banque mondiale, signifient qu'il n'est pas prêt à entendre ce message. Les derrières tourneurs de Downing Street ont déjà décrété que ces résultats ne doivent aucune modification à une modification de la politique gouvernementale et qu'il suffira d'en modifier la présentation, autrement dit, de procéder à quelques changements cosmétiques. En tout cas Blair et ses conseillers savent que la majorité des électeurs critiques devra rallier le Parti travailliste à l'occasion des prochaines législatives (prévues en mai 2001) pour empêcher une victoire des conservateurs.

D'un point de vue objectif pourtant — et ce malgré les limites du programme de Livingstone — la victoire de ce dernier témoigne de la possibilité (mais non de la réalité pour l'instant) de créer une puissante

alternative de gauche face au blairisme. Un potentiel que Livingstone a refusé de concrétiser lorsqu'il a appelé ses partisans à rester dans le parti travailliste. Il a clairement annoncé qu'il désire recouvrer son appartenance au *Labour Party* (il en a été formellement expulsé). Sa trajectoire actuelle le conduira à gaspiller le potentiel permettant de construire une alternative de gauche, s'il persévère à abandonner une politique de classe au profit d'une gesticulation populiste combinée avec une gestion municipale « responsable » et sa propre version de la « troisième voie ».

Son gage explicite à la collaboration de classe — il prétend « unir tout le monde à Londres » — et ses tentatives conséquentes d'unir tous les partis politiques (à l'exception de ceux qui auraient un lien quelconque avec le socialisme) au sein d'une coalition de gestion de la ville — les consultations sont déjà bien avancées — visent explicitement à calmer les craintes de la City financière de Londres et du grand capital, ce qui adoucirait son cheminement de retour au sein du parti travailliste. Cela ne signifie pas pour autant qu'il appliquera en pratique une telle orientation, car nous devons tenir compte de sa tendance à ne pas mâcher ses mots. Ainsi son soutien aux travailleurs de la plus grande usines londonienne, Ford-Dagenham, les encouragements qu'il a prodigués à leur lutte contre les licenciements, ne l'a certainement pas rapproché de Downing Street.

Il n'en reste pas moins que l'intention de Livingstone de revenir dans le Parti travailliste permet de penser que l'espace ouvert à la gauche du *Labour* ne sera pas rempli rapidement et que Livingstone lui-même ne pourra pas assurer son hégémonie sur cet espace à plus long terme. La question est alors si cet espace sera occupé par les Verts ou par la gauche révolutionnaire et socialiste organisée par l'Alliance socialiste ?

Où encore sera-t-il occupé par des forces plus sinistres ? Le Parti national britannique (BNP), néofasciste, a obtenu près de 60 000 voix, ce qui reflète une polarisation politique et de classe sous-jacente qui prend peu à peu place dans la politique britannique. On peut craindre que si la gauche ne commence pas à occuper le vide apparu lors de ces élections, celui-ci sera comblé par des forces d'extrême-droite. Le résultat du BNP a choqué certains au sein de la gauche et a stimulé les campagnes antiracistes et en faveur des demandeurs d'asile. Dans les élections londoniennes la LSA fut la seule force qui prit la défense du droit d'asile dans une atmosphère de racisme grimant stimulé par les tentatives du gouvernement travailliste

4. Le Parti socialiste est issu de la tendance Militant au sein du *Labour party*, une organisation trotskiste qui avait pratiqué jusqu'en 1993 (jusqu'en 1992 pour sa branche écossaise) une politique « entriste » à l'intérieur du grand parti ouvrier britannique.

5. *London socialist alliance* (LSA) est un regroupement de plusieurs organisations d'extrême gauche. *Inprecor* a présenté l'histoire de ce regroupement dans le n° 446 d'avril. On se reportera également à l'article publié ci-contre en ce qui concerne les perspectives de la LSA.

6. La *Communist League* est issue d'une scission au sein de la section britannique de la IV^e Internationale, formée des militants qui se sont alignés sur la direction du *Socialist Workers Party* (SWP) américain, lorsque celle-ci décida de tourner le dos à l'Internationale et d'exclure tous les opposants de ses rangs. C'est un petit groupe propagandiste ; qui n'a présenté qu'un seul candidat, justement dans cette circonscription.

7. Les candidats de la LSA et ceux d'autres listes d'extrême gauche : le *Socialist Party* (qui soutenait la liste de la LSA pour le scrutin proportionnel tout en présentant ses propres candidats dans certaines circonscriptions), le *Socialist Labour Party* d'Arthur Scargill, la liste contre la privatisation du Métro de Londres, la LC...

ne voulant pas paraître sur ce terrain plus libéral que la droite conservatrice.

Cela doit être une partie de notre réponse à la gauche socialiste qui a choisi de demeurer au sein du *Labour party*. Le combat intérieur et extérieur pour permettre à Livingstone de retourner au sein du parti ne suffit plus aujourd'hui. En lui-même il n'est aucunement porteur d'un projet : la gauche travailliste est aujourd'hui faible et Livingstone sera obligé de capituler politiquement s'il persiste à vouloir être réadmis au sein du parti. La tâche première aujourd'hui est d'animer de nouvelles luttes dans les usines et les bureaux, dans les universités, dans les localités et dans les rues. Il n'est pas possible d'infliger à Blair une défaite à l'intérieur du parti dans un futur prévisible. Les coups contre sa politique doivent venir du dehors. Les forces de gauche qui restent au sein du parti travailliste doivent se tourner vers les combats menés hors du cadre du parti, dans le mouvement syndical, dans les campagnes et les mouvements sociaux. Elles doivent faire pression sur Livingstone pour qu'il s'engage dans la lutte pour les intérêts de la classe ouvrière. ■



Ken Livingstone victorieux

London Socialist Alliance Au delà de l'addition de ses composantes

Par
Dave Hudson

Lors de l'élection pour l'Assemblée du Grand Londres, pour la première fois, les Londoniens étaient confrontés à une alternative de gauche. L'Alliance socialiste de Londres (LSA), bien qu'existant virtuellement avant cette élection (1), a mené pour la première fois une campagne militante dans une agglomération de 5,1 millions d'électeurs et a obtenu un résultat encourageant, en particulier dans les quartiers populaires de la ville.

La LSA avait présenté des candidats dans les 14 circonscriptions où le scrutin avait lieu selon le modèle britannique traditionnel du vote uninominal à un tour et une liste complète pour les 11 représentants élus à la proportionnelle intégrale. Elle appelait par ailleurs à voter pour le travailliste indépendant rebelle, Ken Livingstone, pour l'élection directe du maire de la communauté urbaine du Grand Londres. Ce dernier n'avait pas présenté de liste pour l'Assemblée, bien qu'au cours de la campagne, partiellement en réponse à la LSA dont il tenait à se démarquer, il ait appelé ses partisans à voter en faveur de la liste du Parti Vert. Cela a sans aucun doute réduit le vote en faveur des candidats de la LSA.

L'Alliance socialiste dans sa présente composition a été reconstituée en août 1999 pour préparer cette élection municipale. Dès le début la LSA faisait partie du réseau national des alliances socialistes et avait envisagé auparavant d'être présente à l'élection européenne. En ce moment elle espérait parvenir à un accord avec le *Socialist Labour Party* (SLP) d'Arthur Scargill. Ce dernier ayant refusé l'unité, plutôt que de se présenter contre Scargill et diviser ainsi le vote de la gauche radicale, la LSA avait décidé de retirer sa candidature. Cette décision avait été controversée et la LSA fut accusée de capituler devant le sectarisme de Scargill.

Pour l'élection municipale de mai la LSA était bien préparée et organisée, mais c'était encore une force politique inconnue.



Cecilia Prosper, candidate de la LSA dans la circonscription du nord-est de Londres a obtenue 7 %.

Cependant elle s'est vigoureusement battue pour le nouveau espace politique apparu à la gauche du parti travailliste et dans les circonscriptions de la ville de Londres elle parvint à ouvrir une brèche significative, si on compare ses résultats avec ceux réalisés dans le passé par l'extrême gauche en Grande Bretagne. Elle a ainsi émergé sur la scène politique.

Dans les circonscriptions de Londres la LSA reçut 46 530 voix, soit en moyenne 3,1 %. Dans certaines circonscriptions londoniennes, telle celle du nord-est et celle de Lambeth & Southwark, où la LSA a réalisé des campagnes locales brillantes, nous avons obtenu respectivement 7 % (8 629 voix) et 6,2 % (6 231 voix). Dans certains quartiers de ces circonscriptions, qui correspondent à des circonscriptions élisant les Membres du Parlement (les plus grandes circonscriptions pour l'élection des représentants à l'Assemblée du Grand Londres couvrent la surface de six circonscriptions législatives), nous avons obtenu jusqu'à 10 %

Grande-Bretagne

des suffrages exprimés. Il s'agit de scores significatifs, qui, si on les additionne à ceux réalisés par le Parti Vert, reflètent la crise croissante du *New Labour* et témoignent de l'ouverture d'un espace politique à la gauche du parti travailliste.

Ces résultats reflètent également la composition socio-politique du Londres intra-muros, sa composition ouvrière avec des fortes traditions. Les résultats généralement inférieurs dans la banlieue londonienne (qui ramènent notre score moyen en deçà des 3,1 %) sont dus principalement à une campagne électorale moins bien menée et au fait que l'électorat des banlieues est socialement beaucoup plus composite, plus aisé et votant traditionnellement plus largement en faveur des conservateurs. Mais même en banlieue, là où nous avons pu mener sérieusement la campagne, nous avons obtenu des scores plus élevés.

La liste présentée par la LSA pour le scrutin proportionnel n'a obtenue que 1,6 %, ce qui fut le plus décevant, bien que la LSA soit apparue ainsi en tête des listes d'extrême-gauche. Dans chaque circonscription la liste proportionnelle obtenait ainsi entre le quart et la moitié des voix qui se sont portées en faveur de nos candidats individuels. Plusieurs raisons permettent d'expliquer cet écart.

Premièrement, comme nous l'avons déjà mentionné, Livingstone avait appelé ses partisans — par des annonces de pleine page parus dans la presse — à voter en faveur des candidats Verts pour l'Assemblée. Cela a sans aucun doute eu un effet réduisant les votes en notre faveur parmi les travailleurs s'orientant à gauche, les militants de la gauche travailliste, c'est à dire tous ceux qui se situent immédiatement à notre droite. Cela a particulièrement affecté le scrutin proportionnel, car les sondages laissaient

entendre que les Verts pourraient obtenir un troisième représentant à l'Assemblée — un point souligné par le *London Evening Star* qui, dans un article agressif "présentant" ("calomniant" serait plus juste) la LSA et ses candidats conseillait à ses lecteurs de ne pas gaspiller leurs votes en « *divisant la gauche* ».

Deuxièmement il faut mentionner les divisions sectaires de l'extrême-gauche. Les électeurs voulant se positionner à la gauche du Parti travailliste et du Parti Vert devaient choisir entre cinq listes. Ensemble, ces listes ont obtenu 5,2 % des voix et auraient pu obtenir aisément un représentant dans



l'Assemblée si elles avaient été capables de s'unir (2). La LSA avait tenté d'éviter cette division, appelant toutes les organisations à constituer une liste socialiste unitaire sur la base d'un programme d'action. Malheureusement les autres listes d'extrême gauche ont semblé plus motivées par le sectarisme et leurs intérêts de chapelle que par les choix principaux.

Troisièmement enfin, notons que le mode de scrutin — trois types de bulletins de vote : un pour le candidat au poste de maire (avec un système de préférences), un pour le représentant élu dans la circonscription et un pour la liste élue à la proportionnelle (pour la première fois) — alliait à la fois nouveauté et complexité. Ainsi 16 % des bulletins déposés dans les urnes furent déclarés nuls à cause des ratures, les électeurs, en absence d'un mode d'emploi clair fourni par le gouvernement au sujet du nouveau système de vote, employant le bulletin proportionnel pour indiquer leur seconde préférence dans l'élection du maire. S'il est impossible de quantifier les pertes des diverses listes à cause de cette confusion, nos scrutateurs ont remarqué beaucoup de confusions de ce type touchant les listes non traditionnelles, dont en particulier celles de l'extrême gauche.

La campagne électorale de la LSA fut très dynamique et nous l'avons liée avec les campagnes que nous menons pour les droits des victimes de l'accident ferroviaire de la gare de Waterloo, contre les licenciements, en défense des droits des demandeurs d'asile dans une situation marquée par la montée du racisme. Nous avons distribué un million et demi de professions de foi dans les boîtes aux lettres (surtout dans Londres intra-muros, y couvrant près de 90 % de l'électorat). 3 000 personnes se sont engagées dans la LSA (dont deux-tiers étaient des inorganisés). Par exemple, dans la circonscription Lambeth & Southwark 300 à 350 personnes

ont participé activement à la campagne. Une large part des circonscriptions situées hors de la ville de Londres ont été touchées par la campagne, mais nous y avons moins d'activistes et nous n'avons pas été capables de couvrir toute la banlieue.

La tâche était énorme car chaque circonscription équivalait à une ville moyenne. En plus de la profession de foi électorale, un second tract a été distribué à des centaines de milliers d'exemplaires, servant de base de discussion dans un immense un porte à porte. De plus la LSA a poursuivi son activité de campagnes, distribuant des tracts thématiques lors des grèves, des manifestations, des piquets devant les stations de métro. Des milliers d'affiches ont couvert une large partie de Londres.

Deux meetings centraux ont rassemblé chacun plus de mille personnes — le second près de 1 400 — et des dizaines de réunions et fêtes de quartiers ont été organisées. Les collectes pour financer la campagne ont permis de rassembler près de 40 000 livres sterling (3). De nombreux syndicats locaux ont soutenu notre campagne et fait des dons. La LSA a fait des efforts particuliers pour se lier avec la gauche travailliste dans les syndicats et dans le parti travailliste, gagnant de nombreuses sympathies, y compris des conseillers dans les localités.

La LSA avait appelé à voter pour Livingstone et pour ses propres candidats à l'Assemblée, essayant de construire une alliance incluant Livingstone lui-même, mais ce dernier mena une campagne plus droitnière. La LSA continuera à formuler des propositions adressées à Livingstone et tentera de bâtir une orientation de front unique avec lui et la gauche travailliste, autour, par exemple, du rejet des tentatives du gouvernement visant à privatiser le métro, du soutien des ouvriers de Ford à Dagenham, en défense des demandeurs d'asile ou encore contre le

1. On se reportera utilement à l'article d'Alan Thornett, *L'extrême-gauche britannique, au delà du sectarisme*, *Inprecor* n° 446 d'avril 2000,

2. Outre la LSA, quatre listes « à la gauche de la gauche » étaient présentes : celle de Peter Tatchell, animateur connu du mouvement gay et ancien candidat de la gauche travailliste, qui s'est présenté seul (le mode de scrutin proportionnel permet de présenter des listes incomplètes) après avoir refusé de figurer sur la liste de la LSA ; celle du SLP d'Arthur Scargill (qui présentait également des candidats dans les circonscriptions) ; celle de la Campagne contre la privatisation du Métro ; celle du Parti communiste (CPB, une survivance ultra-stalinienne qui revendique la tradition du PC britannique disparu).

3. Plus de 427 000 francs français ou 24 500 euros.

développement du parc d'attractions à Crystal Palace.

Tout le monde admet que la LSA ne peut déjà plus être réduite à l'addition de ses composantes. Le degré d'unité active réalisée en son sein est sans précédent. Il est enraciné dans les conditions objectives de la classe ouvrière et de son avant-garde large sous le gouvernement de Blair. Son succès n'est pas seulement dû à sa campagne dynamique — nous étions virtuellement la seule force présente dans les rues — ni à la seule contribution militante et financière du Socialist Workers Party (4), bien que celle-ci ne doive pas être sous-estimée, mais essentiellement parce qu'en tant que conception politique, en tant que tentative crédible d'unifier la gauche et l'extrême gauche autour d'un programme d'action, avec une orientation de front unique, la LSA est parvenue à galvaniser de larges secteurs de l'avant-garde.

Tous ceux qui se sont reconnus dans la LSA ne sont pas devenus à ce stade ses militants actifs (dans les faits la majorité de ceux qui ont lui ont apporté leur soutien ne se sont pas engagés dans l'activité militante). Mais en les influençant et en leur proposant un sérieux pôle d'attraction, la LSA peut se construire dans l'avenir. Ces couches d'avant-garde — militants travaillistes, syndicalistes, associatifs, activistes d'organisations non-gouvernementales, etc. — regarderont attentivement ce que nous faisons dans le futur. Elles regarderont en particulier ce que sera la politique future du SWP et ce que signifie son tournant vers une politique de front unique. Du point de vue de l'ISG, section britannique de la IV^e Internationale (5), il s'agit d'un développement porteur d'avenir.

Nous avons annoncé que lorsque le gouvernement Blair se dévoilera devant la classe ouvrière, un espace politique s'ouvrira à la gauche du Labour party et nous devons essayer de le remplir. Notre petite organisation ne peut prétendre le faire seule, ni même en développant les campagnes thématiques unitaires. Il faut un centre et un cadre qui permette une recomposition politique et un regroupement des forces de gauche. Durant plus de deux ans nous avons modestement construit les alliances socialistes en tant que

cadre possible/potentiel, sans y voir de manière prématurée l'embryon d'un nouveau parti des travailleurs et sans nous limiter à cette seule activité.

Le succès de la LSA rend ce projet plus crédible et suggère que nous pouvons construire des alliances socialistes dans tout le pays, profitant des leçons de la LSA. Si nous voulons réaliser le potentiel que représente la LSA nous devons aller de l'avant, la transformer en quelque chose de plus qu'une alliance électorale, sans tenter, à cette étape, de développer des structures-miroirs ni d'agir comme un parti révolutionnaire. Les bases d'un tel parti n'existent pas encore aujourd'hui bien que les convergences pourront apparaître au travers d'expériences communes. La construction de la LSA devra donc rester un des éléments de notre arsenal tactique. Nous devons poursuivre ce que nous nous avons toujours fait : construire des activités ponctuelles de front unique, construire notre organisation et construire la LSA, tout en surveillant le pouls des développements politiques dans la gauche travailliste, s'ils surviennent.

La LSA tiendra une conférence en juin et continuera à se développer hors des élections, même si elle ne sera pas le seul cadre d'unité pour les organisations qui la constituent. En absence de bases politiques adéquates pour un regroupement organique des révolutionnaires, ni de conditions permettant la fondation d'un nouveau parti des travailleurs en Grande Bretagne, la LSA continuera à être une alliance de plusieurs



organisations socialistes, ouverte aux membres individuels, incluant le SWP, le Parti socialiste (6), Workers Power, Workers Liberty (7), le PC de Grande Bretagne (8), le Réseau travailliste indépendant (9) et le Groupe socialiste international (ISG).



3 000 personnes se sont engagées dans la LSA

4. Le Parti socialiste ouvrier (SWP), qui s'est investi en 1999 dans la LSA après quelques hésitations, est la principale organisation de l'extrême-gauche britannique, avec environ 5 000 membres. Fondé et dirigé par Tony Cliff (décédé le 9 avril 2000), expliquant le monde autour de sa conception du « capitalisme d'État en URSS », le SWP avait longtemps fait cavalier seul, refusant — au contraire de la grande majorité des groupes de l'extrême gauche britannique — toute politique « entriste » dans le Parti travailliste et ne s'investissant pas dans les multiples « campagnes » aux côtés de l'extrême-gauche et de la gauche travailliste.

5. La IV^e Internationale est, directement ou indirectement, à l'origine de la plupart des organisations de l'extrême gauche britannique. Elle y a connu de nombreuses scissions et refondations. Au cours des années 1970, sous le nom du Groupe marxiste international (IMG), sa section britannique fut la troisième force de l'extrême-gauche, jouant un rôle important dans les débats marxistes (plusieurs de ses militants étaient à l'origine de la fameuse *New Left Review*) et dans le mouvement étudiant de 1968. Au cours des années 1980-90, avec le reflux du mouvement ouvrier britannique, la section de la IV^e Internationale s'est fortement affaiblie et a connu plusieurs crises. Actuellement, sous le nom de Groupe socialiste international (ISG), elle s'est stabilisée et a joué un rôle non-négligeable dans la constitution de la LSA, mais reste une petite organisation.

6. *Socialist party* (SP) est le nom que s'est donné l'organisation issue de la tendance *Militant* (du nom de son journal), une organisation trotskiste qui a quitté le *Labour Party* en 1993. Après avoir été la principale organisation de l'extrême-gauche britannique au début des années 1990, ayant joué un rôle important dans la campagne contre la *Poll Tax* qui contraint le gouvernement Thatcher à un premier recul, le SP est entré en crise ne parvenant pas à faire le choix entre une orientation unitaire et une tradition d'auto-affirmation. Le SP reste la seconde force de l'extrême gauche anglaise, avec plus de 1 000 militants.

7. *Workers Power* et *Workers Liberty* sont deux petites organisations de matrice trotskiste, issues toutes les deux de scissions au sein du SWP.

8. Le parti communiste de Grande Bretagne (CPGB) est une petite organisation issue de la crise du PC historique, dont les militants ont rompu avec la matrice stalinienne.

9. Le Réseau travailliste indépendant (ILN) a été constitué à l'initiative de plusieurs députés et députés européens travaillistes de gauche, exclus du *Labour Party*.

Le Service national de santé (NHS) de Thatcher à Blair

Par
John Lister*

Quand Tony Blair a déclaré, il y a quelques mois, sous une pression croissante, que son gouvernement travailliste relèverait les dépenses de santé en Grande Bretagne jusqu'au niveau de la moyenne européenne, il est apparu qu'il s'éloignait radicalement des positions du *New Labour*.

Jusqu'à cette déclaration (suivie d'effets concrets : augmentation des sommes allouées à la santé) il n'y avait en fait eu aucune rupture entre les positions de l'ancien gouvernement conservateur et celles du nouveau gouvernement travailliste.

Depuis les élections de 1997, l'équipe Blair s'en était lâchement tenue aux mesures financières limitatives pour le Service national de santé (NHS) imposées par ses prédécesseurs conservateurs. C'est en agissant ainsi qu'ils ont favorisé la « crise des lits » de l'hiver dernier, au cours de laquelle les plus grands hôpitaux ont manqué de places et d'équipes soignantes pour faire face aux exigences conjuguées d'une épidémie exceptionnelle de grippe et d'un hiver anglais normal.

Mais ce n'est pas seulement dans ce domaine, que l'actuel gouvernement a poursuivi la politique des conservateurs.

Le fonctionnement du NHS suit toujours les grandes lignes tracées par les gouvernements conservateurs lors de la réforme de 1991. La brèche entre « acheteurs » et « fournisseurs », introduite malgré l'opposition timide des travaillistes a été conservée avec encore plus de fragmentation des services et de concurrence (entre eux) pour trouver de maigres ressources. La raison de la continuité de cette politique est claire : derrière le mince vernis de la rhétorique sur la nécessité d'un service public de santé, le gouvernement Blair partage les 3 principaux

objectifs qui ont motivé la politique des conservateurs sur la santé.

Pour Thatcher, Major et maintenant Blair, le but constant a été de bloquer et si possible réduire les dépenses gouvernementales sur la santé, qui reste un service globalement gratuit, et financé principalement par les impôts.

Une des toutes premières actions du gouvernement Thatcher sur la santé fut de donner (en 1980) des moyens légaux à la politique travailliste visant à imposer des

limites financières rigides aux autorités médicales locales, en les obligeant à privilégier l'équilibre financier par rapport aux soins donnés aux malades. Une deuxième préoccupation, reprise elle aussi par les dirigeants travaillistes, a été de réduire le contrôle gouvernemental sur l'utilisation des ressources du NHS, sous prétexte de décentralisation à l'échelon local.

Ces différentes politiques ont permis à des ministres de proclamer qu'ils n'avaient aucune part de responsabilité (électoralement gênante) dans les réductions de moyens hospitaliers, les fermetures et la faillite du système, tandis qu'ils exerçaient le maximum de pression sur les directeurs locaux, pour qu'ils se soumettent aux objectifs gouvernementaux. Les travaillistes ont repris, puis modifié ce système, avec à terme des résultats impossibles à prévoir.

Ils ont voulu étendre le secteur privé, par une extension du nombre de lits privés dans les hôpitaux publics et par un accroissement du nombre d'hôpitaux privés et d'assurances médicales privées, mais aussi trouver de nouveaux biais permettant aux entreprises privées de se faire de l'argent en vendant leurs services au NHS.

Le *New Labour* n'a aucune objection idéologique à l'introduction d'un secteur privé, même dans les zones les plus sensibles des services de la sécurité sociale ; mais il ne semble pas partager le zèle des conservateurs pour payer la privatisation rampante du NHS. Il est en général assez malin pour se rendre compte qu'une telle politique n'offre aucun avantage et pourrait avoir de fâcheuses conséquences électorales.

Quelques conservateurs, les plus extrémistes, faisaient pression pour accentuer la privatisation du système de santé lui-même, en introduisant la visite du médecin ou le soin hospitalier payant, bien qu'ils ne se soient battus que timidement pour défendre l'horreur du « tout payant à prix fort » qui régit le système de santé aux États-Unis. En effet, Margaret Thatcher dans ses beaux jours a été assez prudente pour se rendre compte que de tels changements seraient hautement impopulaires, et ses réformes



* John Lister est directeur de l'information de la « London Health Emergency », une association se donnant pour but la défense du NHS qui mène campagne depuis 1983.

sont restées très éloignées de celles que ses collègues extrémistes voulaient lui imposer.

Peut-être est-ce sur cette question des privatisations que les nouveaux travaillistes ont gardé les principaux éléments des vieilles valeurs des travaillistes qui firent du NHS un système nationalisé en 1948 : Gordon Brown en tant que chancelier avait rapidement abandonné les allègements fiscaux que les conservateurs accordaient aux adhérents des assurances privées.

L'offensive des conservateurs

Les premières années du gouvernement Thatcher ont représenté une fausse pause pour la sécurité sociale. Les conservateurs ont soutenu l'augmentation du budget du NHS présentée par le gouvernement sortant, bien que l'essentiel de cet argent supplémentaire n'ait en aucun cas été absorbé par l'inflation rampante. Les changements de fond sont survenues en 1982, année marquée par une campagne continue d'actions revendicatives sur les salaires dans le NHS (salaires, qui étaient tombés en dessous des augmentations moyennes des dépenses nationales — des agents hospitaliers et des infirmières à temps plein gagnaient moins que le salaire minimum fixé par le gouvernement à 82 £ par semaine, soit environs 3500 F par mois).

Les conservateurs, dans une épreuve de force délibérée avec les travailleurs de la santé proposèrent au personnel du NHS une augmentation de juste 4 % avec un taux d'inflation de 12 % et une augmentation de salaire dans les autres secteurs de 7 %. Les actions revendicatives ont commencé au printemps 1982 et, soutenues timidement par les syndicats officiels, se sont poursuivies au cours de l'été et de l'automne, par des grèves sporadiques d'une journée.

La timide solidarité en faveur des travailleurs de la santé aurait pu trouver un débouché dans la journée d'action du TUC (*Trade Union Congress*, confédération des syndicats britanniques) du 22 septembre, qui fut une journée de grève générale : avec des arrêts de travail partout dans le pays, dans les journaux nationaux, chez les dockers, dans l'automobile, les chantiers navals, les usines métallurgiques et de nombreuses autres entreprises du secteur public et privé qui ont arrêté le travail ou ont été perturbées par les grèves. Au pays de Galles, les patrons ont déclaré que seulement 50 % des entreprises avaient fonctionné normalement. 150 000 personnes ont défilé à Londres. Mais avec un gouvernement obstiné et une direction syndicale hésitante qui souhaitait la fin du conflit, la grève prit fin en

décembre 1982, sans que rien n'ait été gagné par ceux qui s'étaient le plus battus.

Les agents hospitaliers ont dû subir la double insulte de voir à nouveau un gouvernement tendre la main aux infirmières qui en général n'avaient pas participé à l'action. On a également accordé aux infirmières une révision de salaire, identique à celle des médecins, une demande qui a réussi à séparer les revendications salariales des infirmières de celles des autres travailleurs de la santé.

Cette défaite fut pour les syndicats de la santé britannique, comparable à celle que les mineurs ont subie dans leur grève d'un an. Elle a battu en brèche l'opposition syndicale et donné au gouvernement la confiance politique, qui lui a permis de réaliser ce qui aurait été impossible auparavant.

Services logistiques : l'arrivée des Cow Boys

Deux mois après les luttes salariales, début 1983, le gouvernement s'engage dans la privatisation, s'inspirant d'une circulaire au titre évocateur : « *services logistiques du NHS : vers la sous-traitance* ». Elle donnait des consignes aux autorités médicales pour les services économiques, l'alimentation, la blanchisserie, en marquant une préférence pour le secteur privé. De nouvelles entreprises de fournisseurs privés sont apparues, dont quelques unes étaient des filiales de grandes entreprises, visant à s'approprier un nouveau marché lucratif.

Les conséquences pour le personnel de santé de la NHS étaient prévisibles. Les salaires étant déjà bas et les conditions de travail difficiles au NHS, le seul moyen pour les entreprises privées de faire baisser les coûts de fonctionnement consistait en une coupe sombre dans les effectifs de personnel (par là même, de baisser la qualité du service), de réduire les salaires et aggraver les conditions de travail du personnel (au risque de rendre difficile son recrutement et sa stabilité), ou tout simplement de réduire le travail effectué. La plupart des entreprises ont combiné les trois recettes.

La privatisation des services a été rapidement suivie par une baisse catastrophique



des conditions d'hygiène et de soins apportées aux patients. Mais pour être compétitif le personnel hospitalier lui-même se vit imposer des réductions d'effectifs et de conditions de travail aggravées. Au printemps 1984, au moment du déclenchement de la grève des mineurs, les femmes de l'équipe de nettoyage du Barking Hospital, se sont mises en grève contre les baisses de salaires drastiques et contre les horaires imposés par leur employeur privé Crothalls, qui avait réduit leur salaire pour enlever le marché. Laissées isolées par leur syndicat (le NUPE) les femmes de Barking sont restées en grève 18 mois, avant de se reconnaître battues.

Comme le gouvernement poussait à la privatisation, hôpital par hôpital, il y a eu d'autres îlots de résistance avec d'autres grèves courageuses et longues. Mais peu de victoires. Les tentatives de privatisation ont été repoussées par l'action syndicale dans deux endroits seulement. Mais, bien que la résistance syndicale soit faible et limitée à quelques endroits, certains patrons des services de santé, sceptiques, renâclaient à privatiser. En 1985 la majorité des contrats furent attribués au personnel NHS et vers la fin de 1986, les entreprises privées n'avaient gagné que 187 contrats sur 1123. Les entreprises aussi perdaient leurs illusions et vers 1988 bon nombre d'entre elles s'étaient retirées du marché des services intérieurs du NHS. Un directeur financier se plaignait du fait que « *personne ne fait d'argent avec le NHS* ».

Des milliers d'emplois d'agents de service furent créés par des entreprises qui voulaient être compétitives, mais le nombre d'agents de service titulaires avait baissé de 50 % entre 1981 et 1991. Des équipes compétentes d'agents de service furent

détruites, ce qui frappa durement les syndicats de la santé. Ces dernières années, la compétition pour l'acquisition de contrats, a laissé place aux monopoles. Seules les plus



grandes entreprises ont survécu et se sont développées, tandis que les plus petites et les plus faibles allaient dans le mur.

Méthodes commerciales et bureaucratie

Tandis que les équipes d'agents de service déclinaient fortement, il y avait une hausse importante du nombre de directeurs. Roy Griffith, directeur général de la chaîne de supermarchés *Sainsbury* mena une enquête sur la structure de direction du NHS et proposa que les « *managers* », style « *hommes d'affaires* » remplacent les administrateurs « *vieux style* ». Il fallait arrêter le management « *au consensus* ». On devrait sortir du rang des médecins en les rendant responsables des budgets des services. C'est ce qui a marqué la création d'une nouvelle lignée de « *chefs de l'exécutif* » rendant directement des comptes au gouvernement. Le nombre d'équipes administratives et médicales du NHS a augmenté massivement de 18 % en 10 ans (1981-1991), pour l'essentiel suite aux propositions faites par Griffiths. Les salaires des hauts directeurs du NHS sont aussi entrés dans une spirale ascendante.

Penser l'indicible

La privatisation des services logistiques, l'expansion et la restructuration de la direction du NHS étaient relativement de la petite bière comparées à certains des changements les plus radicaux sur la structure du service, qui étaient discutés à huis clos par les libéraux radicaux du parti conservateur, après les élections de 1983. En 1984, le rapport *Oméga*, de l'institut Adam Smith est sorti : un manifeste sur un système de santé,

fondé sur un système d'assurances privées. Le rapport suggérait de rendre payantes les visites chez les généralistes, de privatiser les services familiaux et les transports non urgents en ambulance. Seraient également payants les « *services hôteliers* » et « *non essentiels* » au sein des hôpitaux (environ 5 £ par nuit en 1981 soit une somme moyenne de 50 £ par séjour, « *l'équivalent de la taxe TV* »). L'exemption de ces charges, après vérification des ressources, devrait concerner seulement les plus pauvres, car « *la tentation d'exempter trop de groupes, balayerait tous les objectifs du projet* ». Le rapport *Oméga* offrait différents niveaux de confort à l'hôpital, suivant la somme que chaque patient pouvait payer. Les repas seraient bien sur comptés en plus. Les personnes qui ne bénéficieraient pas d'exonération seraient encouragées à acheter des tickets, pour payer les nouveaux tarifs des services de santé, comme des tickets télé.

En fait, d'après le rapport *Oméga* l'assurance santé deviendrait obligatoire, tout comme l'assurance automobile (à l'exception près que vous pouvez décider ou non d'acheter une voiture). Les hôpitaux et les cliniques du NHS seraient absorbés par une industrie médicale privée en pleine expansion.

A la recherche du profit : la médecine privée

Margaret Thatcher est sortie de son rôle habituel à la conférence du parti conservateur en 1982 en insistant sur sa volonté de défendre le système national de santé : « *Laissez-moi vous dire une chose absolument claire : le NHS est en de bonnes mains, avec nous* ».

Mais beaucoup de conservateurs voulaient un élargissement de la médecine privée (le manifeste de 1983 voyait d'un œil complaisant l'accroissement du système d'assurances de santé privé). La loi sur le service de santé de 1980 a supprimé la restriction sur le développement de l'hôpital privé et annulé la règle, instaurée par le gouvernement travailliste, de réduction du nombre de lits privés (payants) dans les hôpitaux publics. En 1985, le nombre de lits payants avait augmenté de 23 %, bien que le nombre de patients les utilisant ait chuté de 22 %, aboutissant ainsi à un taux d'occupation de 40 à 50 %. Ces lits coûtaient de l'argent au public. Les hôpitaux publics n'avaient pas le droit de faire de profits sur leurs lits payants, tandis que les hôpitaux privés détaillaient traitements et services, fai-

sant payer tous les médicaments, pansements, radios et examens divers. De plus ils facturaient à la minute les physiothérapies.

Privatisation de la Gériatologie

Le plus grand domaine de privatisation, qui faisait sortir du service de santé public des centaines de milliers de patients en situation précaire, était celui des soins aux personnes âgées. Le plus grand changement dans la politique de soins pour les personnes âgées, qui devait avoir un impact durable sur la taille et l'envergure du NHS, fut adopté avec très peu de discussion en 1980.

La loi de sécurité sociale donnait au Département de la santé et de la sécurité sociale (DHSS) du Ministère de la santé le pouvoir de payer, sur le budget de la sécurité sociale, les honoraires en résidences privées ou en soins à domicile pour les personnes âgées. Cette mesure a été renforcée en 1982. Pour les personnes âgées en situation de précarité, continuant à se faire soigner dans le service public, la gratuité, basée sur le financement par l'impôt, a rapidement disparu.

Les cliniques privées et les résidences pour personnes âgées ont connu une montée en flèche : elles devenaient un produit attractif pour les investisseurs. Les places en résidences privées sont passées de 44 000 en 1982 à 164 000 en 1994. En 1979 le ministère de la santé a dépensé 10 millions de livres sterling pour financer 11 000 clients des cliniques. En 1993, 281 000 personnes recevaient une aide gouvernementale, pour soins en institutions privées, pour un montant de 2,575 milliards.

Alarmés par ce coût, les conservateurs rappelèrent Roy Griffiths pour qu'il fasse une enquête. Son rapport de 1988 fit des propositions pour une consolidation de la privatisation et une extension des aides personnelles de l'État en fonction des ressources, il se prononça pour continuer les soins aux personnes âgées, pour un transfert de responsabilités du public (NHS), où des soins gratuits étaient encore dispensés, au gouvernement local (où ils seraient soumis à un paiement correspondant à leurs ressources financières).

La crise

La privatisation était formalisée : 80 % de l'argent public dépensé en soins communautaires par les services sociaux devaient être dépensés dans le secteur « *indépendant* » (privé ou bénévole). Il est étonnant que ces politiques aient été chaleureusement saluées par des travaillistes au niveau

local et national.

Malgré les promesses faites par Margaret Thatcher en 1982, l'argent des services de santé publique n'a pas été en de bonnes mains. Le budget de la santé fut bloqué, en chiffres réels, de 1982 à 1987. Les chiffres effrayants publiés après les élections générales de 1987 par un directeur régional des finances ont montré que les dépenses réelles de santé ont baissé chaque année, depuis 1981 : une réduction annuelle de 8,9 %. A l'automne 1987 le directeur financier de la santé (NHS), Ian Mills, a déclaré que le NHS était « *techniquement en faillite* ». Pour y remédier, des plans pour accélérer les fermetures de lits furent lancés dans des réunions de dirigeants du NHS, et, en décembre, 4 000 lits avaient été supprimés.

Les professionnels protestèrent avec véhémence. Une pétition lancée par « *Hospital Alert* » et « *London Health Emergency* » recueillit en 6 semaines 1 200 signatures de médecins hospitaliers provenant de 160 hôpitaux à travers l'Angleterre, l'Écosse, et le Pays de Galles. Elle bénéficia d'une large couverture médiatique nationale et arriva jusqu'à Downing street (Résidence du Premier Ministre). Le gouvernement Thatcher recula en injectant 100 millions de livres (1 milliard de francs).

Mais les infirmières éprouvées par des années de charges de travail toujours plus lourdes, et perdant de leur pouvoir d'achat personnel, devenaient de plus en plus exaspérées. Début 1988, la colère éclata. Le 7 janvier un groupe d'infirmières de nuit de Manchester s'est mis en grève. Bien que leur action ait contraint presque immédiatement le gouvernement à céder, elle donna l'exemple aux infirmières de tout le pays qui déclenchèrent des grèves sauvages dures, face aux réductions budgétaires, aux fermetures, et à leurs salaires de misère.

Assailli, même par les journaux pro-conservateurs, le gouvernement Thatcher s'est montré ferme à l'égard des protestataires. Thatcher est intervenue, passant par-dessus la tête de ses ministres de la Santé, pour annoncer une réorganisation du NHS. L'année 1988 — année du quarantième anniversaire du NHS — fut marquée par des vagues d'actions revendicatives officielles et non officielles (incluant des grèves et des actions « *travail au contrat* »), menées par des infirmières furieuses de l'arbitraire avec lequel la nouvelle structure se mettait en place. En février, il apparaissait clairement que la réorganisation du NHS prévue par Thatcher devait inclure l'introduction d'une forme de « *marché interne* ».

Le BMA. (syndicat de médecins) réclama

a nouveau une rallonge budgétaire immédiate de 1,5 milliard de livres (15 milliards de francs) dans le NHS (l'équivalent de 1 % des impôts sur le revenu). Le parti travailliste a mené une campagne pour « *2 milliards de livres supplémentaires* ».

Au niveau local également, des médecins et des professionnels se sont joints dans de nombreuses villes et districts, pour mener une campagne pour « *sauver la santé publique* ». Exaspérées par les délais de paiement de leurs salaires, les infirmières de l'hôpital psychiatrique de Maudsley se sont mises en grève en septembre pendant 12 jours. Les actions revendicatives se sont encore développées jusqu'à l'automne chaud et les équipes infirmières de base, ont protesté en appliquant dans les faits, la tactique du « *travail au contrat* ».

Livre blanc

Début 1989, le plan conservateur si longtemps attendu vit le jour dans un « *livre blanc* » intitulé « *travailler pour les patients* », rapidement renommé par les hospitaliers « *travailler pour des cacahuètes* » et par les militants, « *travailler pour les profits* ». Le nouveau plan reposait largement sur le concept de « *marché inter-*

s'ils le souhaitaient, au secteur privé

Les « *fournisseurs* » — les hôpitaux et les services d'intérêt général (services publics) — seraient encouragés à s'émanciper du contrôle des autorités sanitaires pour devenir des « *trusts du NHS* ».

Les hôpitaux devraient chaque année entrer en concurrence pour décrocher les contrats émanant des autorités sanitaires et des médecins référents (généralistes détenteurs de fonds). L'objectif poursuivi était que l'argent « *suive le patient* », récompensant les hôpitaux qui auraient le mieux réussi à répondre aux besoins locaux en pratiquant des prix peu élevés.

La concurrence

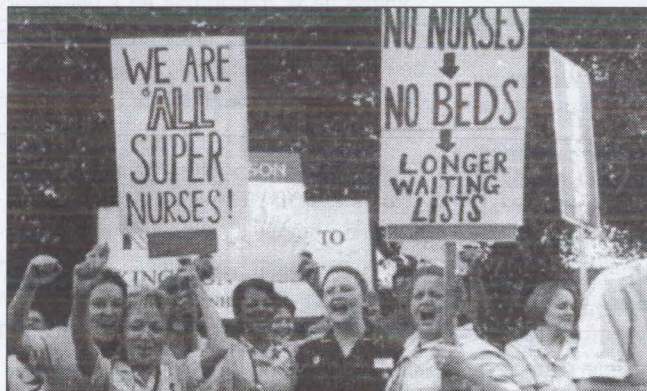
La notion de concurrence n'était pas populaire au sein du NHS, surtout après la mise en concurrence des services généraux. Il existait des craintes légitimes que la concurrence ne se fasse au détriment de la qualité des soins et ne soit centrée sur le prix du service : les hôpitaux qui perdraient des contrats, perdraient aussi des revenus et devraient pratiquer davantage de restrictions. Séparer l'administration de l'hôpital des autorités sanitaires reviendrait à accroître le nombre de directeurs administratifs de

grade supérieur. Établir la concurrence entre les hôpitaux voulait dire aussi que chaque traitement soit « *chiffré* », qu'on évalue et qu'on contrôle le prix des contrats, que des factures spécifiques soient établies, pour les cas individuels traités dans des hôpitaux avec lesquels les autorités sanitaires n'avaient pas de contrats réguliers.

Cette bureaucratie n'était pas du tout nécessaire dans le NHS auparavant, et c'est grâce à la simplicité du système que les frais de gestion en Grande Bretagne étaient si en dessous de ceux pratiqués en Europe avec le système d'assurance pour les soins médicaux, ou aux USA avec le système du libre marché.

Les « Trusts Hospitaliers »

L'autonomisation de « *Trusts Hospitaliers* » signifiait la fragmentation du NHS. La décision d'autonomisation pouvait être proposée par la direction générale et approuvée par le secrétaire d'État. Ni les salariés ni les usagers n'étaient consultés.



ne », évoqué dans un journal en 1985 par une figure influente de la santé américaine, Alain Enthoven.

Le système de santé, devait être divisé entre les « *clients* » et les « *fournisseurs* », cohabitant au sein du NHS. Les principaux clients seraient les autorités sanitaires réorganisées qui prendraient en compte l'âge et le statut social de la population dont ils auraient la charge. Un second groupe de « *clients* » seraient les médecins généralistes : un nombre plus important de patients serait nécessaire pour devenir médecin « *référént* » et avoir la responsabilité d'un budget sur lequel ils achèteraient pour leurs patients des traitements hospitaliers non urgents à des hôpitaux locaux publics ou,

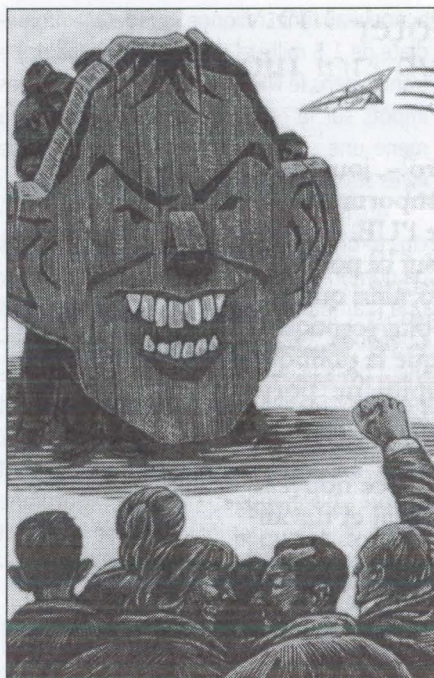
Les Trusts, en tant qu'entreprises concurrentielles pour obtenir les contrats du NHS garderaient leurs « secrets commerciaux » derrière des portes bien fermées, une seule réunion publique ayant lieu chaque année. Ils devaient également payer des intérêts sur leurs actifs financiers. Les trusts seraient autorisés à vendre leurs propriétés, à augmenter le nombre de lits payants et à décider des salaires des employés des établissements, mettant ainsi en cause les conventions collectives nationales. Ils devaient équilibrer leurs comptes et devraient faire apparaître une progression de leurs actifs de 6 % par an. Un trust pouvait être mis en faillite, et les ministres insistèrent dès le départ sur le fait qu'il n'y aurait pas de renflouement des faillites.

Formellement, le parti travailliste s'opposa à ces réformes par le biais des syndicats du personnel et de médecins, mais après que la réforme Griffith des soins communautaires ait été intégrée à la loi, l'opposition déjà timide du Labour aux réformes marchandes, fut encore atténuée par son acceptation de la moitié de la nouvelle loi.

La campagne pour « plusieurs millions de livres » du BMA (médecins) ne fut pas relayée par les syndicats de personnel de santé. Bien que les salariés de la santé aient été les toutes premières victimes des « réformes de marché » il n'y eut aucune campagne nationale coordonnée. L'opposition de 75 % des électeurs (et de plus de la moitié de l'électorat conservateur) aux réformes n'empêcha pas leur passage au parlement en tant que loi sur le NHS et les soins de ville. Cependant les conservateurs reconnurent les bouleversements que pourrait entraîner la réforme des soins de ville. La loi fut votée au parlement, mais l'application de la réforme des soins de ville fut reportée à 1993, de sorte que ses conséquences ne se fassent sentir qu'après les élections.

Quand les premiers hôpitaux devinrent autonomes en 1990, cela provoqua de nouvelles campagnes locales contre « l'autonomie » entraînant souvent de larges secteurs de la population, les syndicats de la santé, les conseils de santé communautaires, les élus locaux, les associations de retraités... Des meetings furent organisés où les participants exprimèrent leur colère, ce qui renforça l'opposition populaire.

Mais les conservateurs étaient déterminés. En décembre 1990, 57 « Trusts » étaient créés : le gouvernement avait convaincu la plupart des directeurs qu'ils n'avaient pas le choix, et une deuxième vague d'autonomisation comprit 120 hôpitaux et établissements communautaires. 306 cabinets de



médecins référents (détenteurs des enveloppes de soins) comprenant 1 700 médecins se mettaient en place, d'autres s'y préparant.

La question de « soins primaires »

Les généralistes furent effectivement sommés de se transformer en « détenteurs d'enveloppes ». En 1994 il fut révélé que le gouvernement avait versé 16 500 livres sterling à chaque généraliste qui avait montré un intérêt pour la gestion des enveloppes. Il s'y ajouterait une somme de 30 000 livres comme cadeau d'entrée à ceux qui intégreraient le système. Il était ajouté que les praticiens pourraient conserver le surplus non dépensé de leur enveloppe annuelle. En 1993-1994, 585 médecins référents ont ainsi conservé 28 millions de livres sterling.

La colère monta également quand des révélations furent faites concernant le service dit des deux tiers du NHS. Une étude du BMA faite en 1994 sur 173 hôpitaux mit au jour que 73 d'entre eux offraient des services préférentiels aux patients des médecins « référents », 41 d'entre eux promettant des admissions plus rapide

Perte de contrôle

En 1997, chaque Trust hospitalier dépensait jusqu'à un million de livres sterling dans la gestion bureaucratique des enveloppes avec les médecins référents, ce qui suggérait une dépense globale de 500 millions de livres : le coût « caché » de ce système des enveloppes.

Les fermetures de lits de soins aigus ont

continué. Leur effet fut atténué par une série d'hivers doux et par « l'initiative pour les listes d'attente » visant à réduire le nombre de patients attendant un traitement pendant plus d'un an. Mais le rude hiver 1995-1996 déclenchait une « crise des chariots » à Londres et dans les autres grandes villes. Dans le sud-ouest de Londres, les directeurs médicaux de six services de soins aigus du NHS rompirent le silence officiel et rendirent public une lettre qu'ils avaient envoyée au secrétaire d'État à la Santé, protestant contre l'impact des fermetures de lits.

Ils soulignaient que dans un hôpital le manque de lits avaient amené 52 patients à passer toute une nuit sur des chariots par manque de lits.

La pression sur les lits, intensifiée par la poursuite des réductions budgétaires du gouvernement, se poursuivait pendant l'année 1996, de nombreux « trusts » avertissant que le nombre d'admissions aux urgences pendant l'été (une période en principe plus calme) s'étaient presque maintenu au niveau de la période hivernale.

Pendant l'hiver 1996-1997 Hillington Hospital dans l'Ouest de Londres, fit la « une » des journaux : il ne pouvait plus admettre de patients de plus de 75 ans à moins que les services sociaux ne trouvent des solutions de soins à domicile, pour libérer des lits.

Les élections de 1997 mirent en avant le chaos existant dans le NHS. Ceci rendit attractives, pour les salariés de la santé et les électeurs, les propositions vagues et timorées du Parti travailliste, promettant de remplacer le « marché intérieur » par un « commissionnement local ». Les résultats des votes montrent un soutien plus fort au Labour dans les secteurs où les services hospitaliers étaient menacés.

Un nouveau livre blanc

Fin 1997 arriva le Livre Blanc des travaillistes : « Le nouveau NHS ». Le plus grand recul idéologique et politique concernait la question clé de l'introduction du marché. Bien que les ministres travaillistes aient glorieusement proclamé la fin du « marché intérieur » et une nouvelle ère, où la concurrence serait remplacée par la coopération, beaucoup des éléments de la réforme des conservateurs sont restés intacts.

Les nouvelles propositions essayaient de réduire le nombre de négociations et de transactions, partiellement en réduisant le nombre d'acheteurs (« commissioning bodies ») de 3 600 à 500. Mais aucun des différents niveaux de gestion du NHS ne

serait supprimé et la promesse d'une économie de gestion d'un milliard de livres sterling apparaît très surévaluée.

Dans le nouveau système, le NHS est toujours dirigé par un réseau d'organismes étatiques, non élus et n'ayant pas de comptes à rendre, les « *Autorités Sanitaires* », qui agissent comme planificateurs et acteurs. Mais les principales décisions locales sont maintenant prises par les « *groupes de commissionnement* » encore plus incontrôlables. Ce sont les « *groupes de soins primaires* » (PCG) composés de médecins généralistes, d'infirmières travaillant dans la communauté, et de responsables du service social, n'ayant aucun compte à rendre au public.

480 nouveau PCG, pour la plupart dominés par des médecins généralistes, ont eu un pouvoir accru, pour contrôler les budgets dans le cadre des enveloppes prédéterminées.

Après des années de promesses du *Labour Party* d'abolir l'inégalité du système d'enveloppes contrôlées par les généralistes, mis en place par les conservateurs, le livre blanc avait du mal à expliquer que « *ses propositions voulaient conserver ce qui était bon dans le système des enveloppes et écartier ce qui ne l'était pas* ».

La différence consiste en ce que tous les généralistes, avec les infirmières communautaires, sont théoriquement susceptibles de participer aux « *groupes de soins primaires* » et ont voix au chapitre sur les budgets locaux de santé, dans chaque « *communauté naturelle* » de plus ou moins 100 000 habitants. Le *Labour Party* a adopté sans problème la perspective des conservateurs d'un « *NHS dirigé par les soins primaires* », dans laquelle les généralistes (bien qu'involontairement) sont enrôlés pour rationaliser et réduire les services hospitaliers. Malgré cette augmentation croissante de leur pouvoir, il est de plus en plus difficile de recruter des généralistes, surtout dans les grandes villes, tandis que le nombre d'étudiants en formation de généraliste s'est effondré.

Un certain nombre de médecins ont souligné que, pendant que les généralistes gagnaient du pouvoir, les budgets de soins primaires sont maintenant limités pour la première fois depuis 1948. Tandis que les généralistes et les infirmières en soins primaires sont encensés dans le Livre Blanc, comme source de toutes les sagesse, les grands perdants de la nouvelle organisation sont les médecins, les infirmières et les directeurs d'hôpitaux. Ils n'auront rien à dire sur l'allocation de ressource, et n'auront aucun poids dans la décisions sur les priorités de santé. Mais ils devront assumer les décisions

prises par d'autres. Le personnel hospitalier devra fournir un plus grand effort encore, subissant les restrictions fermetures de lits et de services.

La coupure principale, créée par l'introduction du marché, demeure, tout comme les « *trusts hospitaliers* » (que les travaillistes avaient promis de ramener à leur rôle de services en première ligne, sous le contrôle des autorités sanitaires). Ceci bien que le nombre de « *Trusts* » ait été réduit par des fusions, des fermetures de lits et de services.

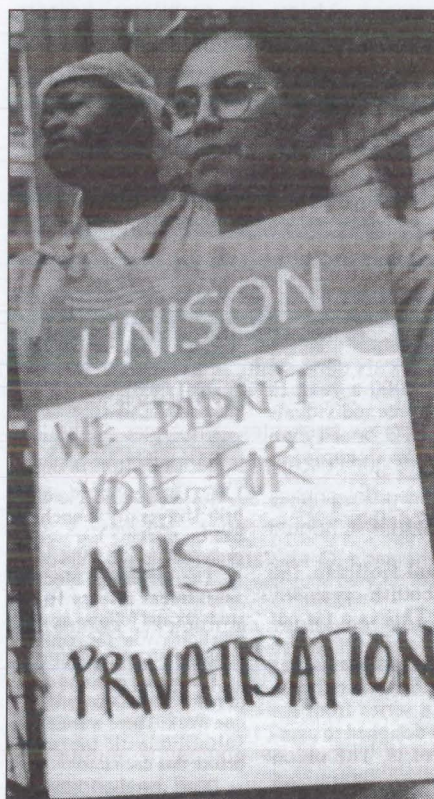
Initiative de financement privé

Un autre aspect essentiel de la politique conservatrice a été revêtu d'une nouvelle présentation par le nouveau gouvernement. Le PFI (*Private Finance Initiative*, initiative de financement privé, vite transformée en « *Profit From Illness* » qui pourrait être traduit par « *profits sur le dos des malades* ») grâce à laquelle Kenneth Clarke voulait privatiser le capital du NHS, est maintenant présentée par l'équipe travailliste comme « *le plus grand programme de construction hospitalière de l'histoire du NHS* ».

Quand il fut introduit la première fois dans le NHS, le PFI exigeait que le développement de tout grand hôpital donne lieu à un appel d'offres pour entrer dans le capital. Ce schéma signifiait que le secteur privé tirerait des profits de la possession des grands hôpitaux de district, pour la première fois depuis que les travaillistes avaient nationalisé les hôpitaux en 1948, en invitant les banques privées, les entreprises de construction et de services. A l'origine, le PFI a été présenté comme un moyen d'injecter des capitaux (privés) supplémentaires dans des projets d'un secteur, afin de lui permettre de disposer d'une enveloppe supérieure à celle prévue par le budget. Mais rapidement il s'est avéré que les capitaux privés, loin de venir en complément, se substituaient simplement aux investissements publics. Les décisions concernant le nombre de lits d'hôpitaux nécessaires sont ainsi passées du public au privé, qui privilégie naturellement le rendement et non les soins. En conséquence la partie « *soins* » des nouveaux hôpitaux a été sérieusement réduite, pour faire place à des activités potentiellement lucratives, tels les boutiques, les aires de restauration et les parkings, qui grâce au système PFI génèrent des ressources pour les propriétaires privés des locaux et non pour le NHS. Un autre aspect potentiellement profitable des schémas PFI est la perspective de contrats exclusifs pour quasiment tous les services non cliniques : informatique et intendance, maintenance, sécurité, nettoya-

ge, cantine... Dans tous ces cas des accords à long terme indexés sur l'inflation garantissent des importants profits pour les capitaux privés du PFI. Ainsi à long terme le PFI est plus coûteux à la fois pour le NHS et pour les malades. Enfin, nombre d'accords PFI ont été conclus avec une clause permettant au secteur privé de reprendre les terrains appartenant au NHS en tant que partie de son paquet financier.

Les dirigeants travaillistes sont tombés amoureux de la politique conservatrice durant la seconde moitié de 1996. Malgré un sondage Gallup parmi les dirigeants hospitaliers, indiquant que 70 % d'entre eux ne pensent pas que le PFI peut être efficace à long terme et que 90 % estimaient que le secteur privé ne s'impliquera qu'à la condition que ses profits soient garantis, le



Ministre du Trésor du cabinet fantôme, Mike O'Brien, déclarait alors que « *le parti travailliste a un clair programme pour sauver le PFI* ». Le sauvetage a pris la forme d'une nouvelle loi qui force tous les futurs ministres à confisquer toutes les factures des trust hospitaliers en cas de non paiement des contrats PFI. La plupart des nouveaux contrats signés sous le gouvernement travailliste s'engagent à respecter la politique mise en place par les conservateurs au moins au cours des prochaines 60 années — soit un délai plus long que la durée actuelle du Système national de santé (NHS). Le gouvernement qui se lie les mains par un contrôle financier tatillon, signe en même temps des

chèques en blanc en s'engageant à verser annuellement des millions pour des hôpitaux dont la durée utile est estimée à 15-20 ans. Des milliards de livres sterling versés par les contribuables vont ainsi aboutir dans les coffres-forts privés durant les prochaines 65 ans, alors qu'il manquera des moyens dans le budget pour supprimer le paiement des services hospitaliers et pour augmenter le nombre de lits dans les hôpitaux.

Et pourtant... le NHS vit !

Transformé en « vache à lait » pour les entreprises privées, étranglé financièrement par le gouvernement, ayant désespérément besoin de personnel infirmier et se battant pour recruter des médecins et d'autres professionnels, le NHS reste néanmoins le service public le plus populaire en Grande Bretagne. Malgré les problèmes évidents qu'il rencontre, son attrait repose sur ses principes fondateurs (auxquels ni Thatcher, ni Blair n'ont osé s'opposer) : il est susceptible de satisfaire gratuitement les besoins de tous et fondé sur l'impôt.

La qualité du service et les conditions de travail des personnel se sont érodées au fil des ans dans le cadre des défaites imposées par le Thatcherisme à la classe ouvrière. Dans certains cas des actions militantes de syndicats de la santé, ont pu se lier avec un soutien plus large dans la population, pour mener de puissantes campagnes politiques, telles que l'occupation pendant trois ans, au milieu des années 70, qui a sauvé de la fermeture l'hôpital pour femmes E. G. Anderson. Cet hôpital reste ouvert à ce jour. D'autres puissantes campagnes ont pris la forme de larges mouvements populaires, dans les villes et les quartiers, en défense d'hôpitaux et de services menacés. Il s'agit de :

— la vigoureuse campagne autour de Edgware Hospital au nord de Londres en 1996/1997 ;

— la campagne massives dans les Midlands de l'ouest pour défendre l'hôpital de Kidderminster qui a réussi à mobiliser 10 000 personnes dans une ville de tout juste 50 000 habitants et qui a présenté avec succès des candidats aux élections chassant le groupe dirigeant du *Labour* du contrôle du conseil ;

— la campagne contre un projet d'hôpital à financement privé qui aurait détenu 35 % des lits de soins aigus à Hertfordshire. Cette campagne réunit les habitants de deux villes de province et contraignit les ministres à intervenir et à bloquer le projet des autorités sanitaires.

Ces campagnes ont permis d'exercer des

pressions politiques, même si la meilleure campagne, appuyée sur les arguments les plus solides, ne peut garantir la victoire sur une question dont le gouvernement fait une affaire de principe. Avec seulement quelques militants d'extrême gauche ou du parti travailliste, prêts à donner suffisamment de temps et de moyens pour mener des actions en défense des services de santé, les campagnes ont tendance à être larges, mais d'un faible niveau politique.

Mais face à ce potentiel permanent d'opposition populaire large, la possibilité de privatisation à grande échelle du système de santé a été limitée. Les tentatives de Thatcher, de la droite néolibérale, et d'une partie des « modernisateurs » travaillistes d'éroder les principes du NHS, ont été écartées. Tous les gouvernements depuis 1948 ont affirmé qu'ils défendaient le NHS.

Certains aspects périphériques du service ont été privatisés, mais pas le service lui-même. Les assurances médicales privées restent très impopulaires, ne concernant qu'un huitième de la population. La plupart du temps il s'agit de contrats conclu par les entreprises.

Toutes les grandes luttes de salariés de la santé que ce soit sur les salaires, la défense des lits et des services ont rencontré un écho puissant dans le public et ont confirmé un potentiel de résistance importante et prolongée. Mais ces luttes n'ont guère trouvé de

direction et de solidarité parmi les dirigeants timorés du mouvement syndical britannique. Les syndicats eux-mêmes se sont fourvoyés, ils ne se sont jamais réellement remis des revers infligés au personnel du NHS par la mise en concurrence et les privatisations des années 80. Ceci a profondément modifié la composition des syndicats, accroissant le poids relatif du personnel infirmier, et intensifiant la crise non résolue de leur direction.

Les réformes marchandes des années 80 ont considérablement accru la bureaucratie et les rémunérations des directeurs, mais n'ont résolu aucun des problèmes du NHS. Les gouvernements britanniques successifs ont refusé autant pour la santé que leurs proches voisins, et ont permis aux employeurs britanniques de ne dépenser que la moitié de ce qui est versé dans les autres pays de l'Union européenne. La promesse de Tony Blair d'accroître les dépenses va lui revenir et le hanter alors qu'un nouvel hiver de crise s'approche avant les prochaines élections.

Les tâches de la gauche dans les syndicats et les campagnes larges est de maintenir la pression en défense des services menacés et de demander le financement adéquat d'un service qui, par bien des aspects, représente le dernier acquis positif de la social démocratie d'après guerre. ■

Philippines

Solidarité urgente !

A lors que les otages détenus par le groupe Abu Sayyaf n'ont toujours pas été libérés, l'armée philippine poursuit son offensive à Mindanao contre le Front moro islamique de libération (FMIL). La population est victime d'attentats aveugles à la bombe perpétrés dans les lieux publics par les paramilitaires. Selon les sources locales, plusieurs centaines de milliers de personnes seraient déplacées dans la seule région centrale de Mindanao à la suite de cette offensive brutale. Si l'offensive militaire actuelle cible le FMIL, les bases du Parti révolutionnaire des travailleurs de Philippines (1) implantées au centre de Mindanao sont également directement menacées par l'armée et doivent faire face à l'afflux des réfugiés. Cette offensive militaire a commencé alors que le FMIL et le PRT étaient tous deux engagés dans des négociations de paix avec le gouvernement et que les dirigeants du PRT avaient rencontré le président philippin Estrada pour amorcer le processus de paix.

Le PRT doit protéger la population là où il est présent et accueillir ceux qui ont dû fuir le conflit. Il agit dans l'urgence, avec peu de moyens, sans bénéficier de l'attention politique et médiatique

focalisée sur la prise d'otages ni des aides financières importantes que reçoit, notamment du monde arabe, le FMIL. Il a besoin d'une campagne spécifique de solidarité, tant sur le plan politique que financier.

Les sections de la IV^e Internationale lancent une souscription en faveur du PRT pour l'aider à fournir, dans ses zones d'implantation, une aide aux réfugiés évalués déjà à plusieurs centaines de milliers de personnes. A l'heure où il doit faire face à une sévère menace militaire, le PRT doit pouvoir compter sur notre soutien.

Souscription

— en France : chèques à l'ordre de la LCR (en mentionnant au dos « projet Philippines ») à envoyer à la LCR, 2, Rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.

— dans les autres pays : envoyez vos versements à l'IIRF (avec mention « projet Philippines », compte n° 630-0113884-65 de la Caisse Privée Banque, place Champs de Mars 2, Bruxelles, Belgique.

1. Le PRT-P bénéficie du statut d'observateur permanent au sein de la IV^e Internationale. Nos lecteurs peuvent se reporter à l'entretien avec trois de ses dirigeants paru dans *Inprecor* n° 433 de mars 1999.

Le social-libéralisme honteux

Par
Christian Picquet*

Trois ans... Trois ans déjà que Lionel Jospin et les partis de sa coalition se sont imposés, en France, face aux tenants de l'ultralibéralisme. C'était en juin 1997 et leur succès électoral surgit, comme par surprise, d'une dissolution de l'Assemblée nationale à travers laquelle le président de la République, Jacques Chirac, avait cru possible de relégitimer l'action de son gouvernement afin qu'il se trouve en mesure de pousser les feux de l'austérité, de la déréglementation et de la destruction des grandes conquêtes sociales de l'après-guerre.

Erreur funeste que celle-là. En anticipant les élections législatives et en pensant les emporter, la droite fit alors preuve d'un extrême aveuglement. Un an et demi auparavant, en novembre et décembre 1995, elle avait dû affronter le soulèvement des salariés du secteur public et la paralysie du pays par une grève générale des transports, exprimant la fronde de l'ensemble du monde du travail devant la tentative de remise en cause du système des retraites et les attaques dont le service public faisait l'objet. Ce mouvement social, sans précédent depuis Mai 68, allait ouvrir un nouveau cycle de luttes dans l'Hexagone, favoriser l'expression d'un rejet massif du libéralisme, provoquer l'apparition d'une nouvelle radicalité sociale et politique. En ignorant ces phénomènes et en prétendant faire passer en force son projet de remodellement global de la société française, le chef de l'État créa donc lui-même les conditions d'une défaite dont son propre camp ne s'est, à ce jour, pas encore remis.

De l'invention de la " gauche plurielle "...

Dans l'Hexagone, autant qu'à l'échelle européenne, le retour de la gauche aux affaires put apparaître comme une « divine surprise ». Quatre ans auparavant, sorti totalement discrédité de dix ans d'exercice du pouvoir sous la présidence de François

Mitterrand, le Parti socialiste avait essuyé un échec historique, qui apparaissait devoir le renvoyer à l'opposition pour de très longues années. En l'absence d'alternative anticapitaliste crédible, le rapport des forces politiques penchait dangereusement en faveur de la réaction, tandis que le Front national profitait pleinement de la désespérance que la crise, le chômage et les restructurations de l'économie engendraient dans les classes populaires. Ce parti fasciste devenait même la première force électorale chez les ouvriers et les chômeurs...

Ce fut alors la force de Lionel Jospin que de s'imposer comme le tenant de ce qu'il devait plus tard désigner comme un « droit

avec l'orthodoxie économique qui domine le monde occidental et la France depuis quinze ans, et qui a démontré son inefficacité. Les raisonnements fondés sur la désinflation compétitive ou selon lesquels les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain ne fonctionnent pas. On ne voit jamais venir les emplois d'après-demain. » L'année suivante, il assénait dans le même sens : « La réforme a vaincu la révolution mais les réformistes donnent l'impression de ne plus croire aux réformes. » (1). Par touches successives, il finit par apparaître porteur d'un retour à une ligne plus classiquement keynésienne, dont il devait donner la définition suivante : « Ce doit être d'abord une véritable politique, c'est-à-dire l'affirmation de la responsabilité du pouvoir politique en matière économique et donc l'obligation pour lui de fixer des priorités, des objectifs, des moyens, pour obtenir des résultats. Le libéralisme au contraire, comme son nom l'indique, laisse faire, il laisse jouer seules les lois du marché. Il réduit à peu de choses les décisions, donc la responsabilité, comme si l'économie était un domaine autonome. Il opère une neutralisation du rôle de la politique et de l'État. » (2)

Occupant, de cette manière, le créneau de la rupture « raisonnable » avec la totale soumission au libéralisme maastrichtien caractéristique des années Mitterrand, il lançait les « Assises de la transformation sociale », en compagnie de personnalités communistes, écologistes ou issues du syndicalisme. Le délitement de l'appareil socialiste dans la foulée de sa défaite des législatives de 1993 lui donnait ensuite l'occasion de s'imposer comme le challenger de Jacques Chirac à la présidentielle de 1995. Contre toute attente, il arrivait en tête de tous les candidats au premier tour et

L'INVENTAIRE On a retrouvé l'euro sous les affaires



Dessin de Cabu paru dans *Le Canard Enchaîné*

d'inventaire » de l'expérience mitterrandienne. Symbole de ceux qui prirent le contrôle de la social-démocratie française avec Mitterrand au début des années soixante-dix, premier secrétaire du parti après la victoire de 1981, défenseur sourcilieux de la conversion du gouvernement à l'orthodoxie monétaire et financière dès 1993, ministre de l'Éducation nationale à la suite de la réélection du président sortant en 1988, il avait pourtant fini par rompre avec son mentor au moment où le PS s'abîmait dans les scandales et l'affrontement aussi opaque que délétère de ses écuries internes. Dès septembre 1993, il indiquait, dans *Libération* : « Le temps est venu de rompre

* Christian Picquet est membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale).

1. Lionel Jospin, *L'invention du possible*, Flammarion 1994.

2. *Contribution au congrès socialiste de Liévin*, avril 1994.

n'échouait que de quelques points au second, ramenant le rapport de forces gauche-droite très près du 50-50. Il s'empara du leadership sur le camp progressiste et reprenait les rênes d'un PS qui retrouvait, du même coup, ses ambitions hégémonistes. L'idée d'un « *parti organique de la gauche* », d'un « *Congrès de Tours à l'envers* » qui verrait notamment le Parti communiste reprendre le chemin de la vieille maison social-démocrate, acquerrait dès lors un cer-



tain crédit. Chargé des relations du PS avec le reste de la gauche, Jean-Christophe Cambadélis s'en fit même le théoricien audacieux : « *Nous pouvons voir émerger une mouvance de la transformation sociale faite de partis, de courants, associations, une convergence autour du Parti socialiste ou avec lui, le maillage d'une convergence démocratique.* » (3)

Dès avant les législatives anticipées de 1997, les ingrédients de la « *gauche plurielle* » présentement gouvernante se trouvaient ainsi réunis. L'habileté de Jospin aura consisté à rassembler, autour d'une social-démocratie proclamant son « *ancrage à gauche* », les courants qui entretiennent d'incontestables liens avec les secteurs radicalisés ou politisés du salariat et de l'électorat populaire, en l'occurrence le PCF et les Verts. Même si sa cohérence s'avère des plus fragile et si aucun programme ne sera jamais venu prendre le moindre engagement

devant les citoyens (4), cet aréopage aura permis au gouvernement de bénéficier d'une indéniable tolérance de la part du peuple de gauche. Tolérance renforcée par le contraste qui oppose les discours d'un Tony Blair ou d'un Gerhard Schröder à ceux des dirigeants du PS français. Cambadélis, toujours lui, ne manque d'ailleurs jamais l'occasion de souligner les différences avec le New Labour : « *J'ose affirmer que le centrisme gestionnaire de Blair n'est pas pleinement conciliable, ou réconciliable, avec ce qui est la racine d'un engagement politique à gauche : le primat du politique sur la "neutralité" gestionnaire, de la liberté (et de l'égalité pour autant qu'elle en conditionne l'effectuation) sur "l'efficacité" financière.* » (5) Le véritable dessein stratégique ne tarde toutefois jamais à s'exprimer : « *Toutes les composantes de la gauche plurielle évoluent aujourd'hui dans un même cadre de pensée, au sein duquel ne subsistent en définitive que des nuances plus ou moins importantes sur les objectifs et la stratégie.* »

Depuis Guy Mollet, pour ne pas remonter à Jules Guesde, le double langage a toujours fait partie de la tradition socialiste hexagonale. La pratique jospinienne n'y fait pas exception. Si les effets d'annonce gouvernementaux ont pu laisser croire à l'opinion que le PS en revenait à une ligne keynésienne s'écartant du néolibéralisme déferlant sur toute l'Europe, il faut reconnaître au Premier ministre qu'il n'a jamais vraiment dissimulé qu'il avait, lui-même, renoncé à contester le grand capitalisme financier de ce début de siècle : « *Une des leçons de ce siècle, pour la social-démocratie, est qu'il n'est sans doute plus possible de la définir comme un système parmi d'autres systèmes. Plus qu'un système, elle est une façon de réguler la société et de mettre l'économie de marché au service des hommes. (...) Je ne sais plus ce que serait le socialisme en tant que système. Mais je sais ce que peut être le socialisme en tant qu'ensemble de valeurs, en tant que mouvement social, en tant que pratique politique.* » (6) En d'autres termes, au-delà du verbe, le Jospin de 1999 n'a pas abjuré celui qui proclamait, quatorze ans auparavant, son adhésion au « *tournant de la rigueur* » auquel venait se souscrire l'alliance PS-PCF de l'époque : « *Nous avons pris nos distances avec un certain keynésianisme : croyance à l'efficacité de la relance économique, vision à court terme de l'intervention de l'État. Nous savons que nous devons raisonner en termes d'évolution lente des structures, notamment pour la productivité. Le poids des contraintes internationales se fait sentir lourdement. (...)*

Mais redécouvrir l'économie classique, c'est être au plus près de Marx. Voilà le paradoxe. » (7) Les soubassements idéologiques de la version française du social-libéralisme se voient ici parfaitement soulignés.

D'où vient pourtant l'exercice précautionneux auquel se livre le premier des socialistes pour se distinguer de la « *troisième voie* » blairiste comme du « *nouveau centre* » de Schröder ? Sans doute de ce « *libéralisme honteux* » auquel tous les gouvernements, de droite comme de gauche, auront eu recours ces dernières années. Il est vrai que l'attachement d'une grande majorité de la population à ses services publics, son refus de voir tailler en pièces son système de santé et de protection sociale, la vivacité persistante de l'aspiration à la République sociale seront systématiquement venus bloquer la contre-réforme libérale en des points essentiels. Jusqu'à mettre un million de personnes dans les rues de Paris en 1994, lorsque fut menacée l'école publique ; jusqu'à en jeter le double sur le pavé lorsque le plan Juppé prétendit s'en prendre aux retraites l'année suivante. animateur de « *L'Appel des économistes contre la pensée unique* », Hoang Ngoc Liêm résume bien cette résistance sociale à laquelle se heurtent les possédants : « *Tout commence, en France, par un curieux paradoxe. La pensée libérale, qui triomphe après 1983, ne voudra jamais avouer ses penchants ni ses "vices". A la différence du libéralisme anglo-saxon, longuement prémédité par les conseillers économiques des candidats conservateurs, le libéralisme français s'installe progressivement, comme en catimini, sans s'annoncer, d'une façon singulièrement perverse, en faisant accroire qu'il n'y a pas d'autre voie possible. Ce libéralisme honteux, répudié par les plus farouches partisans du libéralisme pur et parfait, trouva donc peu de défenseurs naturels parmi ceux qui se rallièrent à la ligne choisie en 1983. Il est vrai qu'en réalité ce libéralisme "masqué" s'attaquait à un bastion, celui de "l'exception française", qui, aujourd'hui encore, continue de résister bec et ongles, malgré les innombrables entreprises politiques, idéologiques et médiatiques de démolition.* » (8)

... au social-libéralisme du quotidien

Ce retour sur le cadre de la stratégie jospinienne s'avérerait, on l'aura compris, indispensable pour apprécier plus clairement la réalité de l'action gouvernementale depuis trois ans. Elle se prétendait un « *point d'équilibre* » entre les dévastations sociales induites par la mondialisation du capital et la

3. Jean-Christophe Cambadélis, *Pour une nouvelle gauche*, Stock 1996.

4. Avant le premier tour des législatives de 1997, le PS se contenta de signer des déclarations d'intention très vagues, respectivement avec le PCF et les Verts.

5. Jean-Christophe Cambadélis, *L'avenir de la gauche plurielle*, Plon 1999.

6. Lionel Jospin, article de la *Revue des socialistes*, avril 1999.

7. *Libération*, 5 octobre 1985.

8. Hoang Ngoc Liêm, *La facture sociale*, Arléa 1998.

dynamique prétendument dangereuse d'une rupture franche avec le néolibéralisme. La voie médiane n'existant que le temps des discours, l'union de la gauche gouvernante eut tôt fait de s'engager dans la voie de la rentabilisation de l'outil productif et de l'insertion du capitalisme français sur le marché international. Quelques jours seulement après l'entrée en fonctions de la nouvelle équipe, deux événements seront venus en donner le signal. D'abord, l'acceptation de la fermeture de l'usine de Vilvoorde de Renault, firme dont l'Etat français demeure l'actionnaire principal. Ensuite, la signature du Pacte de stabilité à l'occasion du sommet européen d'Amsterdam. Deux points sur lesquels le PS s'était cependant clairement engagé dans un sens contraire. Comme porte-parole de sa formation, Jospin en personne était allé indiquer aux salariés belges de l'entreprise automobile que, s'il venait à accéder au sommet de l'Etat, il reviendrait sur cette fermeture. Et il avait également promis qu'il ne ratifierait le traité d'Amsterdam, dénoncé comme faisant du « *super-Maastricht* », que si les Quinze l'accompagnaient de la constitution d'un « *gouvernement économique européen* ».

Renforcements des plus symptomatiques de la part d'une gauche qui n'aura pas tardé à administrer de nouveau la preuve de ses talents gestionnaires. En quelques semaines, faisant écho à l'offensive du grand patronat, elle aura ainsi encouragé l'accélération des processus de concentration capitalistes affectant les secteurs industriel et bancaire, accepté la déréglementation sauvage accompagnant la mondialisation libérale et le démantèlement de ce qui demeurait des fonctions régulatrices de l'Etat, poursuivi la liquidation des survivances du « *pacte social* » que la classe dominante avait consenti aux salariés après la Deuxième Guerre mondiale.

Dans cette logique, se retranchant le plus souvent derrière les directives de l'Union européenne, la « *gauche plurielle* » aura davantage privatisé que les gouvernements de droite l'ayant précédée depuis 1993. Une démarche engagée avec l'ouverture du capital de France Télécom et qui touche désormais l'énergie, les transports, la santé et même l'Éducation nationale. Ce qu'accompagne l'approfondissement des attaques contre la réglementation du travail, par le biais de la flexibilité, de la chasse aux « *temps morts* », de la systématisation de la modulation des horaires. Tout autant que le privé, le secteur public se trouve frappé, dans ce cadre, par un recours de plus en plus fréquent aux vacataires et auxiliaires de droit privé comme par la création des emplois-

jeunes, lesquels instituent sans le dire un double statut de la Fonction publique et ouvrent le chemin à la précarité pour cette dernière.

Présentée comme la vitrine sociale de la politique gouvernementale et le symbole d'une détermination à combattre le chômage, la loi de réduction de la durée du travail, présentée par la ministre de l'Emploi, Martine Aubry, systématise cette approche régressive. Loin de favoriser la création des



certains de milliers de postes de travail promis, elle supprime par exemple toute obligation d'embauches pour les employeurs. Elle satisfait même aux exigences de ces derniers en autorisant l'intensification de l'exploitation des salariés, la généralisation de la flexibilité, le recul des garanties inscrites dans le Code du travail. Plus, elle favorise le blocage des salaires par le truchement de clauses de « *modération salariale* » dont l'effet sera, à terme, la stagnation du pouvoir d'achat. Elle s'assortit enfin de la multiplication des « *aides aux entreprises* », sous la forme de baisses ou d'exonérations des charges patronales.

Parallèlement, le droit à la santé se révèle, lui aussi, remis en question. Les restrictions budgétaires frappent les hôpitaux tandis que se développe un rationnement des soins sous couvert de maîtrise des dépenses de santé. Ces mesures, que ne parviennent pas à masquer l'instauration d'un filet de secours minimum pour les plus démunis avec la Couverture maladie universelle, dessinent la perspective d'une baisse progressive des fonctions de la Sécurité sociale, qui ira nécessairement de pair avec la montée en

puissance des assurances privées. D'évidence, même si le gouvernement dit récuser le recours à des fonds de pension qui viendraient se substituer aux actuels systèmes de retraite par répartition, ces derniers s'avèrent bel et bien dans le collimateur.

On pourrait encore ajouter que tous les projets de réforme de la fiscalité qui auraient pu obéir à une certaine logique redistributive, de l'abaissement de la taxe sur la valeur ajoutée jusqu'à l'accroissement des prélèvements sur les patrimoines, ont très vite été abandonnés au profit de baisses d'impôts en faveur des plus hauts revenus. Même le refus de régulariser une majorité des sans-papiers n'aura pas simplement été destiné à satisfaire les secteurs les plus réactionnaires de la société, mais aura finalement fort bien reflété la tendance lourde de la démarche gouvernementale : cette attitude encourage, en effet, une gestion ultralibérale de la force de travail, plongeant la fraction la plus exploitée du salariat dans une situation de non-droit et de précarité extrême.

Au total, cette politique se combine parfaitement à l'offensive du Medef, l'organisation patronale qui en appelle désormais à une « *refondation sociale* ». Autrement dit, à une véritable entreprise de démolition des acquis sociaux et des droits dont disposaient jusqu'alors les travailleurs (9). On ne s'étonnera dès lors pas si trois ans de « *majorité plurielle* » débouchent à présent sur l'émergence d'une nouvelle configuration de la société française, sur un nouveau modèle social et politique inspiré du système anglosaxon. Si le niveau moyen de consommation des ménages augmente, la pauvreté s'étend simultanément. Plus de six millions de personnes dépendent des minima sociaux — que l'on refuse d'augmenter massivement, dogme de la diminution des déficits publics oblige —, le nombre des détenteurs du revenu minimum d'insertion (RMI) s'accroît, le taux de chômage reste un des plus élevés du continent et la précarité se généralise (10).

9. Au nom d'une nouvelle « *constitution sociale* » qu'il estime nécessaire, et après avoir menacé de quitter les organismes paritaires où il siège en compagnie des confédérations syndicales, le Medef vient d'imposer des négociations à ces dernières. Il y affiche sa détermination à précariser tout le salariat, à substituer aux « *contrats à durée indéterminée* » (CDI) des contrats de cinq ans conçus sur le modèle des emplois-jeunes instaurés par le gouvernement, à détruire les principales garanties dont les salariés bénéficient en matière de licenciements et d'embauches.

10. Près de quatre millions de salariés se retrouvent ainsi à temps partiel, dont 85 % de femmes, et les trois-quarts des embauches se font en contrats à durée déterminée (CDD).

En d'autres termes, la restructuration libérale de la formation sociale française aboutit à sa segmentation accrue : l'existence d'un secteur qualifié du salariat profitant des mutations en cours, au prix il est vrai d'une disponibilité qui connaît de moins en moins de limites, va de pair avec les restructurations industrielles, la flexibilité, la modération salariale et la grande pauvreté, phénomènes auxquels se trouve à présent confrontée une majorité de travailleurs. Deux journalistes économiques, l'un du *Monde* et l'autre de *Libération*, résument parfaitement cette nouvelle et sinistre réalité : « *La société française est en passe de basculer. Un monde s'en va, un autre arrive. Ce ne sont pas seulement les grands groupes industriels et financiers qui sont régis par des lois nouvelles, celles qui découlent de la "valeur pour l'actionnaire". C'est, en réalité, toute la société qui, en parallèle, en subit le contre-coup. Une société où l'exclusion gagne du terrain, où la précarité du travail devient irrésistiblement la règle. Une société où la violence s'installe, en même temps que les ghettos.* » (11)

Atouts et fragilités de Jospin

Pour autant qu'il s'engage dans une semblable orientation d'adaptation aux exigences de la mondialisation libérale-capitaliste, le gouvernement ne pâtit pas d'une rupture avec la majorité de l'électorat populaire. C'est qu'il tire tout d'abord bénéfice de la croissance. Pour 1999, celle-ci s'est élevée à 2,7 % et les prévisions pour l'année en cours la situent autour de 2,8 %. L'inflation reste limitée à 1 %, tandis que le commerce extérieur atteint, pour la quatrième année consécutive, un excédent de plus de cent milliards de francs. Bien que l'on n'assiste nullement à un retour du plein-emploi comme durant les Trente Glorieuses, le nouveau contexte économique tend néanmoins à faire régulièrement diminuer le chômage. Selon les statistiques du Bureau international du travail, depuis juin 1997, ce dernier accuserait une baisse de 2,6 points, plaçant le pays en tête des États de l'Union européenne pour le recul du nombre des demandeurs d'emploi. Sans doute, ces chiffres escamotent-ils la réalité d'une précarité galopante. Mais, pareils résultats offrent à la classe dirigeante comme aux pouvoirs publics d'authentiques marges de manœuvre. Dans un pays où le chômage a représenté un tel fléau, son recul produit d'indéniables effets

sur la conscience sociale. La pression du chômage, de l'austérité, du Pacte de stabilité, des restructurations industrielles tend donc à se faire moins forte sur les travailleurs.

La « *gauche plurielle* » en retire une évi-dente, quoique relative, stabilité. L'ensemble de ses composantes, et singulièrement le Parti socialiste, ne subit pas des déboires électoraux semblables à ceux qui ébranlent les gouvernements sociaux-démocrates de Grande-Bretagne, Allemagne ou Italie. D'autant qu'elle profite de l'inexistence d'alternative crédible à son action. A sa gauche, si des organisations comme la Ligue communiste révolutionnaire ou Lutte ouvrière bénéficient d'une audience accrue, et si elles



sont parvenues, en juin 1999, à franchir la barre des 5 % leur donnant accès à une représentation au Parlement européen, elles ne disposent pas du rapport de forces qui leur permettrait de bouleverser l'échiquier politique. Et, à sa droite, il n'existe, pour l'heure, pas d'opposition parlementaire véritable. Sortis étrillés de la consultation de 1997, les partis conservateurs ont été pris de court par un gouvernement qu'ils pouvaient d'autant moins contester qu'il ne rompait pas avec l'héritage des équipes précédentes et parvenait à agir sans provoquer de tensions sociales majeures. Ils subissent, de ce fait, des déroutes électorales à répétition et se révèlent en proie à une balkanisation qui voit les différents appareils ou cliques s'entredéchirer. Ce qui explique que le Medef ait dû suppléer aux carences de cette droite défaillante et qu'il occupe aujourd'hui le

double rôle de défenseur des intérêts du patronat et de substitut à une opposition politique en crise.

Le Premier ministre et le Parti socialiste peuvent d'autant mieux manifester leur sérénité que, au sein de leur majorité parlementaire, ils ont su contenir toute velléité de contestation de la part de leurs partenaires. Même si sa crise lui donne souvent des allures de bateau ivre, le Parti communiste se retrouve en une sorte d'état de lévitation. Ses références fondatrices, ses fidélités doctrinales se sont évanouies, tandis que les conditions de sa participation ministérielle le contraignent à cautionner des lois et décrets en contradiction flagrante avec ses professions de foi. C'est ainsi que, sous peine de se voir débarquer de l'attelage gouvernemental, il lui est fait interdiction de voter contre la loi de finances et ses dérivés. Ses députés sont en outre allés jusqu'à approuver la loi Aubry sur les 35 heures en dépit de son caractère calamiteux. Quant aux Verts, leur toute récente conversion au réalisme gestionnaire se révèle en contradiction flagrante avec leurs pétitions de principe originelles comme avec les attentes radicales de leur aire d'influence. Lors de la récente marée noire sur les côtes de Bretagne, leur ministre de l'Environnement, Dominique Voynet, adopta un comportement si complaisant à l'égard du groupe pétrolier TotalFina, responsable de la catastrophe, que cela ouvrit une véritable crise d'identité au sein du mouvement écologiste. Il est vrai que ce dernier avait fait de la revendication d'un développement durable le signe du renouveau politique qu'il prétendait traduire.

Lionel Jospin n'a cependant pas encore partie gagnée. Les grèves de l'hiver 1995 ont ouvert en France une nouvelle donne sociale et politique. Certes, le mouvement ne parvint ni à s'étendre au secteur privé, dont les salariés restaient paralysés par la peur du chômage, ni à bouleverser un paysage syndical dont une des composantes essentielles, la CFDT, avait collaboré activement à l'offensive de la droite contre les systèmes de retraite des travailleurs de l'État. Mais le rejet du libéralisme, qui s'exprima à cette occasion, ne s'est plus démentit depuis. Il aura même gagné en ampleur, ce dont témoigne l'essor fulgurant d'une association comme Attac, qui milite pour l'instauration de la taxe Tobin et dans laquelle se retrouvent maintenant près de vingt mille adhérents à la recherche manifeste d'une réponse politique globale au modèle libéral comme à la financiarisation de l'économie.

La tolérance bienveillante dont le gou-

11. Gérard Desportes et Laurent Mauduit, *La gauche imaginaire et le nouveau capitalisme*, Grasset 1999.

vernement aura bénéficié durant près de trois ans doit donc surtout à une image construite à partir de deux messages : volontarisme politique et honnêteté. Que ministres et partis au pouvoir apparaissent en décalage avec ces exigences, et il se retrouvent immédiatement fragilisés. Ce fut le cas, à l'automne 1999, lorsque Michelin, le grand groupe du pneumatique, annonça un plan de suppression d'emplois en dépit de ses profits insolents, et que le Premier ministre s'inclina en prétendant que la puissance publique se trouvait dorénavant impuissante devant le fonctionnement des marchés (12). Ce fut encore le cas lorsque l'équipe gouvernante s'avéra à son tour confrontée à des scandales politico-financiers prenant leur origine dans le détournement des fonds de la Mutuelle nationale des étudiants de France (Mnef) au profit de personnalités dirigeantes du PS : il fallut alors limoger en catastrophe le ministre de l'Économie et des Finances, Dominique Strauss-Kahn (dit DSK), bien que ce dernier ait été une carte-maitresse de Jospin en raison de ses liens avec les milieux d'affaires.

Nouvelle étape gouvernementale

Pour réelles qu'elles fussent, les marges de manœuvre de la « gauche plurielle » ont progressivement fini par atteindre leurs limites. Les gouvernants se voient dès lors contraints de faire preuve de beaucoup de prudence dans l'annonce de mesures heurtant les aspirations de leur propre base électorale. Ils savent ne plus être à l'abri de confrontations sociales d'ampleur depuis les mouvements massifs qui viennent, au premier trimestre 2000, de conduire à un remaniement gouvernemental et au départ de plusieurs ministres de premier plan, parmi lesquels ceux de l'Éducation nationale, de l'Économie et des Finances, de la Fonction publique.

À la Poste, dans les hôpitaux du secteur public, dans l'administration des Finances, dans l'Éducation nationale, grèves et manifestations se sont en effet enchaînées, prenant pour cibles des aspects essentiels de la gestion social-libérale : le dogme du gel de l'emploi public qui prétend satisfaire aux exigences du Pacte de stabilité, la remise en cause de la qualité et des moyens du service public, la dégradation des conditions de travail pour les travailleurs de l'État, une fiscalité qui se dérobe au dégagement des moyens qui permettraient de répondre aux besoins sociaux si l'on consentait à toucher à la répartition des richesses.

Le ministre de tutelle des personnels et

usagers de l'école, Claude Allègre, prétendait ainsi soumettre le système éducatif à des critères dont la finalité se réduisait à « l'employabilité » des élèves. S'inscrivant dans une perspective néolibérale des plus classiques, cette approche se révélait non seulement lourde de conséquences en matière pédagogique, mais elle conduisait inexorablement au démantèlement de l'Éducation nationale comme institution publique unifiée et construite sur des principes d'éga-



lité républicaine. Samuel Johsua résume fort bien cette philosophie : « *Au total, les libéraux militent pour une issue qui réduirait considérablement la fonction de l'école comme dispensatrice de connaissances. Cependant, un "filet de sécurité" serait disposé pour les populations supposées inaptes aux apprentissages "abstraits". D'où la logique compassionnelle de nombreuses déclarations sur les "exclus" : s'en occuper, certes, mais loin des ambitions que l'on pourrait afficher pour les élus de la "haute compétition internationale". On irait alors tout droit vers l'acceptation définitive de l'existence de plusieurs écoles, dont une "pauvre école" comme "école pour les pauvres".* » (13) Multipliant les provocations et insultes à l'encontre du monde enseignant et croyant par là faire passer ses réformes en s'appuyant sur l'opinion, le ministère aura fini par soulever contre lui la colère de dizaines de milliers de professeurs et de parents au cours d'un mois presque ininterrompu de grèves souvent reconductibles et de considérables rassemblements de rue.

C'est également contre une réforme s'attaquant à la mission de service public de leur administration que les agents des Impôts se sont à leur tour mobilisés, refusant que l'on ampute les moyens mis à la dispo-

sition des citoyens et que l'on diminue le nombre d'emplois dans leur secteur d'activité. Une revendication qui rejoignait celle des personnels hospitaliers, en butte aux fermetures de lits et à un amoindrissement constant de leur capacité à faire face à la demande de soins des populations. Enfin, à la Poste, c'est la volonté des directions locales d'utiliser la réduction de la durée du travail pour en réalité accroître la charge de travail des salariés qui aura suscité une multiplication de grèves s'étendant parfois sur plusieurs semaines.

Cette secousse sociale, la première d'une pareille ampleur depuis juin 1997, n'aura en réalité fait que traduire le changement d'état d'esprit qui s'opère parmi la population laborieuse. S'il permet au gouvernement de conserver une image largement positive dans l'opinion, le retour à une phase de croissance fait simultanément voler en éclats l'alibi grâce auquel se

trouvait jusqu'alors justifiée l'austérité budgétaire et salariale. Dans le même temps, la loi Aubry, en confrontant les salariés au démantèlement d'acquis essentiels, crée les conditions d'un aiguisement des résistances, lesquelles acquièrent une ampleur et une détermination nouvelles. Les négociations auxquelles ce nouveau cadre législatif donne désormais lieu dans les branches et entreprises, ainsi que dans les administrations publiques, se traduisent dès lors par une multiplication de conflits portant tout à la fois sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail. Enfin, les attaques à répétition contre les services publics, lancées sous prétexte de « réformer l'État », apparaissent de plus en plus comme l'expression d'une volonté de généraliser la déréglementation, avec pour conséquence un approfondisse-

12. L'indignation soulevée par le cynisme du patron de Michelin conduisit alors le Parti communiste à organiser, en compagnie de l'extrême gauche et d'une majorité des Verts, une manifestation nationale pour l'emploi, qui rassembla des dizaines de milliers de personnes le 16 octobre 1999. La LCR et LO y participèrent de concert autour de l'exigence d'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits, mot d'ordre qui avait déjà été au centre de leur campagne des élections européennes.

13. Samuel Johsua, *L'école entre crise et refondation*, La Dispute 1999.

ment insupportable des inégalités.

Dans la mesure où les conflits de ce printemps exprimaient une semblable dynamique, ils auront fini par déstabiliser la majorité parlementaire. Jusqu'à voir le Parti socialiste et ses députés s'émouvoir de leurs conséquences possibles sur le scrutin municipal de 2001 (14) — lesquelles seront un test pour les législatives et la présidentielle de l'année suivante — et demander le retrait des projets gouvernementaux contestés par les mobilisations dans l'Éducation nationale et la Fonction publique. Dans un premier temps, Lionel Jospin crut qu'il pourrait se contenter de jeter du lest en affectant le surplus de recettes fiscales engendrées par la croissance à une baisse de l'imposition des contribuables les moins aisés, à une diminution d'un point de la TVA et à un desserrement limité de l'austérité budgétaire. Il ne put toutefois échapper au remaniement ministériel, lequel n'en aura que davantage souligné que la stabilité institutionnelle dont il se prévalait pouvait se fragiliser dès lors que sa base sociale retrouvait le chemin de l'action. Pour une large partie de l'opinion, la preuve a été administrée que les luttes payaient et que le mouvement social n'était pas condamné à l'impuissance face à un gouvernement de gauche agissant dans l'intérêt des marchés financiers et du grand patronat.

Il n'en demeure pas moins que l'absence d'un correspondant politique à l'action sociale, d'une alternative crédible, continue à faire lourdement sentir ses effets négatifs. Elle aura même permis au Premier ministre d'éviter la crise politique ouverte et de réorganiser à la hâte son équipe. Pour autant qu'elle ait entériné l'échec subi au feu de l'épreuve de force avec des centaines de milliers de travailleurs, la formation du gouvernement Jospin 2 s'efforce en effet d'établir un nouvel équilibre au sein de la « gauche plurielle ». On y aura attribué deux maroquins supplémentaires aux Verts et au PCF — respectivement « l'économie solidaire » et la « décentralisation culturelle », attributions aussi peu définies que fort mal pourvues en moyens — et réintégré la gauche du Parti socialiste dans la coalition — avec Jean-Luc

Mélenchon, son porte-parole, au poste de l'enseignement professionnel. Mais ces nominations visent surtout à offrir une caution de gauche au retour de Laurent Fabius (15) aux affaires. Ce dernier, désormais à la seconde place de la hiérarchie ministérielle avec le portefeuille de l'Économie et des Finances, n'a jamais fait mystère de la sympathie que lui inspirait le modèle blairiste. Longtemps considéré comme le rival de Lionel Jospin, et à ce titre relégué à la présidence de l'Assemblée nationale, il n'aura jamais cessé de plaider en faveur d'une accélération des « réformes » de l'État, d'une nouvelle attein-

te au principe de progressivité de l'impôt dans le but de récompenser « ceux qui créent de la richesse », d'une baisse de la fiscalisation des stock-options et de la mise en place de fonds de pension « à la française ». Autant dire que son arrivée résonne comme un gage donné à des milieux d'affaires inquiets d'un possible recul gouvernemental devant la mobilisation de sa base sociale.

D'évidence, une nouvelle étape s'ouvre pour le gouvernement. Les soubresauts apparus en ce premier trimestre ne pourront que s'amplifier demain, à mesure notamment que se rapprocheront les échéances électorales de 2001 et 2002. ■

Femmes - OIT

La convention internationale sur les congés maternité en danger !

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) s'apprête à modifier une convention sur les droits aux congés de maternité, donc concernant directement les femmes travailleuses, sous prétexte que la convention existante a été ratifiée par un faible nombre de pays. La nouvelle serait donc « plus ratifiable » par tous les esclavagistes !

Rappelons les faits : en 1952, l'OIT adopte la Convention n° 103 sur la protection de la maternité. Elle fixe les principes suivants : droit à un congé maternité de 12 semaines au moins ; droit à des prestations médicales et en espèces ; protection absolue contre le licenciement durant le congé maternité. En juin 2000 cette Convention doit être révisée. Certaines révisions proposées par la partie patronale représentent une remise en cause de son esprit.

Ainsi, selon la Convention, le congé maternité « s'applique aux femmes employées dans les entreprises industrielles aussi bien qu'aux femmes employées à des travaux non industriels et agricoles, y compris les femmes salariées travailleuses à domicile ». Le projet de révision prévoit qu'un État membre « peut exclure totalement ou partiellement du champ d'application (...) des catégories limitées de travailleurs ou d'entreprises ». Certains États pourraient ainsi exclure du bénéfice du congé

maternité certaines catégories de salariées !

Il en va de même pour la durée du congé de maternité. La convention stipule : « La durée de ce congé sera de 12 semaines au moins (...) La durée du congé obligatoirement pris après l'accouchement (...) ne sera en aucun cas inférieure à 6 semaines. » Dans le projet de révision celle-ci n'est plus fixée : « Le congé de maternité doit comprendre une période de congé obligatoire, dont la durée et la répartition doivent être déterminées par chaque Membre ». Autre motif d'inquiétude : la recommandation qui accompagne le projet de révision de la convention stipule : « Autant que possible, des mesures devraient être prises pour assurer que la femme puisse exercer librement son choix en ce qui concerne le moment auquel elle entend prendre la partie non obligatoire de son congé maternité, avant ou après l'accouchement ». Dans les pays à fort taux de chômage, la liberté de la salariée relève de la pure fiction.

La révision ouvre également la porte au licenciement des salariées durant leur congé de maternité. Alors que la Convention stipulait qu'il « est illégal pour son employeur de lui signifier son congé durant la dite absence [congé de maternité ou congé complémentaire] », le projet de révision propose « il est interdit à l'employeur de licencier une femme pendant sa grossesse (...) sauf pour des motifs sans lien avec sa grossesse, la naissance de l'enfant et ses suites ou l'allaitement ». En clair, le licenciement serait possible, il

suffirait d'invoquer un autre motif.

Le congé maternité est appliqué de façon très disparate : certains pays, comme l'Allemagne, accordent 14 semaines rémunérées à 100 % du salaire antérieur, la France 16 semaines et 84 % du salaire antérieur. D'autres pays comme le Portugal accordent 12 semaines. Quant aux femmes de Suisse ou des pays du Sud elles sont dépourvues de droits. Mais la révision de la Convention proposée, loin d'aider à améliorer la situation actuelle, ouvre au contraire la porte à un nivellement par le bas.

Dans ce cas, comme dans celui de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), seule la mobilisation peut faire reculer la régression sociale. En France, le Collectif national pour les droits des femmes et la Coordination française pour la Marche Mondiale (1) se sont emparés de cette question. Dans un appel ils réclament le maintien de l'esprit de la Convention 103 de l'OIT et « exigent : un congé maternité de 16 semaines minimum ; le maintien du congé maternité pour toutes les catégories de salariées, sans la moindre exclusion, y compris pour les travailleuses à domicile ou indépendantes ; le maintien de l'impossibilité absolue de licenciement ; le maintien des législations existantes quand elles sont plus favorables que la Convention de l'OIT ».

14. Trois élections législatives partielles se déroulèrent au plus fort des mobilisations enseignantes. Bien que les circonscriptions aient été gagnables par le Parti socialiste, les représentants de ce dernier n'en conquirent qu'une, perdirent celle qu'ils détenaient et furent battus dans la dernière : des revers dus aux abstentions et aux votes nuls d'électeurs de gauche révoltés de l'attitude gouvernementale.

15. Laurent Fabius a été Premier ministre de François Mitterrand entre 1984 et 1986.

1. Pour tout contact : fax : 33/0 1 43 56 36 48 ; E-mail à : <colcadac@club-internet.fr>

Allégement des dettes : Effets d'annonce et réalité

Par
Denise Comanne et Eric Toussaint*

Le G7, au sommet de Cologne de juin 1999, avait annoncé des remises de dettes allant jusqu'à 90 % pour certains pays parmi les plus pauvres. Nous avons déjà dénoncé le caractère mensonger de ces déclarations et le caractère marginal de leur impact tant sur le stock de la dette de ces pays que sur le service de leur dette.

Comme à l'habitude, après un sommet du G7, la réunion d'automne du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (Bm) à Washington, en septembre 1999, devait mettre en musique les intentions du G7. Nous avons donc eu droit dans les grands médias à la campagne orchestrée avec maestria par les institutions financières internationales : « *Bonnes gens, soyez rassurés : la dette des pays pauvres est annulée* ». L'audace du FMI et de la Bm allait jusqu'à substituer aux Plans d'Ajustement Structurel (PAS) une nouvelle terminologie révolutionnaire : le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP). Cette fois-ci, il y aurait à la fois annulation de dettes et réduction de la pauvreté.

Entre juin 1999 et mars 2000, on a assisté à une accumulation d'effets d'annonce. En juin 1999, à Cologne, le G7 annonce 100 milliards de dollars d'annulation de dettes. En juillet 1999, le Canada (pays membre du G7) affirme qu'il annulera 100 %. En septembre 1999, à Washington, on annonce une nouvelle fois ce qui a été décidé en juin. Quelques jours plus tard, Bill Clinton fait mieux : il annonce 100 % d'annulation de dette pour 36 pays pauvres. Fin décembre 1999, Gordon Brown, le chancelier de l'échiquier (ministre des Finances de la Grande Bretagne), annonce lui aussi 100 %. Son collègue français, Sautter, ne veut pas être en reste et annonce également 100 % d'annu-

lation. Fin février 2000, c'est le gouvernement italien qui rejoint le Canada, les USA, la Grande Bretagne et la France, en annonçant au grand festival de variétés de San Remo, 100 % d'annulation. Le gouvernement belge issu des élections de juin 1999, a lui aussi inscrit dans son programme l'application des décisions de juin 1999.

N'y a-t-il pas de quoi se réjouir ? La campagne pour l'annulation de la

dette du Tiers monde n'a-t-elle pas atteint largement son objectif ? Non. Parce que les faits sont têtus : à la date d'avril 2000, soit dix mois après la réunion de juin 1999, seuls 3 des 41 Pays Pauvres Très Endettés (PPTe) ont bénéficié de remise de dettes : la Bolivie, l'Ouganda et la Mauritanie. Dans le meilleur des cas, pour ces trois pays, la réduction moyenne des montants qu'ils devront rembourser sera de l'ordre de 35 %. On est très loin des 90 % annoncés en juin 1999. Après annu-

lation, la Mauritanie dont 62 % de la population est analphabète, devra encore consacrer une somme plus importante au remboursement de sa dette que ce qu'elle dépensera pour l'éducation !

Le Mozambique et la Guyane, deux pays qui devaient, disait-on en juin 1999, bénéficier également d'une réduction immédiate de dettes ont vu leur cas reporté sine die. D'après les calculs effectués par Jubilee 2000 (Grande-Bretagne), parmi les Pays Pauvres Très Endettés susceptibles de bénéficier d'annulation de dettes dans les années à venir : 15 d'entre eux devront rembourser chaque année après annulation plus qu'avant l'annulation.

Comment dès lors parler d'amélioration ? A moins que ceux qui parlent d'amélioration pensent en réalité aux créanciers du Nord et non aux populations du Sud.

Il faut donc relancer le mouvement pour l'annulation de la dette publique de l'ensemble du Tiers Monde.

13 questions — 13 réponses sur les réductions des dettes telles que décidées par le G7, le Club de Paris, le FMI et la Banque mondiale

1. Pourquoi les réductions des dettes telles qu'annoncées ne permettront pas une amélioration de la situation des pauvres du Tiers Monde ?

Les créanciers qui envisagent d'accorder des réductions de dettes conditionnent celles-ci par la poursuite des politiques d'ajustement structurel rebaptisées « *Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté* » (CSLP, PRSP en anglais). De nombreuses études réalisées par des experts économiques indépendants, par des institutions onusiennes, des mouvements sociaux ont démontré que les effets de ces politiques sont funestes car elles augmentent la fragilité des économies des pays auxquelles elles s'appliquent. Les rapports consacrés par la CNUCED (notamment l'excellent tiré à part consacré à l'Afrique subsaharienne du rapport 1998 sur le Commerce et le Développement) à l'ajustement structurel en Afrique subsaharienne démontrent que les pays africains ne tirent aucun profit de plus de dix ans d'ajustement. Recul de la consommation des ménages, baisse de la production des producteurs locaux pour le marché intérieur, augmentation de la dépen-

*Denise Comanne et Eric Toussaint animent le Comité pour l'annulation de la Dette du Tiers monde (CADTM).

Dettes du Tiers monde

dance alimentaire, accélération de la chute de la valeur des produits exportés par l'Afrique sur le marché mondial, augmentation des charges fiscales pesant sur les populations à faible revenu : telles sont quelques-unes des conséquences négatives des politiques d'ajustement relevées par la CNUCED.

2. La Banque mondiale et le FMI n'ont-ils pas tenu compte de ces critiques en annonçant en 1999 la mise en place d'une stratégie de réduction de la pauvreté ?

Pour parer aux critiques de plus en plus nombreuses qui leur sont adressées de toutes parts, ces institutions ont annoncé un virage qui n'en est pas un. Le noyau dur de la politique d'ajustement restera entièrement d'application ; la seule "amélioration" consiste à annoncer l'augmentation des dépenses de santé et d'éducation et la prise en compte de la "société civile" dans l'élaboration du « *Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté* ». Nous avons pu analyser attentivement, sur le terrain et dans les textes, les politiques que les gouvernements africains se sont engagés à réaliser à partir de l'an 2000. Les augmentations de dépenses de santé et d'éducation sont microscopiques. Elles consistent en quelque sorte à augmenter de 2 % les dépenses après les avoir réduites de manière continue pendant quinze ans (ce qui équivaut à une réduction de l'ordre de 20 %). A ce rythme là, il faudra attendre l'an 2010 pour retrouver le niveau de dépenses de 1985.

Pendant ce temps, la situation de la santé continuera à se dégrader, les décès dus aux maladies respiratoires, diarrhéiques ou au paludisme ne vont pas baisser, les décès attribués à la pandémie du SIDA augmenteront, plusieurs pays verront se réduire l'espérance de vie de leur population (voir les derniers rapports de l'Organisation Mondiale de la Santé pour l'Afrique). La croissance de la malnutrition continuera à

fragiliser la population, surtout les personnes de sexe féminin.

En termes d'éducation, la population jeune en âge scolaire aura fortement augmenté sans trouver l'encadrement adéquat. Ce ne sont pas les efforts admirables du personnel de santé et des enseignants africains et les quelques pour-cent d'augmentation des dépenses après 15 ans de disette, qui amélioreront la situation. La preuve que la Banque mondiale n'a pas réellement changé d'option ne fût-ce que dans le domaine de l'éducation, c'est qu'elle continue à prôner le recrutement comme instituteurs de personnes n'ayant aucun titre pédagogique et payées selon les pays entre 30 et 80 euros par mois (environ 1 200 et 3 200 francs belges, 200 à 530 FF) pour des emplois à statut précaire.

3. Quelle a été l'attitude la presse économique spécialisée ?

Au lendemain du sommet du G7 à Cologne en juin 1999, le *Wall Street Journal* a déclaré que les mesures d'allègement étaient une technique utilisée par la Banque mondiale et le FMI pour apurer de mauvais prêts en les remplaçant par de nouveaux. Ce qui permet à ces deux institutions de faire financer, selon ce journal, les erreurs passées du FMI et de la Bm par le Trésor public des grands pays industrialisés. Il n'y a pas là l'ombre d'une quelconque générosité. Le très libéral hebdomadaire anglais *The Economist* donne lui-même indirectement raison au CADTM. Dans le numéro de Noël 1999, l'éditorial de la revue souligne que le contenu des "cadeaux" récemment annoncés par la Grande Bretagne, les États-Unis ou la France en matière d'allègement de la dette font pâle figure face à leur "emballage". Le titre de l'éditorial en dit long : « *Qui veut croire aux contes de fée ?* ». En clair, les chiffres annoncés par les gouvernements du Nord en matière d'annulation de dette, malgré leur montant impressionnant, se réfèrent à des créances qui ne correspondent à plus rien de concret. Ainsi, *The Economist* relève que les deux tiers de la dette contractée par l'Afrique subsaharienne depuis 1988 ont été générés par les intérêts liés aux emprunts antérieurs. Au total, pour les pays riches, renoncer à de pareilles créances, ce n'est pas offrir des millions de dollars aux États pauvres. C'est simplement arrêter de réclamer des intérêts qui s'accumulent de manière démentielle avec les années et qui maintiennent les plus faibles dans une situation inextricable. « *Pris en groupe, les quelques cinquante pays les plus pauvres du monde dépensent plus de deux fois pour le service*

de leur dette ce qu'ils reçoivent d'aide. Cela n'a aucun sens », reconnaît l'éditorialiste.

4. Quel pays peut bénéficier éventuellement d'un allègement (annulation) de dette ?

● Le pays doit être très pauvre (environ 760 dollars de revenu annuel par habitant) et très endetté (ici s'appliquent des ratios tel « *stock de la dette / revenus d'exportation* »). Les critères sont tellement stricts et arbitraires que des pays endettés très pauvres ne sont pas considérés comme des « *Pays pauvres très endettés* » (PPTE). Ne sont pas admis dans la catégorie des PPTE éligibles pour des allègements éventuels des pays comme Haïti, le Bangladesh, le Pakistan, le Nigeria, le Pérou, l'Equateur, sans parler de l'Inde ou de l'Indonésie. Or 80 % des plus pauvres de la planète vivent dans des pays qui ne sont pas considérés comme PPTE.

● Le pays doit être considéré comme offrant des garanties politiques. C'est ainsi que des PPTE comme le Soudan, le Liberia, la République Démocratique du Congo, la Somalie ne peuvent imaginer un instant entrer dans un processus de sélection tant qu'ils ne changeront pas radicalement d'orientation.

● Le pays doit avoir appliqué avec succès durant 3 à 6 ans une politique d'ajustement structurel définie par le FMI et la Bm. Ce sont ces deux institutions qui déterminent si le pays a obtenu un succès.

● Malgré ce succès atteint après 3 ou 6 ans, le niveau de dette doit être encore considéré comme insoutenable par le FMI et la Bm. Imaginons le cas suivant : les performances sont telles que le pays a vu son endettement devenir relativement moins pesant notamment parce que la valeur de ses exportations a augmenté (c'est arrivé en 1998 à l'Ouganda dont le café représente la principale exportation. Le prix du café venait de monter conjoncturellement). Conséquence, le FMI et la Bm peuvent considérer que le niveau d'endettement étant devenu soutenable, il n'y a pas lieu d'alléger le fardeau de la dette. Conclusion : les autorités d'un PPTE ont intérêt à noircir la situation juste avant de se présenter à l'examen du FMI et de la Bm. Le CADTM a pu constater que c'était bien le cas lors d'une mission réalisée en octobre 1999 au Mali et en novembre 1999 au Bénin.

● Le pays doit se présenter seul devant le Club de Paris (voir plus loin).

● Si le Club donne son feu vert, le pays rend une nouvelle fois visite au FMI et à la Bm pour obtenir un allègement de remboursement à l'égard de ces deux institutions.

Lexique

PPTE (HIPC en anglais) : Pays Pauvres Très Endettés, ce sont les pays qui en principe peuvent prétendre à un allègement de leur dette extérieure dans le cadre de l'initiative de Cologne prise en 1999 par le G7 (la première initiative du genre remonte au sommet du G7 à Lyon en juin 1996).

CSLP (PRSP en anglais) : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté

G7 : USA, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Canada, Italie

Club de Paris : c'est un cartel des États des pays les plus industrialisés en tant que créanciers bilatéraux des pays de la périphérie.

● Depuis septembre 1999, une nouvelle étape est ajoutée : les autorités du pays doivent élaborer un document intitulé « *Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté* ».

5. L'allègement de dette proposé se fait-il d'un coup ?

L'allègement ne se fait pas d'un coup, le processus prend des années. Reprenons le parcours du combattant.

Les pays doivent avoir préalablement réalisé pendant trois à six ans des politiques d'austérité budgétaire et de réformes économiques néolibérales. Ces politiques doivent avoir reçu l'approbation du FMI et de la Bm.

Après cette période probatoire, le pays candidat à l'allègement doit se présenter devant le FMI qui donne ou non le feu vert pour passer à l'étape suivante. Celle-ci consiste pour le pays en question à se présenter seul devant ses créanciers publics du Club de Paris. Le Club décide éventuellement d'octroyer un allègement, voire une annulation. Contrairement aux déclarations des gouvernements relayés par la plupart des médias, il est impossible d'annuler 90 % ou 100 % de la dette due aux créanciers publics. Pourquoi ? Parce que cet allègement (annulation) ne porte que sur le montant de la dette bilatérale datant d'avant le premier rééchelonnement de paiement (c'est ce que l'on appelle la date butoir, « *pre cut off date* », en anglais). Pour les pays cités ci-après, il s'agit du montant de la dette bilatérale d'avant l'année 1983 (!) : République Centrafricaine, Sénégal, Togo, Côte-d'Ivoire, Madagascar, Niger. Or l'essentiel de la dette bilatérale telle qu'elle se présente en l'an 2000 s'est accumulée après la date butoir et est largement constituée d'arriérés.

Étape supplémentaire : au cas où le Club de Paris donne son feu vert pour appliquer au pays en question les termes de Cologne, le pays retourne seul devant le FMI et la Bm afin de demander à bénéficier d'une réduction des montants à leur rembourser.

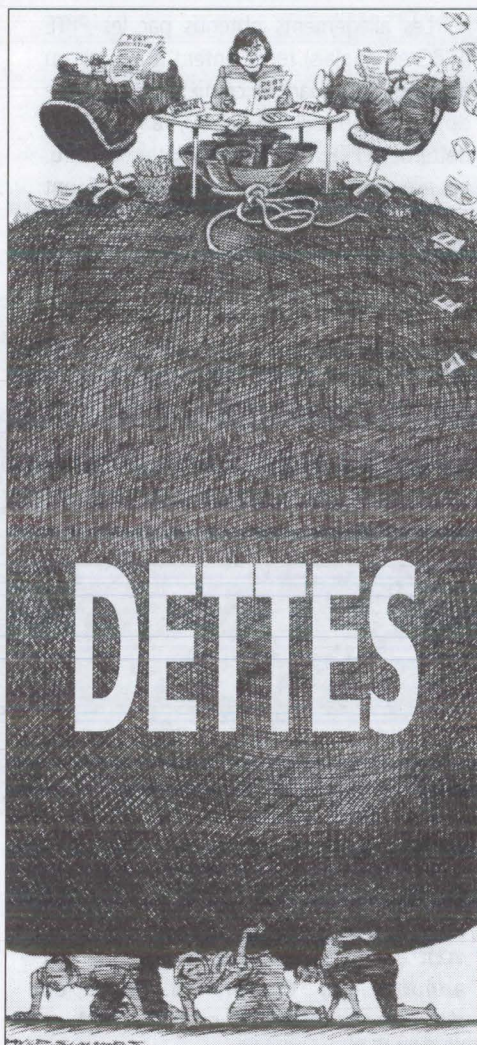
6. En quoi consiste l'allègement accordé par la Banque mondiale et le FMI ?

Le FMI et la Banque mondiale peuvent, s'ils jugent que la dette d'un pays reste insoutenable et s'il a satisfait aux conditions du Club de Paris, décider de réduire le montant de ce que le pays doit leur rembourser. Exemple théorique : un pays doit rembourser 52 millions de dollars à la Bm et au FMI

pendant dix ans. La Bm et le FMI décident de réduire ce montant de 20 millions de dollars. Le pays remboursera donc 32 millions de dollars au lieu de 52.

Est-ce que le FMI et la Bm ont renoncé pour autant à percevoir les 20 millions de différence ? Non, trois fois non.

Afin d'être assurés d'être remboursés, le FMI et la Bm ont créé un fonds fiduciaire (Trust fund, en anglais) dans lequel ils vont puiser pendant dix ans jusqu'au recouvre-



ment des 20 millions de dollars. Comment est alimenté ce fonds ? Par des contributions des pays membres du FMI et de la Bm, principalement les pays les plus industrialisés, mais pas uniquement. Ces contributions sont placées par la Bm et le FMI sur les marchés financiers internationaux. C'est le rendement de ces placements (intérêts ou plus-value) qui est utilisé pour rembourser la Bm et le FMI.

La Bm et le FMI réussissent ainsi à faire financer par les trésors publics des États membres, ce qui devrait être leur contribution à l'allègement. Parler d'annulation dans ce cas constitue donc un véritable abus de langage et ajouter que le FMI et la Bm font

preuve de générosité relève de l'imposture.

Comme le disait à juste titre le *Wall Street Journal* cité plus haut, par l'initiative PPTE et le mécanisme du fonds fiduciaire, le FMI et la Bm ont réussi à faire financer par les trésors publics des États la transformation d'anciens prêts irrécouvrables. En effet, la Bm et le FMI octroient des nouveaux prêts aux PPTE afin qu'ils soient dorénavant à même de payer à temps ce qu'il leur reste à rembourser, notamment à la Bm et au FMI. Plutôt que de parler de politique d'allègement des dettes en faveur des pays pauvres, il conviendrait de parler d'une politique d'assainissement des portefeuilles de la Bm et du FMI.

Et que dire du fait que le FMI et la Bm augmentent la bulle financière en finançant le coût de l'opération par de nouveaux placements sur les marchés financiers !

7. Qu'est-ce que le « Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté » ?

Critiqués depuis vingt ans pour leurs politiques débouchant sur l'augmentation de la pauvreté à l'échelle planétaire, la Bm, le FMI et le G7 ont décidé de lier l'initiative PPTE à la mise en place de politiques visant (une fois de plus !) à réduire la pauvreté.

Depuis la réunion du FMI et de la Bm de septembre 1999, les PPTE doivent présenter à la communauté internationale un programme intitulé « *Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté* » (CSLP). Ce programme doit être élaboré en concertation avec la société civile du pays concerné. Notons avant tout qu'il s'agit encore d'une condition supplémentaire pour bénéficier de l'allègement.

Une grande indéfinition règne en ce qui concerne le contenu et la procédure à suivre. En effet, au niveau du contenu, comment peut-on maintenir la cohérence du cadre macro-économique de l'ajustement structurel en y intégrant une véritable lutte contre la pauvreté, ce qui nécessite une redistribution des richesses, une politique favorable à la sécurité alimentaire, un renforcement de l'État et des services publics (santé, éducation, infrastructure...). C'est la quadrature du cercle. A moins qu'il ne s'agisse d'opérations cosmétiques du type de celles mentionnées à la réponse 2.

Autre zone d'indéfinition : que signifie exactement « *la participation de la société civile* » à l'élaboration du CSLP ? Jusqu'ici il n'y a pas de réponse à cette question. On ne peut dès lors se baser sur l'expérience concrète des derniers mois.

Le cas du Mozambique est cependant éloquent. Il devait bénéficier d'un « allège-

Dettes du Tiers monde

ment / annulation » de dette en janvier 2000. Cette date avait été définie avant les réunions de Cologne en juin 1999 et de Washington en septembre 1999. En octobre 1999, le FMI et la Bm demandent au Mozambique de rédiger un CSLP. Le gouvernement répond à juste titre qu'il est incapable en 2 ou 3 mois de réaliser un tel document dans le cadre d'une concertation avec la société civile. Conséquence : « l'allègement / annulation » est reporté sine die. Qu'en conclure ? Les gouvernements démocratiques qui n'ont pas la capacité de réaliser réellement l'exercice dans les temps requis, sont pénalisés tandis que les gouvernements autoritaires, avec l'aide de quelques associations à leur botte, pourraient recevoir un satisfecit leur permettant d'accéder à un allègement ? On verra.

Le cas de la Guyane est également éloquent. La Guyane devait bénéficier d'un « allègement / annulation » en décembre 1999. Dans la dernière ligne droite, un imprévu survient. Face au mécontentement populaire, le gouvernement de Guyane a envisagé de concéder un léger rattrapage salarial à hauteur de 3,5 % (alors que les salaires réels avaient baissé de plus de 40 %). Consultés sur cette question, la Bm et le FMI ont indiqué que si le gouvernement prenait une telle décision, « l'allègement / annulation » serait reporté (austérité oblige !). Ils recommandent de s'en remettre à la Justice. Ce qui fut fait. La sentence du tribunal constitue une surprise : il accordait une augmentation de salaire de 20 %. Conséquence : « l'allègement / annulation » de la dette guyanaise est reporté sine die.

8. Que représente la dette du Tiers Monde par rapport à d'autres dettes ?

D'après la Banque mondiale, en 1998, la dette des pays du Tiers Monde est égale à 2 030 milliards de dollars (6 % des dettes mondiales) sans compter l'ex bloc de l'Est (465 milliards de dollars). Ces chiffres sont à mettre en regard des chiffres de population.

La dette des 41 pays PPTE est de 200 milliards de dollars. La dette de l'Afrique subsaharienne est de 235 milliards de dollars. La dette publique de la Belgique s'élève à 250 milliards de dollars. L'Afrique subsaharienne compte 600 millions d'habitants soit soixante fois plus que la Belgique qui en

compte 10 millions.

Les dettes totales au niveau mondial sont de 37 000 milliards de dollars. La dette publique des États-Unis est de 5 000 milliards de dollars, la dette des ménages aux États-Unis s'élève à 6 000 milliards de dollars (chiffres de 1999). La dette publique du Japon est de 2 000 milliards.

9. Que représentent les mesures d'allègement déjà réalisées depuis 1996 ?

Les allègements obtenus par les PPTE (HIPC en anglais) représentent à ce jour au maximum un quart de centième de la dette du Tiers Monde (0,25 %) ou, ramenés à la dette des PPTE, 5 % de leur dette de 1996. Les allègements octroyés à certains PPTE ont à peine compensé l'augmentation de la dette de certains autres.



10. Fin septembre 1999, Bill Clinton a annoncé qu'il irait jusqu'à 100 % d'annulation de la dette que les PPTE doivent aux USA. Que représente l'effort annoncé par Clinton en terme de dépenses budgétaires pour les USA en l'an 2000 ?

La somme allouée par le Congrès en faveur de l'allègement de la dette due par les PPTE aux États-Unis, représente moins de 1/2 millièmes (0,05%) des dépenses annuelles de la défense nationale. C'est absolument dérisoire.

11. Que représente l'effort annoncé par Gordon Brown en Grande Bretagne, le 29 décembre 1999 ?

Il déclare lui-même que l'effort s'élèvera à 635 millions de livres, somme à répartir sur une période de 20 à 23 ans. Rapportée au budget de la défense de la Grande Bretagne, cette somme représente environ deux mil-

lièmes de ce budget.

12. Est-il vrai qu'une partie des réductions de dette accordées par les états des pays industrialisés aux PPTE se fait au détriment des budgets de coopération au développement ?

Oui, c'est bien le cas. Une partie de la dette que les gouvernements du Nord annulent est constituée de dettes dues par les pays du Sud à des entreprises du Nord. Ces dettes sont assurées par des organismes comme l'Office du Ducroire belge, la COFACE en France, l'EXIMBANK aux USA. Par exemple, imaginons que le gouvernement belge annonce qu'il annule 4 millions de dollars de dette de la Guinée Conakry. De quoi s'agit-il ? Cela peut signifier que le budget de la coopération belge va « indemniser »

l'office du Ducroire pour des créances d'une valeur de 4 millions de dollars dues par la Guinée Conakry à des entreprises belges qui sont assurées auprès du Ducroire. L'argent va sortir de la caisse de la Coopération au Développement de la Belgique et passer dans la caisse du Ducroire. Le Ducroire va indemniser les entreprises belges concernées. S'il les a déjà indemnisées, il va utiliser l'argent reçu pour annuler la créance qu'il détient sur la Guinée.

13. Dans le cas imaginaire mentionné, la Belgique a annoncé qu'elle annulait une dette de 4 millions de dollars (160 millions de francs belges), est-ce bien le coût que cette mesure représente pour la Belgique ?

Non seulement en réalité cela lui coûte beaucoup moins car les quatre millions représentent la valeur de la dette au moment où elle a été contractée. En réalité, cette dette a subi une décote très importante au cours des années. Elle ne vaut plus que 15 % de sa valeur de départ soit 600 000 dollars. Bref quand la Belgique annonce 4 millions d'annulation, en réalité le coût réel n'est que 15 % du montant mentionné. C'est pour cette raison que les 100 milliards d'annulation de dette annoncés en juin 1999 par le G7 représentent un coût réel bien inférieur. C'est valable aussi pour les mesures d'annulation annoncées par Clinton et Gordon Brown (voir questions 10 et 11).

Tempêtes sur les Andes

Les ouragans qui balaient les Andes évoquent les tempêtes ancestrales d'une région où prédominent la misère, l'autoritarisme, la corruption des élites dominantes et une résistance populaire qui ne désarme pas. La démocratie se résume à voter de temps à autre et la libéralisation économique détruit les droits élémentaires comme le droit au travail, à la santé, à l'éducation ou à un toit pour s'abriter. La Bolivie, un des pays les plus pauvres du continent, est la photographie la plus fidèle d'un paysage de véritable désolation sociale : 26 % de la population économiquement active est actuellement au chômage et le salaire mensuel d'un enseignant atteint péniblement 40 dollars.

Les organismes internationaux, à commencer par le FMI et la Banque mondiale, ont fait figurer la Bolivie dans le cadre d'un programme « d'allègement de la dette extérieure », HIPIC I, sous la condition que se poursuivent les plans de contre-réformes et de privatisations ; avec HIPIC II, la Bolivie a perçu une nouvelle dotation de 760 millions de dollars qui se sont ajoutés aux 1 300 millions précédents, en vue de financer des projets dans le « domaine social » et de « lutte contre la pauvreté ».

Le 8 avril, le gouvernement de l'ex-dictateur Hugo Banzer — reconverti en respectable démocrate — a décrété l'état de siège. La réaction a été immédiate : blocages de routes organisés par la CSTCB (Confédération syndicale des travailleurs agricoles de Bolivie) pour exiger la modification de la loi de réforme agraire, grève générale à l'appel de la COB (Centrale ouvrière bolivienne), assemblées générales avec participation des habitants des quartiers populaires, des étudiants, des ménagères, des chômeurs, affrontements avec l'armée. Au bout d'une semaine, face à la vague de protestations populaires et pour ne pas indisposer la "communauté internationale", l'état de siège a été levé. Bilan provisoire : des dizaines de morts, des centaines de dirigeants syndicaux, paysans, étudiants emprisonnés et un nombre encore inconnu de disparus.

Le gouvernement a présenté comme cause première de la crise le climat de « subversion de l'ordre établi » créé par la mobilisation des paysans cultivateurs de coca du Chapare, violemment réprimée. Pourtant le point de départ véritable se trouve dans la formidable lutte des habitants de la ville de Cochabamba, à 500 kilomètres au sud de La Paz, qui se sont soulevés le 4 février dernier contre l'annonce d'une augmentation des tarifs de l'eau dont l'exploitation est aux mains de l'entreprise espagnole Abengoa.

Face à la crise sociale et politique, Banzer a dû restructurer son gouvernement et repousser certaines des mesures les plus impopulaires pour essayer de donner le change. Quoi qu'il en soit, cette révolte populaire est riche de leçons en matière de revendications sociales, de méthodes de luttes et, surtout, en ce qu'elle constitue une véritable tentative d'instaurer une démocratie populaire radicale. Les deux textes que nous publions ici rendent excellentement compte de cette expérience révolutionnaire et du développement d'un mouvement de reconstruction des organisations sociales.

Ernesto Herrera

La renaissance de la multitude

Par
Raquel Gutiérrez
et **Alvaro García Linera***

I. L'aube

Vendredi 4 février. Cochabamba s'éveille en pleine mobilisation. Des milliers et des milliers de personnes, dès la première heure, commencent à converger vers le lieu de rendez-vous fixé par la Coordination pour la défense de l'eau et de la vie. C'est la « prise de Cochabamba », une occupation pacifique de la ville où des milliers de voix s'uniront pour dire « non à la loi sur l'eau », « non à la concession de l'eau à l'entreprise Aguas del Tunari », « non à la hausse brutale du prix de l'eau ».

Les autorités de la ville sont aussi en plein émoi. Il s'agit de contrer cette convergence de toute une population fatiguée de subir des décisions injustes imposées sans la moindre consultation. Depuis quelques jours, l'agitation est à son comble : ces messieurs Landívar et Guiteras se sont rendus à El Valle pour essayer de désamorcer la mobilisation en mêlant désinformation et menaces ; l'accord politique entre la municipalité et le gouvernement central a été rompu ; des renforts de polices ont été acheminés depuis d'autres départements et on assiste à des mouvements de troupes. Enfin, le 4 février s'annonce comme une journée décisive pour la gestion d'une ressource essentielle pour tous, l'eau.

Les premiers cordons de police qui voulaient bloquer les ponts permettant d'accéder au centre ville sont franchis vers 10 heures du matin. La multitude qui gagne la Place principale ne se laisse pas arrêter par les forces de l'ordre, malgré les gaz et la mitraille, les coups et les matraques qui pleuvent au rythme des bravades que profère le sieur Guiteras dans les médias. La pression résolue de la multitude, forte du sentiment de la justesse de ses revendications, fait reculer les forces de police qui ne peuvent plus contrôler que les abords immédiats des bâtiments administratifs symboles du pouvoir. Tout le reste de la ville est maintenant aux mains de la population qui sort dans les rues ou arrive des alentours. Un grand élan de solidarité s'élève, la peur vaincue, les hésitations balayées par les errements grotesques

des autorités. C'est tout le peuple de Cochabamba qui recouvre la dignité, laisse éclater sa fureur, construit une nouvelle solidarité, porteuse d'espoir, de victoire et d'allégresse.

Le tumulte et la révolte

Le 5 février, Cochabamba s'éveille dans l'incertitude totale, mais toujours aussi indignée par la furie et le mépris dont ont fait preuve la veille les autorités et les forces de police. Les radios donnent la parole à des femmes qui témoignent : « ils ont massacré nos enfants, nos paysans ; c'est intolérable ». Ces voix, bientôt relayées par certaines chaînes de télévision, laissent éclater la colère populaire. A nouveau les rues s'emplissent, les carrefours sont bloqués et la foule revient à la charge pour occuper la place centrale. La solidarité s'organise. Les portes s'ouvrent pour accueillir les blessés ; on alimente les feux allumés aux carrefours ; les gens se parlent, s'organisent, se passent du vinaigre pour contrer l'effet des gaz ; par familles entières on investit la rue ; les parents veulent que leurs enfants sachent comment on défend un juste droit ; des cantines s'improvisent pour donner à manger aux manifestants.

C'est la population dans son ensemble qui rejoint la mobilisation. Chacun avec ce qu'il a et comme il peut. Tous se sentent concernés et s'organisent. Il n'y a personne qui dirige cette multitude maintenant qu'elle s'est convaincue de faire face à la répression, qu'elle s'identifie avec l'objectif d'occuper la place et de défendre un droit primordial, l'eau. Cette capacité de décider et d'agir paraissait enfouie à jamais. En ces jours de février, Cochabamba a brisé sa peur mais aussi le monopole de l'expression citoyenne confisquée par le discours libéral. La légitimité ébranlée des autorités a volé en éclats, réduite à la violence et au mensonge.

A 11 heures du soir, la place est investie dans un déchaînement de liesse populaire. Les forces de police ont dû se replier, les détenus sont relâchés et fêtés par la multitude qui les

* Raquel Gutiérrez et Alvaro García Linera sont journalistes à La Paz, Bolivie.

absorbe. « *Nous avons gagné Nous avons investi la place et nous voici. Nous avons dit non à l'augmentation de l'eau et ils y ont renoncé. Nous avons demandé que la législation sur l'eau prenne en compte le respect des us et coutumes et le gouvernement s'y est engagé.* »

« *Nous nous ferons respecter.* »

II. Les feux d'avril

Les forces constitutives

Il y a principalement quatre forces dans la Coordination pour l'eau et la vie qui maintiennent leur potentiel d'interpellation et de mobilisation.

La première, la plus importante, est formée par les organisations locales de paysans pratiquant la culture irriguée qui se sont développées ces six dernières années dans les vallées et les zones suburbaines. L'utilisation de l'eau dans la région andine a toujours relevé d'un système d'autorités communales, de régulation des débits, de contrôles collectifs et de pratiques cérémonielles, aussi complexe que le régime de la terre. La pénurie d'eau dans les vallées de la région de Cochabamba, le regroupement de syndicats dans des projets d'investissements pour le forage de puits, l'achat de pompes, le creusement de canalisations ont donné aux comités de l'eau une importance de premier ordre dans la vie sociale.

Il faut ajouter les conflits pour l'accès aux nappes souterraines, avec le percement de puits par l'ancienne SEMAPA pour alimenter la ville en eau potable. Face à l'assèchement de leurs terres, les cultivateurs ont engagé depuis plusieurs années des luttes radicales et constituent l'organisation la plus puissante dans les régions rurales. Avec l'adoption de la loi 2029 à la fin de l'an dernier, dont l'objet est de traiter l'eau comme une simple marchandise et non comme un bien public, ils ont été conduits

à chercher de nouveaux alliés et à développer des mobilisations de plus grande ampleur.

La deuxième force est la Fédération des ouvriers de Cochabamba. Secteur le plus conscient et actif de ce qu'il reste du mouvement ouvrier traditionnel, sous la direction d'Oscar Olivera, ils ont remis à jour les qualités de la condition ouvrière, marquée par la fragmentation et la précarisation, et su développer une campagne de longue haleine pour reconstruire le tissu syndical et associatif du prolétariat, encourager la syndicalisation des femmes et des travailleurs saisonniers, défendre les droits des plus jeunes qui dès 14 ou 16 ans s'entassent dans des entreprises insalubres, avec des journées de travail de 12 heures, et rénover la culture de la classe ouvrière.

Ils ont acquis une grande autorité politique et morale. Plus qu'une force de mobilisation de masse, ils comptent par leur légitimité, leur capacité d'analyser la réalité et d'en saisir la complexité, qui leur valent une reconnaissance au niveau de toute la région et même à l'échelle nationale. Ils ont su faire d'une question commune mais diversement prise en charge, l'eau, un problème assumé collectivement dans un cadre organisationnel unique, celui de la Coordination. Là où la COB a toujours échoué, ils ont réussi à unifier sous direction ouvrière des travailleurs de la ville et de la campagne, des salariés des transports et des vendeuses de marchés, la classe moyenne paupérisée. C'est un acquis dont la portée s'appréciera sans aucun doute dans les prochaines années.

Classiquement, la COB organisait les travailleurs sur la base de leurs entreprises. Mais la restructuration des classes sociales a créé un vaste salariat essentiellement nomade, des travailleurs multifonctions qui combinent la vente de leur force de travail avec la vente de produits, le travail indépendant et le petit commerce, sans stabilité aucune. La Coordination leur offre un espace de participation multiple qui accueille aussi bien le syndicaliste paysan que le syndicaliste ouvrier, l'habitant d'un quar-

tier populaire, l'animateur d'une association de cultivateurs en parcelles irriguées ou le "jeune activiste" ou encore le citoyen qui se sent concerné.

C'est ce qui permet de comprendre l'extraordinaire potentiel de mobilisation urbaine des mois de février et d'avril, la capacité à entraîner des milliers de jeunes sans avenir, travaillant occasionnellement, avec des contrats précaires, dans de petits ateliers familiaux, ou encore artisans, vendeurs de glaces, élèves et étudiants pour qui les études ne sont plus une forme d'ascension sociale.

La troisième force provient de groupes et de professionnels qui ont permis d'investir le domaine juridique et de maîtriser les questions techniques dans les négociations pour renouveler le contrat de l'entreprise Aguas del Tunari. Cela a permis à la Coordination de se faire entendre de secteurs des classes moyennes ou aisées de la société de Cochabamba.

La quatrième force, mais non la moindre, est constituée par les syndicats de cultivateurs de coca et des communautés traditionnelles, les ayllus, des régions de l'altiplano. Porteurs d'une tradition ancestrale et d'une cohésion communautaire très forte, ils se sont joints à la mobilisation avec toutes leurs qualités de discipline, le poids de la mémoire et de l'histoire.

Démocratie plébéienne

« *Ce sont des indiens primitifs* » a déclaré publiquement le ministre Hoz de Vila quand les dirigeants de la Coordination ont refusé de décider la levée du blocus sans consulter d'abord leur base. « *L'indianisation* » de l'ennemi est un recours atavique pour dénigrer symboliquement toute opposition. On s'étonne moins alors que des francs-tireurs ouvrent le feu sur une multitude qu'ils voient comme une horde de bêtes sauvages.

Ce que traduit surtout ce féodalisme colonial qui tient lieu de système explicatif du monde, c'est la rage et la crainte face à des

« La coca ou la mort ! »

Lors d'une visite il y a quelques mois, le tsar de la lutte antidrogue aux États-Unis, le général Barry McCaffrey, a rendu hommage à la « *politique antidrogue* » du gouvernement bolivien : à en croire les chiffres officiels toujours sujets à caution, en deux ans, il aurait réduit de 36 000 à 18 000 hectares la superficie des plants de coca. Ce qu'il n'a pas dit, c'est que le problème s'aggrave de jour en jour. Le résultat de

ces « *succès* », c'est que des milliers de paysans voient leur existence même menacée. Dans la région du Chapare, 300 000 personnes, dans leur majorité en dessous du « *seuil de pauvreté* » que définissent avec un cynisme parfait les organismes internationaux, vivent de la culture de la coca. Pour des familles entières, c'est la seule source de revenus. Sous la pression des États-Unis, le gouvernement bolivien s'est engagé à mettre en place des programmes d'éradication et a proposé de payer 2 500 dollars par hectare pour les plantations détruites qui seraient

remplacées progressivement — c'est-à-dire jamais — par des palmiers, des agrumes ou des bananiers. Cela ressemble à une mauvaise blague. Quand Banzer a été élu en 1997, il avait annoncé une éradication complète en cinq ans. Il fallait détruire 50 000 hectares de plantations, dont 35 000 pour le seul Chapare, sans que soient prises en compte les conséquences sociales et environnementales.

Face à l'hostilité des paysans, le gouvernement n'a rien trouvé d'autres que les expulsions et la violence. On ne compte plus les faits de

résistance et les accrochages meurtriers. « *La coca ou la mort* » est devenu le symbole de la lutte des paysans, avec à leur tête Ivo Morales, aujourd'hui député. La région est maintenant un des principaux champs de bataille contre le gouvernement et la politique des États-Unis qui, sous le prétexte de lutter contre le trafic de drogue, mettent en œuvre une stratégie d'intervention (tout comme en Colombie et en Équateur) dans ce que Laurence Summers, secrétaire du Trésor, qualifie de « *d'États faibles* ».

E.H.

formes d'organisation citoyenne qui rompent avec l'insipide normalité de l'État, avec les formes fallacieuses de représentation, les accords politiques de sommet et l'irresponsabilité générale. La Coordination a pu faire reculer l'État non seulement parce qu'elle a contraint les troupes à s'enfermer dans leurs casernes et à négocier pour leur approvisionnement. L'État a perdu parole et autorité parce que la multitude a créé des formes de participation politique collectives dans des assemblées qui rendaient aux citoyens le contrôle et la responsabilité directe de leurs affaires, de leurs décisions. Ce sont des formes de pratiques démocratiques de masse courantes dans les mobilisations ouvrières, dans les quartiers, dans les syndicats paysans ou dans les communautés ancestrales. Ce qui est nouveau, c'est leur généralisation, la création d'un tissu démocratique à l'échelle régionale, préfigurant un réseau d'assemblées qui pourrait s'instaurer dans tout le pays.

Les formes d'organisation de la Coordination se sont développées sur quatre niveaux pendant les mobilisations d'avril. Le premier et le plus important est formé par les assemblées de comités de l'eau et de cultivateurs de parcelles irriguées, les assemblées de quartier et de communautés. Les gens y font le lien entre leurs problèmes particuliers et l'intérêt général, y discutent des actions à mener et de leur traduction au niveau local. C'est ainsi qu'est née la décision de former une force populaire collective pour investir la place et organiser ce qui est devenu, dans la chaleur des barricades, « *la guerre de l'eau* ».

La deuxième forme d'organisation fonctionne depuis plusieurs mois comme un parlement populaire. C'est l'assemblée des représentants de la Coordination. Elle est formée de délégués tournants représentant les comités de l'eau et des cultivateurs locaux, les syndicats agricoles, les comités de quartier, les associations pour l'eau, les syndicats et les fédérations urbaines, les "jeunes" et les étudiants. Pendant les mobilisations d'avril et avant l'instauration de l'état de siège, ce parlement a fonctionné quotidiennement et c'est son assemblée plénière qui a dirigé le mouvement.

Le troisième niveau est celui des assemblées municipales. Il s'en est tenu cinq en une semaine avec la participation d'une foule de dizaines de milliers de personnes (de 5 000 à 100 000). Elles témoignent d'une soif démocratique sans précédent, d'une multitude lassée que d'autres pensent et décident en son nom. Dans la chaleur des événements, ces gens du peuple veulent s'auto-représenter et s'auto-diriger. Ils bloquent leurs rues, barrent leurs routes, se rendent sur la place avec leurs enfants, armés de bâtons et de frondes, débattent en assemblées et mettent ensuite en

œuvre les décisions prises.

Dernier niveau d'organisation, le comité exécutif de la Coordination dirigé par Olivera et Omar Fernández. Son autorité incontestée vient de ce qu'il se contente de mettre en œuvre les décisions prises quotidiennement en assemblée. C'est l'aboutissement le plus authentique de cette extraordinaire démocratisation de l'espace public, de la mise en cause de l'étatisation comme de la privatisation des intérêts communs qu'a représentée cette révolution.

Reconstitution du tissu social

La consolidation de l'ordre social et de l'idéologie néolibérale dans la société bolivienne n'ont pas été seulement le résultat d'un ensemble de décrets et d'opérations de propagande. Elles résultent d'une transformation des structures sociales et symboliques. Le discours de l'efficacité marchande, de la gouvernabilité et la marchandisation du vote, l'intériorisation de l'impuissance sociale vécue comme une carence individuelle, la rupture des solidarités, tout cela est entré dans les consciences collectives des gouvernants et des gouvernés à mesure que les anciennes structures de cohésion sociale se désagrégeaient et faisaient place à l'atomisation, la concurrence et la perte de mémoire.

La crise du syndicalisme traditionnel, des formes coopératives de syndicalisation et de la COB qui symbolisait cette expression politique de la société a permis que s'engouffre le néolibéralisme. Cela a marqué la fin du mouvement ouvrier incarné par les mineurs, de l'ensemble des structures associatives à portée universelle de ces dernières décennies. On a vu émerger une société profondément atomisée, en miettes. Mais ces mécanismes destructeurs n'ont pas eu raison des réseaux locaux, dans les quartiers ou les agglomérations. Apparus autour de problèmes très concrets, limités à un domaine circonscrit à la communauté ou au quartier et, d'une certaine façon, très fragiles par leurs dimensions mêmes, ces réseaux élémentaires ont donné naissance en un temps record à un nouveau tissu à l'échelle régionale, avec une signification de portée nationale. La Coordination incarne la formation d'une nouvelle identité sociale plébéienne qui fait pièce

au discours régionaliste traditionnel des élites dorées mais crée aussi des pratiques d'autodétermination dans le domaine politique.

La production d'un champ d'action

Ce que la société du travail avait créé de meilleur, la COB, a subi ces quinze dernières années une défaite non pas tant du fait de la répression que de l'absence d'un horizon social alternatif. La défense légitime des droits acquis s'en tenait aux accords passés avec l'État national et la référence au socialisme ne dépassait guère une vision élargie du capitalisme d'État. Au fond, pendant des décennies, le peuple et la gauche ont été nationalistes et leurs rêves ont sombré avec l'État nationaliste pour faire place à une société sans âme. Cochabamba et jusqu'à un certain point les indiens aymaras de l'altiplano ont rompu cette funeste torpeur.

Le projet de la Coordination de créer une société autogestionnaire a brisé la dualité fallacieuse privé/État qui était au cœur des projets politiques. A l'image du politique traité comme une question autogérée, les richesses collectives comme l'eau doivent être l'affaire de tous : être gérées par ceux qui en ont besoin et les utilisent, autogérées par les citoyens eux-mêmes. C'est ainsi que naît une nouvelle idée de la souveraineté sociale jusqu'alors incarnée par l'État. Le bien commun, l'intérêt général ne sont pas le fait de l'État qui a démontré n'être qu'une forme de propriété privée des fonctionnaires du gouvernement. Ils ne doivent pas être aux mains d'une "communauté illusoire" de bureaucrates ; ils relèvent de la gestion régulée de tous par les mécanismes de démocratie que sont l'assemblée, les délégués tournants, etc.

La réhabilitation des us et coutumes comme partie du droit, incarnés dans la force de la multitude en révolte, postule à faire de ce qu'on qualifie abusivement d'archaïque un vecteur d'avenir, de modernité. On voit resurgir le rêve du vieux Marx de dépassement du règne du capital par la reconstruction, « *dans des conditions supérieures* », des structures communales agraires ancestrales.

Deux nouvelles propositions sociales s'affirment ici à long terme : autogestion et communauté. Tout comme les divers courants du mouvement ouvrier se sont alimentés au sens commun de la dissidence sociale dans les années quarante du XX^e siècle, un sens nouveau de la dissidence et de l'insoumission sociale a surgi avec l'impétuosité d'une rébellion sociale à l'aube du XXI^e siècle. La construction d'un horizon d'action alternatif à l'ordre existant passe maintenant inexorablement par ces deux dimensions de la multitude en mouvement : l'autogestion politico-économique et l'ayllu, la communauté ancestrale élargie. ■

Boletín Electrónico

Correo de prensa de la IV Internacional para América Latina y el Caribe

Le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale produit, en espagnol, un bulletin de presse électronique d'informations et d'analyses sur l'Amérique latine. Pour s'inscrire, envoyer le message « subscribe ci-prensa-I » à l'adresse électronique <majordomo@comlink.org>. Pour toute information : <germain@chasque.apc.org>

DOCUMENT

Le Venezuela est traversé par une transition politique institutionnelle caractérisée par l'écroulement du bipartisme traditionnel, par une crise économique brutale (presque 80 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté) et par les failles qui apparaissent dans le camp du président Hugo Chávez (1).

Le 28 mai, conformément à la nouvelle constitution, auraient dû avoir lieu des élections présidentielle, législatives, régionales et municipales qui ont été retardées en dernière minute. 11 millions d'électeurs (dont les militaires, qui voteront pour la première fois) devront élire un président, pour un mandat de 6 années, 166 parlementaires, 223 députés régionaux, 23 gouverneurs et 333 maires. A cela il faut ajouter des centaines de conseillers municipaux. Le processus pourrait concerner près de 200 000 candidats, selon les alliances que le chavisme, d'un côté, et l'opposition, de l'autre, réussiront à établir.

Par rapport aux mois précédents la situation a changé. La dispute électorale a lieu avec pour arrière fond une crise et des fractures à l'intérieur du Mouvement Ve République (Movimiento V República, MVR) et du Pôle patriotique (Polo patriótico). En mars dernier quelques commandants, qui avaient accompagné Chávez lors du soulèvement contre le gouvernement de Carlos A. Pérez en 1989, ont rompu avec le président actuel et, un d'entre eux, Francisco Arias Cárdenas, s'est présenté comme candidat présidentiel, avec un discours anti-corruption et libéral (il est pour la privatisation des entreprises publiques).

Entre temps, Patrie pour Tous (Patria para todos, PPT), une des principales forces de gauche faisant partie du Pôle patriotique (2) a pris ses distances avec Chávez. Aristobulo Isturiz, dirigeant du PPT, a fait part de l'intention de son organisation de quitter la coalition Pôle patriotique en déclarant « qu'il [Chávez] aille au diable ». Pablo Medina (3) a abondé dans le même sens : « nous laisserons les militants de Patrie pour tous sans candidat et que chacun fasse ce qu'il veut ».

« Super Chávez » doit donc faire face à des tensions avec ses alliés d'hier alors qu'en même temps apparaissent des tensions sociales et que quelques syndicats entrent en résistance. Il semble improbable qu'il puisse répéter le score électoral de plus de 70 %, comme lors des dernières élections.

L'article ci-dessous présente quelques explications du panorama politique et du projet chaviste. Surtout, c'est une approche très dure et critique venant de la gauche. Son auteur est un des dirigeants historiques de la gauche latino-américaine, Douglas Bravo, ancien dirigeant des Forces armées de libération nationale (FALN), organisation de la guérilla vénézuélienne des années soixante.

Erensto Herrera

« Chávez s'est compromis avec des secteurs de la classe dominante »

Déclaration de Douglas Bravo

La souveraineté nationale est sans aucun doute l'héritage le plus cher de notre nationalité, transmis par les patriotes du XIX^e siècle. Et avec elle la valeur de la liberté dans ses différentes expressions, l'exercice des droits des citoyens, la démocratisation incessante du pouvoir, le renforcement de la dignité humaine, constituent le fondement de notre comportement. Notre peuple a toujours fait preuve d'une capacité significative de résistance et d'intégrité tout au long de son histoire. Grâce à cette capacité, les forces populaires se soulevèrent le 27 février 1989 dans la plus splendide, légitime et radicale insurrection du XX^e siècle vénézuélien (4). Cet événement a inauguré un nouveau rôle du peuple puisque la réponse immédiate à l'implantation du modèle de globalisation néolibérale entamé par Carlos Andrés Pérez, a constitué un nouveau réveil du peuple.

C'est pour cette raison que le 27 février 1989 fut le véritable point de départ des nouveaux changements révolutionnaires que réclament aujourd'hui les masses paupérisées de notre pays. Voilà pourquoi nous arrivons en l'an XI de la nouvelle confrontation culturelle, politique, économique, sociale, religieuse et militaire la plus importante de notre histoire récente, menée par les forces de l'émancipation et de la souveraineté, la ferveur populaire et le patriotisme digne et authentique, d'un côté, et les forces

de la mondialisation, de l'oppression et de l'humiliation de l'autre. Telle est la véritable réalité, le conflit historique fondamental de ces dix dernières années, non encore résolu et en vertu de quoi notre pays a vécu, vit et continuera de vivre sous le choc.

Le président Hugo Chávez avec une habileté respectable qui finira par s'épuiser, tient un double langage de plus en plus discredité dans l'opinion publique. D'un côté, son apparence rédemptrice dont les valeurs les plus cotées par lui-même et ses conseillers se reflètent dans les résultats des sondages par une sensible baisse de popularité. De l'autre, on trouve la réalité du plan politique de Chávez dans les accords avec les multinationales, avec des secteurs antinationaux de la bourgeoisie vénézuélienne comme les Cisneros, et avec les Américains et la Banque mondiale auxquels il a garanti une continuité dans leur pouvoir afin qu'ils puissent continuer de dévaster nos richesses de base, entraînant la pauvreté et limitant notre souveraineté. Le décret pour la convocation du référendum en faveur de l'Assemblée nationale constituante a légalisé les accords internationaux qui affectent notre souveraineté, accords signés par Caldera (5) avec les transnationales en matière d'ouverture pétrolière, minière et forestière, et qui avaient été contestés devant la vieille Cour suprême de justice, laquelle avait émis une décision favorable à l'ouverture pétrolière. Maintenant, paradoxalement, avec la mal nommée révolution pacifique du commandant, nos souveraine-

1. *Inprecor* n° 442 de décembre 1999 a publié un article présentant la situation au Venezuela après l'arrivée au pouvoir du président Hugo Chávez (élu lors de la présidentielle du 6 décembre 1998 avec 56,2 % des suffrages exprimés).

2. Le Pôle patriotique est une coalition regroupant le Mouvement V^e République, Patrie pour tous (PPT) et le Mouvement vers le socialisme (MAS, fondé en 1971 par l'ancien guérillero Teodoro Pettkoff).

3. Dirigeant historique Causa Radical, organisation de gauche radicale qui s'est divisée lors de la campagne présidentielle de 1998. *Inprecor* n° 376 de janvier 1994 a publié un entretien avec Pablo Medina.

4. A la suite d'un plan d'austérité imposé par le président Carlos Andrés Pérez (Action démocratique) la population pauvre est descendue dans les rues à Caracas, pillant les magasins. Une féroce répression (246 morts officiellement, entre 500 et 1200 morts selon l'opposition) s'en est suivie, mais des émeutes de la faim ont à nouveau eu lieu en 1990.

5. Rafael Caldera Rodriguez fut président de 1974 à 1978 sous l'étiquette d'Action démocratique et, à nouveau, de 1994 à 1998 sous l'étiquette de Convergence démocratique, une coalition de 17 partis (dont les conservateurs, le MAS et le PC). Son gouvernement a sombré dans la corruption (cf. *Inprecor* n° 442).

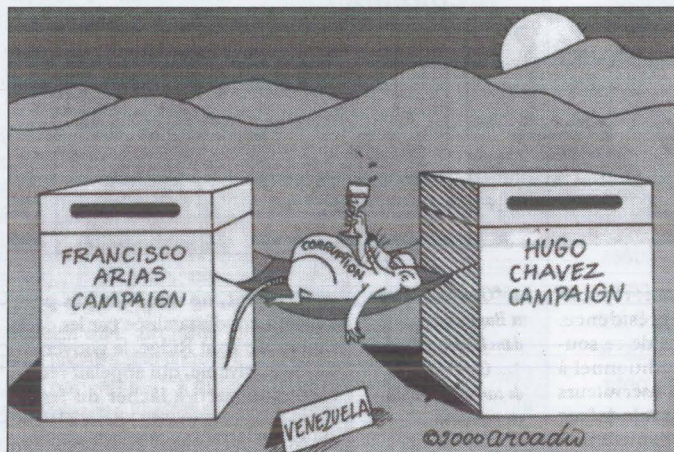
tés se trouvent — comme le dit l'écrivain Luis Brito Garcia — dépecées.

Petit à petit, nous sommes aujourd'hui moins indépendants et moins souverains qu'avant. « *Le Décret ayant valeur de loi sur la protection des investissements, autorise les étrangers à empêcher le Venezuela de modifier les lois qui les arrangent. Le traité sur la double fiscalité autorise les étrangers à ne pas payer les impôts qu'ils doivent sur les richesses qu'ils ont accumulées au Venezuela. Ces deux normes soumettent le pays au jugement de tribunaux ou de commissions d'arbitrage étrangères. Nous ne pouvons pas librement nous doter de lois, ni les appliquer, ni les interpréter.* » Ces deux aspects décrits par Brito Garcia, sont bien un exemple auquel nous pouvons ajouter les incessantes privatisations des entreprises essentielles de Guyane, la législation agricole qui consacre la remise des terres entre les mains des grands capitalistes de l'industrie agro-alimentaire, et, sur le plan militaire, l'acceptation des survols par les forces du Nord sous prétexte de lutter contre les narcotrafiquants, et derrière cela se cachent les nouveaux plans d'occupation stratégique de nos territoires. Nous citons de nouveau : Souveraineté en morceaux de Luis Brito Garcia : « *Après le survol vient la base, après la base les renforts, puis la présence militaire continue, ensuite les "manœuvres conjointes" et notre sujétion réelle aux stratégies de la puissance d'occupation.* » (El Nacional du 4 mars 2000).

Quant au drapeau le plus agité par l'actuel président, celui de la lutte contre la corruption, il est évident qu'il n'y a eu jusqu'à maintenant aucune personnalité corrompue emprisonnée. Les grands capitalistes qui ont endetté le pays et possèdent des comptes en banque à l'étranger qui leur rapportent des intérêts substantiels, continuent de jouir d'une bonne santé financière et de la liberté de mouvement. Pas un seul de nos super dévalués bolívares n'a été récupéré des coffres suspects des grands corrompus pour les réinsérer dans les plans d'assainissement économique de la Nation ou de la protection sociale. En définitive, il n'est rien arrivé de significatif sauf le simple changement d'une nomenclature institutionnelle, du pouvoir judiciaire et le déplacement de quelques anciens juges et fonctionnaires d'État pour les remplacer par d'autres qui s'avèrent être moins honnêtes et plus pervers que les précédents. De telle façon que les grandes aspirations des pauvres et de la classe moyenne

du Venezuela sont à nouveau flouées, il faut donc ajouter encore une période de décomposition et de frustration. En effet, ce qui s'impose actuellement, c'est le modèle économique, social, culturel, politique et militaire de la mondialisation et la persistance de la corruption, ce qui se traduit inévitablement par la présence chronique de la misère avec le spectre du chômage, la promiscuité, la faim et la criminalité. L'inflation, le manque de logements, l'insécurité, la démoralisation, le stress et la névrose collective, le désespoir et la dépression psychique et spirituelle montreront le paysage existentiel de notre peuple en vérifiant la nouvelle tromperie menée par un gouvernement qui n'a même pas su faire honneur à sa première image de fils rebelle de la République et héritier de l'armée de libération bolivarienne.

Face à cette pathétique réalité, certains



secteurs des forces populaires envoient des signaux de fumée avec des signes de type alternatif. Concrètement, il s'agit des luttes des communautés indigènes et paysannes pour la récupération des terres dont les conceptions de propriété collective — entretien des sols, formes de convivialités, d'organisation et de luttes — correspondent à des points de vue alternatifs et à des aspirations de changement de société. De même, dans les différentes villes du pays, les communautés organisées des quartiers, des secteurs étudiants, des ouvriers, des écologistes et d'autres ne se contentent plus d'attendre et mènent d'importantes luttes revendicatives. Sur le terrain politique, on observe que les regroupements de partis recommencent à s'épuiser en batailles bureaucratiques pour obtenir un peu plus de pouvoir dans ce qui est la plus perverse des répartitions électorales. D'autre part, une partie des secteurs patriotiques et révolutionnaires paraissent un tant soi peu confondus de ne pas avoir clairement identifié l'ennemi historique fondamental de cette étape. Il est évident que le vieux pacte de Punto Fijo approuvé par AD

et COPEI (6) n'est plus l'ennemi politique principal, même s'ils sont toujours là, comme des gardiens sans scrupules du capitalisme mondialisé.

Il est donc nécessaire de mettre en évidence que l'ennemi principal du peuple vénézuélien et de la souveraineté de la patrie est l'objectif de la mondialisation parce que son unique et absolue loi est celle du gain et de l'accumulation démesurée de capital et de pouvoir, c'est pourquoi sa nature est antipopulaire et antinationale.

Le président Chávez est arrivé et se maintient au Palais de Miraflores justement parce qu'il s'est compromis avec certains secteurs des classes dominantes et qu'il exécute les plans essentiels de la mondialisation. Grâce à cela, il bénéficie de l'appui des grands capitaux multinationaux, de l'état-major conservateur des forces armées et des secteurs les plus illustres du Pentagone. Le pugilat prolongé contre le puntofijisme (7) fait partie de la pantalonnade du président, de son spectacle politique de bas étage avec lequel il prétend disqualifier les secteurs dissidents révolutionnaires en les cataloguant comme puntofijistes. C'est une vieille stratégie de facture adéco-bétancuriste (8) qui stigmatisait la dissidence avec le sobriquet de perezjimenisme (9) et de cette façon neutralisait l'opposition tandis qu'elle avançait dans l'alliance avec les compa-

gnies pétrolières et les Nord-américains consolidant ainsi la démocratie formelle corrompue et déprimante, qu'ils ruinèrent ensuite jusqu'à satiété. Aujourd'hui, nous sommes en présence d'une situation semblable comme si la fatalité de l'histoire était inéluctable. Mais nous devons dire que ce n'est pas vrai, que maintenant des avant-

6. L'Action démocratique (AD, social-démocrate) et le Comité d'organisation politique des électeurs indépendants (COPEI, chrétien-démocrate), sont les deux partis politiques bourgeois traditionnels/. Leur corruption sans limites et leur politique agressivement néolibérale leur fit perdre toute légitimité, ce qui a ouvert la voie à la victoire de Hugo Chávez lors de l'élection présidentielle de 1998.

7. Adjectif dérivé du Pacte de Punto Fijo, signé le 31 octobre 1958 entre les trois partis qui allaient appuyer Romulo Betancourt (AD, COPEI et l'URD, ce dernier réduit au rôle de « petit parti ») qui a institué le « modèle vénézuélien de démocratie », un système de facto bipartite, qui s'est effondré en 1998.

8. Adjectif formé à partir du nom de Romulo Betancourt et du parti AD qu'il a fondé.

9. Du nom de Marcos Perez Jimenez, dictateur de 1952 à 1958.

gardes existent avec une nouvelle pensée émancipatrice beaucoup plus mûre, avec un réel ancrage dans des secteurs importants de la population et des intellectuels sensibles aux manifestations du pouvoir souverain des communautés organisées.

Aujourd'hui à la différence du passé, nous sommes très nombreux à comprendre que la révolution est avant tout un processus graduel de lutte de valeurs contre d'autres valeurs, dans lequel se forge et émerge une nouvelle civilisation, que la contradiction principale de notre société se situe entre émancipation et mondialisation. Que les concepts sur lesquels se construit la nouvelle civilisation sont : l'entière souveraineté du peuple face à un quelconque oppresseur étranger ou national, l'autogestion économique et sociale pour construire une économie propre et technologiquement indépendante, l'exercice direct du pouvoir politique, social et militaire par les communautés organisées, la préservation, le soin et la défense des ressources naturelles et de l'environnement, etc.

Nous partons de la conviction que l'apprentissage des peuples n'est pas statique mais dynamique, fait de recherche incessante et d'assimilation d'expériences et d'idées, aussi irréductible que silencieux, et à cause de cela explosif, créateur et savant. Il est opportun de rappeler une fois de plus le credo du poète Aquiles Nazoa pour confirmer notre foi dans le pouvoir créateur du peuple. Autour des méga élections, il est évident qu'une compétition bureaucratique sans pitié s'est mise en marche, révélatrice de la médiocrité politique et des appétits personnels qui règnent à l'intérieur de la direction du Pôle patriotique et du MVR, organisation qui s'avère être une copie conforme des originaux AD, COPEI et associés. Et c'est précisément pour cela qu'a flotté, comme les déchets dans l'eau, le scandale des commandants qui ont manipulé l'opinion publique en utilisant le mythe du 4 février (10) pour justifier ce qui est précisément sa perdition et son effondrement historique en s'en remettant aux vieilles structures du pouvoir pour devenir les gestionnaires du système capitaliste mondialisé. Le commandant Francisco Arias Cardenas et le groupe qui le suit sont comme Chávez bien loin du programme et des postulats que le pays avait espérés le 4 février 1992 : leurs contradictions expriment une lutte malheureuse très sale d'ailleurs pour le partage du pouvoir, ce qui les discrédite dans leur image de patriotes jadis honnêtes. La dignité est

10. Référence au 4 février 1992, jour de l'arrestation de 1098 militaires lors de l'échec du coup d'État de Hugo Chávez.

fétichisée dans les discours de ces nouveaux représentants du vieux pouvoir oppressif et corrupteur.

Et comme on dit, la lutte continue. Elle correspond donc aux secteurs et aux forces de l'émancipation assumant les décisions, les compromis et les risques que le moment exige de nous. En premier lieu, il s'agit de reprendre les mots d'ordre et les idées pour le réarmement philosophique et politique des avant-gardes populaires. Développer un plan de reprise du mouvement populaire à travers l'organisation des luttes pour ses propres revendications. Impulser toutes les manifestations possibles, fermes et résolues, pour le sauvetage de la souveraineté et l'indépendance de notre patrie. Stimuler, créer, appuyer, consolider toutes les formes de

construction de la nouvelle civilisation, qui a pour fondements les aspirations millénaires à la liberté et au bonheur.

Nous sommes au temps où les faux mythes tombent en raison de leur propre fausseté et où les vrais mythes resurgissent dans le paradoxe de l'existence humaine. Ni la démocratie du vieux pacte de Punto Fijo, ni le militarisme mondialisé de Chávez ne garantissent le bonheur du peuple. Un nouveau pouvoir social, politique, militaire et culturel des communautés organisées est le chemin pour retrouver l'utopie où les rêves rejoignent la réalité et où le peuple soit le maître absolu de son destin. Chávez a capitulé. La lutte continue. Jusqu'à la victoire.

Mars 2000

Projet politique troisième voie

Colombie

Libardo Gonzalez (1942-2000)

Si l'on voulait résumer le rôle joué par le camarade Libardo Gonzalez dans l'histoire de la gauche colombienne on pourrait dire qu'il était une sorte de Plekhanov du trotskisme mérité.

Il était né en 1942 à Buga, à l'ouest du pays, où il a commencé son activité intellectuelle et militante. En tant qu'intellectuel il s'est fait remarquer dès les années 70 par son travail de propagandiste, de professeur d'université et de dirigeant syndical enseignant. Cela lui valut d'être victime de la répression au cours des années 80, lorsqu'il a été emprisonné sous l'accusation fallacieuse de "terrorisme", blessé à la jambe et torturé.

Durant sa jeunesse la pensée stalinienne était majoritaire dans la gauche ayant une certaine tradition historique. C'est là que Libardo, qui avait une grande formation intellectuelle et académique autodidacte, s'est donné pour tâche de promouvoir un courant pour la construction d'un parti politique révolutionnaire de masse, ce qui l'opposait tant au stalinisme, qu'au « foquisme » (1) de certaines organisations de la guérilla. A cette époque, bien que le courant trotskiste international avait des années d'existence, au niveau national il était presque absent et n'avait pas de tradition organisation-

nelle. Le mérite de Libardo a consisté à oser penser d'une autre façon malgré ce constat.

C'est à partir de là qu'on peut comprendre ses efforts pour publier la revue *Prensa Obrera* autour de laquelle s'est réuni un noyau initial de jeunes, intéressés aux propositions politiques et programmatiques de la IV^e Internationale. Beaucoup d'entre eux avaient appartenu à l'éphémère Parti révolutionnaire socialiste (PRS), une petite scission du Parti communiste colombien dirigé par le génial et créatif intellectuel de gauche Estanislau Zuleta. C'est dans la lignée de cet effort que Libardo avait publié en 1971 un recueil des articles de Trotsky intitulé "A propos de la révolution socialiste". C'est aussi à cette occasion qu'il écrivait une introduction sous le pseudonyme de José Cova (= Koba, pseudonyme employé par Staline) et en faisant preuve de l'ironie qui caractérisait sa personnalité.

Prensa obrera est devenue ultérieurement le porte-parole de la première section de la IV^e Internationale en Colombie, la Liga Espartaco. Là, Libardo allait jouer un rôle dirigeant de première importance. Cette situation s'est prolongée lors de la création de la LCR, puis du PSR, dernière section colombienne de la IV^e Internationale (2).

Libardo a écrit de nombreux articles dans les journaux révolutionnaires et dans diverses revues. Ses livres les plus importants sont "L'État et les partis politiques en Colombie"

(1975), "Le marxisme et la question agraire au cours des temps" (1973), "L'eurocommunisme" (1976), "Contribution à l'histoire politique de la Colombie" (1984).

Malgré les conditions politiques défavorables au cours des dernières années, on le retrouvait de façon militante en essayant de construire des ONG et des organisations politiques, ce qui prouve d'une façon ou d'une autre, que l'idéal socialiste et révolutionnaire pour lequel il avait lutté depuis sa jeunesse n'a jamais faibli.

Cela constitue un autre grand mérite de sa vie.

A la fin du mois de mars dernier le camarade Libardo Gonzalez a été terrassé par un infarctus qui, soudain, l'a retranché du monde. Il ne pouvait mourir que par surprise, car, nous sommes certains que s'il s'en était douté, par un geste ironique il aurait réussi à retarder quelque peu l'heure de son décès.

Colombie, 1 Mai 2000
Jesus R. Bolivar B.

1. Du terme « foco » (foyer), car certaines stratégies de la guérilla envisageaient la révolution comme devant s'étendre à partir d'un « foyer » central de guérilla.

2. En août 1987, les militants du PSR, soucieux de faire progresser l'unité des révolutionnaires colombiens, ont pris la décision de s'intégrer au sein de l'organisation A Luchar et de dissoudre leur propre parti (cf. *Inprecor* n° 263 du 11 avril 1988).

Le premier congrès du Labour Party Pakistan (LPP)

Par
Salah Jaber*

Le Labour Party Pakistan (LPP, Parti du travail du Pakistan) a tenu son premier congrès à Lahore, du 15 au 18 avril, en mettant à profit l'accalmie relative dans les conditions répressives sous le régime militaire du général Pervez Musharraf. De fait, le congrès s'est tenu dans les locaux de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, une organisation démocratique progressiste qui avait aimablement loué au LPP sa salle de conférences moderne pour une somme symbolique.

L'organisation du congrès était tout à fait remarquable : depuis les dossiers et badges distribués aux participants, jusqu'à la façon dont les travaux furent conduits et à la nourriture. La salle où le congrès eut lieu était pleine à craquer, avec plus de 200 personnes (y compris des enfants amenés par leurs parents). Les délégués élus ou désignés étaient au nombre de 135, représentant une organisation de près de 2 000 membres (à des degrés divers d'engagement militant) répartis sur l'ensemble du territoire pakistanais, la plupart étant concentrés dans les deux provinces les plus peuplées, le Pendjab et le Sind. Les délégués étaient en majorité des hommes d'âge moyen, ouvriers ou syndicalistes.

Cela témoignait, d'une part, de l'implantation fort importante du LPP dans le mouvement syndical pakistanais, en particulier parmi les cheminots. Plusieurs délégués étaient des responsables syndicaux de haut rang. Mais cela indiquait aussi, d'autre part, une certaine faiblesse du recrutement dans la jeunesse, bien que quelques jeunes délégués aient fait preuve de beaucoup d'énergie. Cela révélait, enfin et surtout, une faiblesse majeure en ce qui concerne la participation féminine. Ce n'est pas surprenant dans un pays, comme le Pakistan, où la condition hautement opprimée des femmes commune à l'ensemble du sous-continent sud-asiatique est aggravée par la prédominance de l'Islam sous ses deux formes traditionnelle et intégriste militante.

La proportion de femmes parmi les délégués était très faible ; une seule d'entre elles prit part — et une seule fois — aux discussions politiques générales durant les quatre jours de congrès. Cette femme courageuse fut interrompue à plusieurs reprises et réagit avec une

combativité remarquable. La direction du parti a essayé de compenser la faible proportion de femmes en faisant siéger une camarade parmi les trois membres du comité de présidence. Mais il était clair que beaucoup reste à faire à ce niveau, et — bien que la direction du LPP et certains des membres du parti soient certainement décidés à améliorer la situation du parti à cet égard — cette tâche requerra des mesures très radicales et très énergiques.

La configuration du congrès du parti était un reflet exact de la nature du processus qui a conduit à sa création. Le LPP est, en effet, une organisation très récente : il y a cinq ans à peine, son premier noyau comprenait moins de dix militants ! Ces camarades étaient membres du Comité pour une Internationale ouvrière

ses satellites, ainsi que par l'évolution politique de la Chine, tout en restant attachés, malgré tout, à une politique radicale de lutte de classes. Ces cadres expérimentés purent attirer un certain nombre de nouveaux militants parmi les couches très larges radicalisées tous les jours par les conditions de grande misère dans lesquelles vit la grande majorité des Pakistanais. L'essentiel de ce ressentiment social est ordinairement canalisé et détourné dans un sens réactionnaire par les très nombreux groupes intégristes actifs au Pakistan. C'est d'autant plus vrai que la gauche radicale a été particulièrement faible et inefficace dans ce pays depuis des décennies. Le LPP est confronté au défi de remplir avec succès ce vide à gauche.

La nature hétérogène de la base du LPP, découlant de la façon même dont il a été formé en tant que regroupement, s'est trouvée reflétée durant les débats du congrès. La direction du parti ne fit rien afin de masquer les divergences ou d'empêcher une quelconque discussion : de ce point de vue, le congrès du LPP fut une preuve tangible du caractère profondément démocratique du parti, y compris de l'absence de tout « culte » de la direction en son

sein. Les cadres expérimentés, présents en nombre important parmi les délégués, se comportèrent tous comme des égaux, décidés à construire une « maison commune » pour les militants socialistes pakistanais.

C'est ainsi que deux débats, qui eurent lieu le second jour du congrès, furent particulièrement animés : le débat sur la stratégie révolutionnaire (la théorie de la révolution permanente) et le débat sur la question nationale au Pakistan. Sur le premier thème, il subsiste des tensions au sein du parti entre quelques militants provenant du CWI trotskyste et d'autres provenant de traditions pro-Moscou ou pro-Pékin et qualifiés par les premiers de « staliniens ». Le recours à une telle épithète est d'autant plus regrettable qu'il devrait être évident qu'aucun « stalinien » véritable ne pourrait adhérer à un parti comme le LPP.

* Salah Jaber est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.



(CWI), organisation trotskyste dominée par la tendance *Militant* de Grande-Bretagne (devenue aujourd'hui le *Socialist Party*). Parmi ces premiers camarades, quelques-uns avaient pratiqué « l'entrisme » (la tactique de construction du parti qui était la principale caractéristique de la tendance *Militant*) dans le parti populiste bourgeois de Benazir Bhutto, le Pakistan People's Party. Ils sortirent de cette expérience en optant pour un regroupement large de militants ouvriers radicaux, au moment même où le courant *Militant* en Grande-Bretagne connaissait une scission autour de la question de l'alternative à l'entrisme dans cette phase post-stalinienne de l'histoire mondiale.

Le petit noyau des fondateurs du LPP, dirigé par le camarade Farouk Tariq, réussit brillamment à regrouper un vaste éventail de militants révolutionnaires, dont plusieurs proviennent de traditions pro-Moscou ou pro-Pékin. Ces camarades avaient été désabusés par l'effondrement de l'Union soviétique et de

Il ne fait pas de doute, en effet, que la nature politique du parti, telle que l'exprime son hebdomadaire *Mazdoor Jeddojuhd* (*Lutte ouvrière*), est très clairement marxiste révolutionnaire. Le LPP défend l'idée qu'il ne saurait y avoir de solution radicale des tâches nationales et démocratiques au Pakistan, ou dans tout autre pays dépendant, sous une direction bourgeoise, aussi progressiste qu'elle pût être. La seule voie pour la solution radicale de ces tâches est une révolution des masses travailleuses dirigées par la classe ouvrière, libérant le pays de la dictature du capitalisme mondial et de ses relais nationaux.

Comme Farouk Tariq l'expliqua justement dans son intervention sur cette question, ce qui compte c'est que le LPP adhère à cette conception stratégique : qu'elle soit appelée « *révolution permanente* » ou non est une question tout à fait secondaire, de nature historique. Seuls des sectaires peuvent accorder plus d'importance à une querelle sur des étiquettes, ou sur l'histoire (comme le débat Lénine contre Trotsky avant 1917) qu'à la question réelle : celle de la perspective stratégique du parti pour la lutte au Pakistan. La réponse à cette question cruciale fut donnée très clairement selon la ligne exposée ci-dessus, et ne fut mise en cause par aucun camarade.

La discussion sur la question nationale au Pakistan fut également animée, en particulier sur le statut de la communauté Mouhajir (réfugiée au Pakistan après la partition de l'Inde) dans le Sind. Le fait est que la question nationale en général est l'une des questions les plus complexes et les plus épineuses dans la théorie et la politique marxistes. La tendance du *Militant* britannique a une tradition particulièrement déficiente sur cette question, tandis que l'héritage stalinien n'est aucunement meilleur. De cette double déficience, il résulta une tentative de traiter cette question durant le congrès avec des catégories ossifiées et des schémas rigides (comme la célèbre et bien mauvaise définition formulée par Staline en 1913), qui ne sont certainement pas adaptés à un pays avec un tissu national et ethnique aussi complexe que celui du Pakistan. Il faut espérer que le parti sera capable de surmonter toutes les divisions potentielles sur une question pareille, qui pourrait facilement devenir explosive. La seule façon possible de le faire est d'adhérer à la même approche souple et profondément démocratique que Lénine développa au sujet de la question nationale dans l'empire russe, où celle-ci était encore plus complexe qu'au Pakistan.

En dehors de ces sujets litigieux, les débats furent relativement sereins et fondés sur un consensus reflété dans le principal document programmatique soumis au congrès. La discussion sur l'intégrisme musulman, le premier jour, montra la profonde aversion que les militants progressistes pakistanais éprouvent naturellement à l'égard d'un courant qui joue un rôle totalement réactionnaire dans la politique locale. Il y eut néanmoins une certaine exagération

dans l'assimilation de l'intégrisme musulman au fascisme, qui fut corrigée au cours de la discussion en faveur de l'affirmation selon laquelle il y a des traits communs aux deux courants — une affirmation qui laisse ouverte l'appréciation de l'ampleur des différences entre eux dans chaque cas concret. En dernière instance, la tactique face aux groupes intégristes islamiques devrait être fondée sur l'analyse concrète de chaque situation concrète, sans aucune illusion quant au caractère socialement réactionnaire de cette tradition dans son ensemble.

La discussion organisationnelle, au quatrième et dernier jour du congrès, fut également consensuelle : le parti envisage de mettre sur pied une organisation à deux échelons. C'est une idée de bon sens dans un pays avec un taux d'illettrisme aussi élevé, si l'on veut préserver un fonctionnement démocratique du réseau de cadres (l'échelon dirigeant). Le journal du parti est actuellement le seul hebdomadaire de gauche du Pakistan ; il est fréquemment utilisé et cité dans la presse nationale et dans les universités. Sa circulation atteint un maximum de 3 000 exemplaires et devrait être augmentée (une motion fut adoptée, prohibant les publicités commerciales dans l'hebdomadaire, suite à la publication incongrue d'une pub sexiste pour un « *produit de beauté* »).

Plusieurs militants d'autres organisations et d'autres pays assistèrent également au congrès. Un accueil particulièrement chaleureux fut réservé aux représentants de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs d'Afghanistan. Le troisième jour du congrès fut consacré à la question des courants révolutionnaires internationaux : le LPP est fermement attaché au principe d'une organisation révolutionnaire internationale, et c'est dans cet esprit que la direction du parti avait invité des représentants de courants internationaux à présenter leurs conceptions.

Furent invités à s'exprimer sur ce sujet : la IV^e Internationale ; deux tendances issues d'une fraction ayant rompu avec la IV^e Internationale en 1979 et généralement désigné sous le nom de « *moréniste* » : la Ligue internationale des travailleurs (LIT) et l'Union internationale des travailleurs (UIT), une scission de la LIT ; le Democratic Socialist Party (DSP) d'Australie, qui quitta la IV^e Internationale en 1985 ; et des militants allemands qui ont rompu récemment avec le CWI.

Au nom de la IV^e Internationale, l'auteur de ce rapport assura aux camarades du LPP que l'Internationale, qui partage la même conception ouverte de la construction du parti sur laquelle le LPP a été fondé, continuera à apporter sa solidarité active aux camarades pakistanais — quelle que soit l'option qu'ils adopteront finalement quant à leur affiliation internationale, lorsque le parti sera en mesure de prendre une décision sur cette question. ■

Trois questions à Gilbert Achcar*

Manifesto : Les critiques de la politique d'expansion de l'OTAN vers l'Est ont avancé l'argument selon lequel celle-ci pousserait la Russie à renforcer sa collaboration avec la Chine. Au contraire, les partisans de l'élargissement ont souligné la nécessité de protéger l'Europe de l'Est contre une résurgence des visées impériales russes. Quelle est votre position sur ce sujet ?

Gilbert Achcar : Je suis résolument de l'avis des premiers. La perspective d'un rapprochement sino-russe ne relève d'ailleurs plus de la spéculation sur le futur. D'ores et déjà, la Russie est devenue le fournisseur attiré de la Chine en matériel militaire sophistiqué (avions, sous-marins, destroyers, etc.). En fait, Moscou livre aujourd'hui à Pékin un type d'armement que l'Union soviétique refusait jadis à ses alliés les plus fidèles. Ceci ne correspond pas seulement à un intérêt économique de la Russie, dont les armes sont, avec les hydrocarbures, les seuls produits immédiatement solvables sur le marché mondial.

Il est clair que le fait d'être le fournisseur attiré d'un pays en armes de

pointe crée des liens stratégiques autrement plus importants que ceux qui résultent de la vente de téléphones mobiles... Ces liens se renforcent sur la base d'une convergence politique de plus en plus accentuée entre les deux pays : Moscou et Pékin dénoncent à l'unisson « l'hégémonisme » américain et la tentation d'un « monde unipolaire ». Ils se soutiennent mutuellement (Tchéchénie, Taiwan, etc.), et tissent tous deux des liens privilégiés avec des États classés à Washington dans la catégorie des rogue states (États scélérats), comme la Yougoslavie de Milosevic, l'Iran, etc. C'est là la conséquence normale d'une politique occidentale toujours placée de fait sous le signe de l'endiguement (containment) de la Russie et de la Chine.

Quant à l'argument des visées impériales de la Russie, je dirai deux choses : d'une part, qu'il s'agit bien évidemment d'une prophétie auto-réalisante (self-fulfilling prophecy), puisque plus la Russie se sent menacée, plus elle aura tendance à raffermir son contrôle sur ses marches impériales

* Gilbert Achcar enseigne à l'Université Paris VIII de Saint-Denis et à l'Université américaine de Paris. Il a récemment publié « *La nouvelle Guerre froide, le monde après le Kosovo* » (Paris 1999, PUF) et dirigé l'ouvrage collectif « *Le marxisme d'Ernest Mandel* » (Paris 1999, PUF). Cette interview a été réalisée pour le premier numéro (juin 2000) du nouveau mensuel de la gauche radicale grecque *Manifesto*, dont nous remercions la rédaction de nous l'avoir fourni.

traditionnelles. En ce sens, la guerre de Tchétchénie est la conséquence naturelle de la guerre du Kosovo ! D'autre part, ceux qui veulent contrer les visées impériales de la Russie le font à partir de sentiments nobles et humanitaires ? Seuls des nigauds peuvent croire à de telles sornettes. Les visées impériales des uns ne sont pas plus légitimes que celles des autres. Toutes sont également exécrables, et elles se nourrissent mutuellement.

Manifesto : Comment donc combattre ces visées impériales contradictoires en les rejetant également ? Ne faudrait-il pas exploiter les contradictions entre elles, en soutenant les plus faibles contre les plus forts ?

Gilbert Achcar : Ce qui équivaldrait à soutenir la Russie et la Chine contre l'OTAN... Je crois que ce type d'argument, le fameux argument de l'ennemi principal et de l'ennemi secondaire, est particulièrement pernicieux. À moins de s'identifier avec l'un des camps en présence en considérant ses visées comme légitimes, il serait tout à fait néfaste de soutenir une politique poursuivant des visées illégitimes sous le prétexte qu'elle s'oppose à d'autres visées illégitimes s'appuyant sur une plus grande puissance. S'identifier avec les victimes des deux camps, tant avec les populations irakienne et serbe (les populations et non les gouvernements) qu'avec les populations tchétchène et tibétaine, est la seule attitude qui permette de construire une politique conséquente d'opposition à toute hégémonie mondiale.

Il faut, contre les visées impériales de toutes sortes, défendre les principes progressistes du droit international : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, égalité souveraine des États, prohibition

de tout usage de la force en violation du droit international, etc. Et pour promouvoir ces principes, il faut défendre une politique de désarmement mondial et d'élimination des tensions. C'est dans cette optique qu'il faut non seulement s'opposer à l'élargissement de l'OTAN à l'Est, mais exiger même la dissolution de l'OTAN, d'autant plus qu'elle s'est reconvertie d'alliance défensive en organisation d'intervention sécuritaire.

Il est vrai cependant que la politique la plus périlleuse, aujourd'hui, pour la paix mondiale est celle des États-Unis d'Amérique, qui doit, à ce titre, être la cible principale, mais non exclusive, du mouvement international de la paix. Il n'est qu'à voir comment les États-Unis cherchent, à présent, à réviser ou abroger le traité ABM limitant le déploiement de réseaux antimissiles, au moment même où la Douma russe ratifie le traité START-II de réduction des armes nucléaires stratégiques. Les projets américains de déploiement de réseaux antimissiles sur le territoire américain et en Asie du Nord-Est sont de nature à aggraver considérablement les tensions entre Washington, d'une part, Moscou et Pékin, de l'autre.

Manifesto : La création d'une armée européenne est maintenant à l'ordre du jour de l'Union européenne. Croyez-vous que l'Europe occidentale soit prête à "s'affranchir" de la tutelle militaire des États-Unis ? Quelle est l'attitude américaine à ce sujet ?

Gilbert Achcar : Il faut d'abord ramener les choses à leurs justes proportions. Le sommet européen d'Helsinki a décidé de mettre sur pied une capacité européenne de déploiement de 60 000 soldats en 60 jours et de maintien de cette force pour une durée d'un an, ce qui implique la mobilisation de plus de 60 000 soldats en tenant compte des rotations. Ce n'est certes pas négligeable, mais on est encore loin d'une "armée européenne" qui supposerait au premier chef des moyens de frappe aérienne. Il s'agit seulement d'une force d'intervention dans le cadre d'opérations du type "maintien de la paix", à l'instar des troupes actuellement déployées au Kosovo. L'expérience du Kosovo a été d'ailleurs l'une des principales motivations de cette décision d'Helsinki : les membres européens de l'OTAN peinent à assurer les contingents qu'ils se sont engagés à fournir, au moment même où les pressions s'accroissent aux États-Unis pour un retrait des troupes américaines du Kosovo.

C'est ce qui explique également que Washington plaide constamment pour le renforcement des capacités européennes d'intervention : toute l'expérience de la Bosnie était déjà là pour montrer les conséquences graves de l'impuissance européenne dans une situation où l'intervention des États-Unis était bloquée par un Congrès qui lui était hostile. C'est pourquoi Washington désire que ses partenaires européens accroissent leurs dépenses militaires et leur capacité d'intervention autonome. Toutefois, pour Washington, cette capacité autonome doit s'exercer dans le cadre de l'OTAN, en tant que "pilier européen" de l'Alliance, et n'intervenir qu'avec la bénédiction des États-Unis. Et c'est là que les tiraillements se font sentir entre Washington et certaines capitales européennes.

Paris en particulier, où l'on souhaiterait adosser l'autonomie technique sur une indépendance de décision politique, par laquelle l'Union européenne pourrait décider de certaines interventions sans en référer à Washington.

Mais on est encore loin du compte. Il s'en faut encore de beaucoup pour que les armées européennes puissent se passer de l'infrastructure américaine disponible dans le cadre de l'OTAN. Et par ailleurs, il est bien difficile de croire qu'un Tony Blair, dont la position a été tout à fait décisive dans la décision de mettre en place cette force de l'UE, soit animé par une volonté de "s'affranchir" de la tutelle militaire des États-Unis... Ceux qui croient combattre l'hégémonie américaine en appelant au renforcement de la puissance européenne ne font que contribuer au renforcement de la puissance occidentale globale contre le reste du monde. ■

Union européenne Fischer, le Démocrate-escroc !

(suite de la dernière page) engagés, les plus puissants. Ceux-ci adopteront un nouveau traité à partir duquel les autres États seront... "traités". Ainsi, au nom d'une démocratisation à venir, on renforce « provisoirement » (pour au moins 10 ans !) le caractère antidémocratique de l'UE. Adieu, la « parlementarisation de l'UE », adieu « les droits démocratiques (et sociaux ?) fondamentaux » !

C'est aux peuples d'Europe de décider !

La première tâche c'est d'alerter l'opinion publique et le mouvement ouvrier et social, et de dire : halte-là ! Il faut arrêter ce processus autocratique renforcé. Et lui opposer, une démarche démocratique alternative. Ce n'est pas dans 10, 15 ou 20 ans que la population doit avoir le droit à la parole et à la décision, mais tout de suite. C'est maintenant qu'il faut un large débat avec le support des moyens de communication modernes. Ce n'est pas aux gouvernements, mais aux peuples d'Europe de décider de leur avenir. Pour cela il faut passer par le suffrage universel et la représentation proportionnelle, et convoquer un Congrès démocratique des Peuples d'Europe.

La deuxième raison pour laquelle il faut rejeter sans appel le projet de Fischer, c'est que sa priorité à l'axe « Europe d'États-nations » vise à écarter toute idée ou discussion d'Europe sociale. A lire et à relire le texte, le terme « social » n'y figure même pas ! Dans l'UE c'est logique : elle craint la démocratie parce qu'elle craint l'irruption des forces populaires dans la mécanique institutionnelle. Mais, une Constitution ne parle pas que d'institutions étatiques et de leurs prérogatives respectives. Elle traite avant tout de la société, et de ses fondements sociaux, économiques, écologiques, culturels, individuels. L'absence n'est pas un oubli. L'Europe sociale a été écartée en 1989-90 sous la pression patronale, avec la complicité de Jacques Delors. L'UE est une construction légalement antisociale. En attendant un Congrès constituant vraiment démocratique des peuples d'Europe, il faut imposer à nos gouvernements, c'est-à-dire à la Conférence Intergouvernementale (cette Constituante à huis clos des élites de la classe dominante) que soient incorporés, dans les traités tels qu'ils sont aujourd'hui, tous les droits et normes sociaux que le monde du travail a su imposer, par ses luttes séculaires, aux bourgeoisies et leurs États.

L'Europe démocratique et sociale vaut bien la crise de l'UE. ■

impérialismes... ?

Par
François Vercammen*

Fischer, l'homme qui avait forcé la décision de faire sortir l'armée allemande, pour la première fois depuis 1945, de ses casernes et de ses frontières, a eu l'honneur de relancer le débat sur l'avenir de l'UE. Ce qu'il vient de dire n'est ni nouveau ni spectaculaire. Mais ce n'est certainement pas anodin.

L'UE devrait se doter d'institutions parlementaires et régler une fois pour toutes les rapports entre les États nationaux et la structure supranationale de l'UE. Et lui, Fischer, opte pour une Fédération d'États nationaux, basée sur un Parlement à deux chambres : l'une serait composée de parlementaires également membres de leurs Parlements nationaux (quand seront-ils élus ou désignés ?), l'autre, la deuxième chambre (de type Sénat américain ou Bundesrat allemand), composée de parlementaires « *directement élus* » dans leurs pays respectifs.

Par ailleurs, le discours de Fischer propose de mettre de l'ordre, « *horizontale-*

ne, pas de bourgeoisie pan-européenne, multiplication d'États nationaux et d'hétérogénéité des économies et des sociétés) et immédiates (les progrès de l'UE depuis 15 ans coïncident avec la régression sociale la plus forte depuis 40 ans). C'est un obstacle majeur pour régler les contradictions entre États dans l'UE.

Fischer a donc fait appel à une méthode éprouvée : créer un dispositif fort pour rebondir à travers la crise institutionnelle ainsi programmée, qui mélange le discours idéologique et la perspective politique-institutionnelle, et qui permettrait, au plus fort de la confusion, de faire passer le maximum de mesures efficaces. Ensuite, on voit...

Une Europe des élites nationales ?

A première vue, le discours qui soulève l'épineux problème de l'Europe politique supranationale, devrait être mal venu. Il risque de recréer et renforcer la polarisation entre "européanistes" et "souverainistes" à la tête des partis politiques établis. En réalité la solution que Fischer (et ses complices)

tence institutionnelle du Conseil européen, qui concentre aujourd'hui entre ses mains la presque totalité du pouvoir exécutif, législatif et constitutionnel. Le pouvoir législatif reviendrait à un parlement (quels pouvoirs exactement ?). Il annonce de surcroît une Constitution, c'est-à-dire un nouveau traité, qui fixerait clairement les lois fondamentales (en les distinguant des lois courantes), et comporterait « *les droits fondamentaux et les droits de l'homme et du citoyen* ».

Il n'est pas certain que la tentative de Fischer tiendra la route jusqu'à la fin de l'an 2000, et réussira, comme il l'entend, à imprégner la vie politique et la scène médiatique. Mais, la tentative est sérieuse, décidée en haut lieu et vise des objectifs précis.

Le projet de Fischer est inacceptable, voire intolérable pour deux raisons.

La première, c'est que l'avancée démocratique est partielle. Si le modèle proposé de la future UE est démocratique-parlementaire, il n'en est rien quant à la voie qui y mène. Car qui décidera de cette « *refondation constitutionnelle de l'Europe* » et de sa Constitution, comment la décision sera-t-elle

Union européenne Fischer, le démocrate-escroc !

ment », dans le rapport entre les institutions communautaires actuelles. Fischer introduit l'idée d'un (futur) gouvernement européen, sans définir sa forme précise : soit par le développement de l'actuel Conseil européen (basé sur les gouvernements nationaux des États-membres), soit « *en élisant directement un président doté de vastes pouvoirs exécutifs en se fondant sur la structure actuelle de la Commission* ». Il envisage aussi une formule intermédiaire.

En relançant "par en haut", par un discours mis en valeur et avec l'appui de ses comparses du sommet européen de Lisbonne, la question de la dite « *Europe politique* », Fischer essaye de répondre à trois problèmes urgents :

1. Le virage périlleux vers l'Europe-puissance (après l'euro, l'élargissement et la défense) postule une nouvelle étape des institutions étatiques européennes.

2. Il faudra assurer le succès de la présidence française de l'UE (juillet-décembre). Or, l'agenda de la Conférence Intergouvernementale, dérisoire par rapport à ces problèmes, se limite (officiellement pour le moment) à quelques réformes institutionnelles : taille de la Commission, repondération des votes des différents pays dans le Conseil et réduction du veto par l'extension du champ des questions prises à la majorité qualifiée.

3. Précisément à ce moment l'UE continue à manquer la légitimité populaire, pour des raisons historiques (pas de nation européen-

ne, pas de bourgeoisie pan-européenne, multiplication d'États nationaux et d'hétérogénéité des économies et des sociétés) et immédiates (les progrès de l'UE depuis 15 ans coïncident avec la régression sociale la plus forte depuis 40 ans). C'est un obstacle majeur pour régler les contradictions entre États dans l'UE.

Fischer a donc fait appel à une méthode éprouvée : créer un dispositif fort pour rebondir à travers la crise institutionnelle ainsi programmée, qui mélange le discours idéologique et la perspective politique-institutionnelle, et qui permettrait, au plus fort de la confusion, de faire passer le maximum de mesures efficaces. Ensuite, on voit...

A première vue, le discours qui soulève l'épineux problème de l'Europe politique supranationale, devrait être mal venu. Il risque de recréer et renforcer la polarisation entre "européanistes" et "souverainistes" à la tête des partis politiques établis. En réalité la solution que Fischer (et ses complices)

propose, devrait aider les gouvernements pro-UE qui ont affaire à une opposition "nationaliste" de gauche ou de droite. Non seulement en France et en Allemagne, mais aussi dans la Grande-Bretagne de Blair et de la City de Londres. Car, Fischer enterre très explicitement le fédéralisme européen qui a été l'idéologie fondatrice officielle au sommet de l'Europe. Et il enterre « *le modèle institutionnel* » qui allait avec : désormais, les institutions européennes n'auront plus comme vocation de phagocyter les États nationaux en leur substituant un État fédéral supranational. On abandonnera donc non seulement la finalité européenne de Monnet, mais aussi sa méthode qui procédait à des transferts successifs de parts de souveraineté nationale à l'Europe. Pour Fischer, l'UE sera une Fédération des États, avec comme base l'État national. Son projet écarte aussi la citoyenneté européenne, sur le plan de la décision politique : « *ce parlement rassemblerait les différentes élites (!) politiques nationales et ensuite les différentes opinions publiques nationales* ». Cela signifie deux chambres qui toutes les deux seraient basées sur des élus relevant des États-membres et semble exclure la possibilité pour l'ensemble des citoyens européens d'élire directement d'autres citoyens européens, indépendamment de leur nationalité. Ainsi que le dépôt de listes européennes unifiées dans tous les pays membres.

Le projet propose une rupture démocratique forte mais partielle : enfin un régime parlementaire pour l'UE ! Une grande nouveauté, en ce début du XXI^e siècle !

Il serait mis une fin à l'actuelle omni-

prise, et quand ? On peut déduire du texte de Fischer que ce seront les gouvernements. Et ce sera « *bien au-delà de la décennie prochaine* » !

Il y a pire, car là c'est une véritable escroquerie : en attendant cette UE « *démocratique* », sa construction se fera par les « *coopérations renforcées* » qui sont du ressort exclusif des gouvernements de l'UE (Conseil européen). Le vrai objectif pratique-politique de Fischer est le Sommet de décembre 2000 en France : faire inscrire cette nouvelle norme constitutionnelle dans les traités existants en élargissant ainsi l'ordre du jour de la conférence intergouvernementale (CIG). Ces « *coopérations renforcées* » entre les pays-membres qui sont d'accord, portent sur des aspects partiels, mais pas secondaires : la monnaie, l'armée... L'idée a toujours existé. Mais, la "justification" se renforce car l'UE en s'élargissant se diversifie. Attendre l'unanimité d'un nombre croissant de pays-membre, c'est risquer la paralysie : l'élargissement de l'UE se ferait au détriment de sa cohésion (étatique). Cela semble rationnel. Pourquoi, cela se fait-il en violant la démocratie la plus élémentaire ? Car, à cette occasion, le Conseil européen verrait son pouvoir despotique renforcé et prolongé, comme le dit Fischer « *la coopération renforcée ne signifiera tout d'abord rien d'autre qu'une intergouvernementalisation renforcée* » ! Et il y a plus. En appliquant systématiquement la méthode des « *coopérations renforcées* » on arrive logiquement, par sélection, à « *un centre de gravité* » ou « *une avant-garde* » comprenant les États les plus

(suite en page 35)

* François Vercammen est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale